

Procès-Verbal

L'an deux mille vingt-deux, le dix mars à dix-huit heures trente, sous la présidence de M. Jean-Marc DUMOULIN, Président, le Conseil Communautaire s'est réuni en Salle Bernadou à Villemur-sur-Tarn.

Participants

Présents

| | |
|------------------------|---|
| Bessières | M. DARENGOSSE Ludovic, M. HAMDANI Aäli, Mme LAVAL Carole, M. MAUREL Cédric, Mme MONCERET Mylène |
| Bondigoux | M. ROUX Didier |
| Buzet sur Tarn | M. BONNASSIES Patrick, Mme CHARLES Ghislaine, M. DEMETZ Gilbert, M. JOVIADO Gilles |
| La Magdelaine sur Tarn | Mme GAYRAUD Isabelle |
| Layrac sur Tarn | M. ASTRUC Thierry |
| Le Born | M. SABATIER Robert |
| Mirepoix sur Tarn | Mme BLANCHARD ESSNER Sonia, M. RICHARD Jean-Louis |
| Villematier | M. JILIBERT Jean-Michel |
| Villemur sur Tarn | M. CHEVALLIER Georges, Mme DELTORT Florence, M. DUMOULIN Jean-Marc, Mme DUQUENOY Aurore, M. MICHELOT Jean-Michel, M. REGIS Daniel |

Conseillers ayant donné pouvoir

Mme RIVIERE Christel a donné pouvoir à Mme LAVAL Carole
Mme GUERRERO Katia a donné pouvoir à M. JOVIADO Gilles
M. ANTONY Maxime a donné pouvoir à Mme GAYRAUD Isabelle
Mme SAUNIER Karine a donné pouvoir à M. JILIBERT Jean-Michel
Mme FOLLEROT Danielle a donné pouvoir à M. DUMOULIN Jean Marc
Mme PREGNO Agnès a donné pouvoir à M. DUMOULIN Jean Marc

Conseiller absent

M. BRAGAGNOLO Patrice

Conseillers absents excusés

M. BERINGUIER Bernard, M. SANTOUL Michel

Secrétaire de séance

Mme MONCERET Mylène a été élue secrétaire de séance.

Membres en exercice - 31 | Membres présents -22 | Pouvoirs -06 | Membres absents – 03

Le quorum étant atteint, M. le Président ouvre la séance à 18h45.

Rappel de l'ordre du jour

Désignation d'un secrétaire de séance

1. Approbation du procès-verbal du Conseil du 16 décembre 2021
2. Remplacement d'un conseiller communautaire
3. Environnement - Redevance Incitative
4. Environnement - Contrat pour l'Amélioration et la Performance (CAP) avec CITEO
5. Finances - Parc Economique du Triangle - Acquisition parcelle D 54 Mme BARRAT
6. Finances - Notification du Rapport d'Observations Définitives de la S.P.L. Haute-Garonne Développement
7. Finances - Rapport d'Orientation Budgétaire R.O.B
8. Marchés Publics - 2021-GRP-04 Exploitation des installations de génie climatique et maintenance lots 1 et 2 – modification du contrat
9. Marchés Publics - 2020-CC-03 - Collecte des déchets ménagers et assimilés de la CCVA – modification du contrat
10. 1 Marchés Publics - 2020-CC- 01 - Remise en navigation de l'écluse de Villemur sur Tarn – Modification du contrat
11. Ressources Humaines - Attribution coffret gourmand
12. Ressources Humaines – Tableau des effectifs
13. Ressources Humaines – Renouvellement agrément pour accueil service civique
14. Ressources Humaines - Contrat Groupe Assurance Statutaire 2022/2025
15. Développement Territorial et Economique – Convention entre La Communauté de Commune Val'Aïgo et l'Etat - Plan « 1 jeune, 1 solution »
16. Développement Territorial et Economique - Tiers-Lieux – Reprise en régie
17. Développement Territorial et Economique - Contrat de partenariat Nord Toulousain/Métropole
18. Développement Territorial et Economique - Aide à l'investissement immobilier des entreprises pour la Communauté de Communes Val'Aïgo - Règlement d'attribution
19. Développement Territorial et Economique - Montant de l'Aide à l'investissement immobilier des entreprises pour la Communauté de Communes Val'Aïgo
20. Développement Territorial et Economique – Syndicat Mixte Remise en Navigabilité du Tarn Ecluse de Villemur – Transfert de compétences
21. Développement Territorial et Economique – Vente de terrains Pechauquié 3
22. Questions diverses

M. le Président ouvre la séance et demande à effectuer une minute de silence en la mémoire des enfants victimes de l'attaque russe d'un hôpital pour enfants à Marioupol en Ukraine.

Les membres de l'assemblée et le public se lèvent pour réaliser la minute de silence.

M. le Président informe l'assemblée qu'il a été destinataire d'un communiqué de la Préfecture concernant l'aide d'urgence pour les populations victimes – action Ukraine : Ouverture du Fonds d'Action Extérieure des Collectivités territoriales (FACECO). Il propose à l'Assemblée de rajouter un point à l'ordre du jour de ce conseil communautaire, afin de verser un don pour contribuer aux besoins humanitaires en Ukraine.

L'assemblée approuve l'ajout de ce point.

M. le Président annonce qu'il s'est rendu à Paris ce jour, pour assister au comité de lancement des travaux de l'appel à projet sur le métier d'auxiliaires de puériculture du Fonds national de prévention de la CNRA. Il rappelle que le dossier de demande de subvention a été réalisé par des agents des crèches de la communauté de communes qui exercent le métier d'auxiliaires de puériculture et qui sont aussi des assistantes de prévention. Au niveau National, seuls 24 dossiers ont été éligibles dont celui de la CCVA. Une présence était indispensable pour représenter ce dossier, ce qui a permis d'obtenir 140 000 € d'aides.

1. Approbation du procès-verbal du Conseil du 16 décembre 2021

Le procès-verbal du Conseil du 16 décembre 2021.

Le procès-verbal est approuvé à l'unanimité.

Objet : Aide d'urgence pour les populations victimes – Action Ukraine : versement Fonds d'Action Extérieure des Collectivités territoriales (FACECO)

M. le Président rappelle les événements tragiques de l'invasion russe et les besoins humanitaires en Ukraine et dans les pays voisins, très importants et qui vont malheureusement s'inscrire dans la durée.

Les services de l'Etat ont activé le Fond d'Action Extérieure des Collectivités territoriales (FACECO) afin de fédérer les initiatives et l'élan de solidarité exceptionnel avec le peuple ukrainiens dans les territoires.

Ce mécanisme permet à toutes les collectivités qui le souhaitent d'apporter leurs contributions financières. Mutualisées au sein d'un fonds géré par des équipes spécialisées du Centre de Crise et de Soutien (CDCS) du ministère de l'Europe et des affaires étrangères, ces contributions permettront de financer des opérations humanitaires d'urgence répondant aux besoins prioritaires des victimes du conflit.

M. le Président propose à l'assemblée de verser 2 000 euros.

Le Conseil, après discussion, le quorum étant vérifié, **à l'unanimité** :

- Approuve le versement de 2 000 euros au FACECO pour venir en aide aux ukrainiens
-

2. Remplacement d'un conseiller communautaire

M. le Président annonce que par courrier en date du 17 janvier 2022, M. SALIERES Jean Luc quitte ses fonctions électives au sein du Conseil Municipal de la Commune de Bessières, de ce fait il ne fait plus parti du Conseil Communautaire.

M. le Président rappelle que dans les communes de 1000 habitants et plus, lorsqu'un siège de conseiller communautaire devient vacant, il est pourvu par le candidat de même sexe, élu conseiller municipal, suivant sur la liste des candidats aux sièges de conseiller communautaire sur laquelle le candidat a été élu (L.273-10 du code électoral).

Il sera remplacé par M. BERINGUIER Bernard au sein de la Communauté de Communes.

M. le Président demande s'il peut procéder au vote à main levée. Après avis favorable de l'Assemblée, le vote à main levée a lieu.

Le Conseil, après discussion, le quorum étant vérifié, à **l'unanimité** :

- **Désigne** M. BERINGUIER Bernard en remplacement de M. SALIERES Jean-Luc dans ses fonctions au sein de la Communauté de Communes VAL'AÏGO.
- **Mandate** M. le Président pour l'accomplissement de toutes les formalités administratives et contractuelles afférentes à la bonne exécution de cette décision.

3. Environnement – Délibération de principe sur la Redevance Incitative

Présentation Terroirs et Communautés/SUEZ [annexe 1](#)

Mme DUQUENOY Aurore interpelle en disant que tant que la poubelle n'est pas pleine, on ne doit pas la sortir.

M. POUJADE répond qu'étant donné que c'est un forfait de 12 levées par an (le chiffre de levée annuelle est à définir pas les élus) et qu'au-delà c'est un supplément, le but n'est pas de la sortir à chaque fois qu'il y a un passage.

M. BONNASSIES Patrick s'interroge sur une augmentation des dépôts sauvages.

M. POUJADE répond qu'il n'y a pas forcément une augmentation des dépôts sauvages.

M. ASTRUC Thierry informe que si le territoire n'adopte pas cette solution de redevance incitative, le montant concernant les Ordures Ménagères va fortement augmenter.

Mme GAYRAUD Isabelle suite à la demande de M. ANTONY Maxime interpelle sur la crainte que les déchets ménagers soient déposés dans les poubelles des voisins, d'avoir une augmentation des dépôts sauvages, sachant que DECOSET assure que « non », mais ce ne sont pas eux qui ont et auront la charge de ces désagréments. Concernant, les familles nombreuses avec de faibles revenus qui auront inévitablement une redevance plus importante qu'une petite famille aux revenus très aisés, un équilibre social est-il prévu ?

M. POUJADE répond que l'équilibre social sera à mettre en place par les communes.

M. ASTRUC Thierry rappelle que le tarif n'est pas au poids, mais aux nombres de sorties des bacs pleins.

Mme DELTORT Florence demande pourquoi le nombre de tournée ne diminue pas.

M. POUJADE répond que cette configuration de diminution des tournées est mise en place dans un deuxième temps.

M. ASTRUC Thierry rappelle qu'étant donné la réglementation à venir, le montant taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) qui va doubler, actuellement la mise de la Redevance Incitative est subventionnée par l'Etat et l'ADEME, si cette mise en place tarde, la collectivité n'aura pas d'aides.

M. POUJADE et Mme DUBUY informe que cette mise en place s'effectue dans la durée, qu'une communication large et soutenue est nécessaire auprès des usagers et que des réunions publiques seront programmées.

M. RICHARD Jean-Louis demande pourquoi c'est SUEZ qui vient faire la présentation.

M. le Président rappelle qu'actuellement SUEZ est titulaire du marché et il devra s'adapter à la mise en application de cette nouvelle collecte.

Suite aux réflexions menées, il est proposé de mettre en place la Redevance Incitative.

Des réunions de travail ont eu lieu afin d'affiner les modalités d'accompagnement sur la mise en place de la redevance incitative.

M. BONNASSIES Patrick, Mme CHARLES Ghislaine, M. DEMETZ Gilbert, M. JOVIADO Gilles qui a le pouvoir de Mme GUERRERO Katia, élus de la commune de Buzet-Sur-Tarn, ne participent pas au vote du fait de leur adhésion au SMICTOM.

Le Conseil, après discussion, le quorum étant vérifié, à **l'unanimité moins 5 abstentions** :

- **Autorise** la délibération de principe sur la redevance incitative.
- **Sollicite** les demandes de financement auprès de l'ADEME, le Conseil Départemental de Haute-Garonne, la Région Occitanie et tout autre partenaire.
- **Mandate** M. le Président pour l'accomplissement de toutes les formalités administratives et contractuelles afférentes à la bonne exécution de cette décision.

M. MAUREL Cédric quitte la salle à 19h52 et donne pouvoir à M. HAMDANI Aïli

Membres en exercice - 31 | Membres présents -21 | Pouvoirs -07 | Membres absents – 03

4. Environnement - Contrat pour l'Amélioration et la Performance (CAP) avec CITEO

M. le Président explique que par délibération n°2017-070, un Contrat pour l'Amélioration et la Performance (CAP) avec CITEO pour le recyclage des emballages ménagers a été signé.

Ce contrat prévoit la mise en place de l'Extension des Consignes de TRI (ECT) à tous les emballages plastiques au plus tard au 31/12/2022.

La Communauté de Communes Val'Aïgo pour la partie collecte, et DECOSET pour la partie tri, ont engagé les démarches nécessaires pour être prêt à cette date.

Pour se conformer à cet engagement et percevoir un soutien bonifié au recyclage des emballages en plastique (660€ au lieu de 600€), il est nécessaire que la Communauté de Communes Val'Aïgo s'engage à mettre en place l'Extension des Consignes de tri au plus tard au 31/12/2022.

M. BONNASSIES Patrick, Mme CHARLES Ghislaine, M. DEMETZ Gilbert, M. JOVIADO Gilles qui a le pouvoir de Mme GUERRERO Katia, élus de la commune de Buzet-Sur-Tarn, ne participent pas au vote du fait de leur adhésion au SMICTOM.

Le Conseil, après discussion, le quorum étant vérifié, à **l'unanimité moins 5 abstentions** :

- **Décide** la mise en place des consignes de tri au plus tard le 31/12/2022
- **Autorise** Monsieur le Président à effectuer les démarches et à signer tous les documents afférents à la présente délibération.

5. Finances - Parc Economique du Triangle - Acquisition parcelle D 54 Mme BARRAT

M. le Président rappelle que le Parc du Triangle à Bessières à une superficie de 9 hectares et a été acquis en 2018. Afin de former une grande parcelle, il a été proposé aux riverains d'acquérir les parcelles attenantes. Mme BARRAT ayant donné son accord, en date du 15 avril 2021 l'assemblée a votée l'acquisition suivante :

- Parcelle D54 de **8 341 m²** à **4 € HT/m²** soit **33 364 € HT**

Après vérification auprès du Notaire, la contenance cadastrale de la parcelle D54 est de 8 292 m². Compte tenu de l'âge des vendeurs, il est proposé de ne pas modifier le prix de vente.

Le Conseil, après discussion, le quorum étant vérifié, à **l'unanimité** :

- **Valide** l'acquisition de la parcelle à Mme BARRAT dans les conditions suivantes : Parcelle D54 de **8 292 m²** pour un montant de **33 364 € HT**
- **Désigne** Maître BURGARD comme Notaire pour cette dite acquisition,
- **Dit** que les frais liés à cette acquisition seront à la charge de la communauté.



6. Finances - Notification du Rapport d'Observations Définitives de la Société Publique Locale Haute-Garonne Développement

M. le Président présente le Rapport d'Observations Définitives transmis par la Chambre Régionale des Comptes Occitanie sur le contrôle des comptes et de la gestion de la Société Publique Locale Haute-Garonne Développement, concernant les exercices 2018 à 2020.

Ce rapport doit faire l'objet d'une communication par M. le Président au Conseil Communautaire, en séance publique.

Il est demandé aux conseillers communautaires de prendre connaissance des informations contenues dans le document ci-dessus évoqué et donner quitus au Président de cette présentation devant l'assemblée.

Le Conseil, après discussion, le quorum étant vérifié, à **l'unanimité** :

- **Prend** connaissance des informations contenues dans le document ci-dessus évoqué et donner quitus au Président de cette présentation devant l'assemblée.
- **Mandate** M. le Président pour l'accomplissement de toutes les formalités administratives et contractuelles afférentes à la bonne exécution de cette décision.

7. Finances - Rapport d'Orientation Budgétaire R.O.B

M. le Président laisse la parole à M. JILIBERT Jean Michel, Vice-Président en charge des Finances qui présente le rapport d'orientation budgétaire joint en **annexe 2**.

Le Conseil, après discussion, le quorum étant vérifié, à **l'unanimité** :

- **Indique** que le débat a eu lieu ;
- **Prend acte** du Rapport d'Orientation Budgétaire 2022.

M. ASTRUC Thierry quitte la salle à 20h38 et donne pouvoir à M. JOVIADO Gilles

Membres en exercice - 31 | Membres présents -20 | Pouvoirs -08 | Membres absents – 03

8. Marchés Publics - 2021-GRP-04 Exploitation des installations de génie climatique et maintenance lots 1 et 2 – modification du contrat

Suite à une évolution sur le code des Marchés Publics en ce qui concerne les avances, M. le Président propose à l'assemblée d'apporter une modification au contrat cité en objet.

Un article 5.5 - Dispositions concernant l'avance - est ajouté au CCAP, comme suit :

« Article 5.5 - Dispositions concernant l'avance

Article 5.5.1 -Taux et conditions de versement de l'avance

Sauf refus du titulaire, l'avance obligatoire est octroyée. Cette avance est égale à 5 % du montant initial du lot (si la durée du lot est inférieure ou égale à douze mois) ou à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial du lot divisé par la durée du lot exprimée en mois.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Lorsqu'une partie du lot est sous-traitée, l'avance versée au titulaire est calculée sur la base du montant du lot diminué le cas échéant du montant des prestations confiées aux sous-traitants et donnant lieu à paiement direct. Si le marché est passé avec des entrepreneurs groupés, au sein duquel il est possible d'individualiser les prestations respectives de chaque membre ainsi que leur montant, l'acheteur verse la part de l'avance revenant à chaque entreprise.

A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de notification de l'acte emportant commencement d'exécution des prestations au titre desquelles est accordée cette avance ou à défaut de la date de notification du contrat.

Article 5.5.2 Remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre de l'avance atteint ou dépasse 65% du montant de ces prestations.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées au titre de l'avance atteint 80% du montant initial toutes taxes comprises des prestations en cause.

Article 5.5.3 Avance du sous-traitant

Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée à leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le droit à l'avance du sous-traitant est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par la personne signataire du marché.

Le remboursement de cette avance s'effectue dans les mêmes conditions de rythme et de modalités que celles prévues pour le titulaire.

Le prestataire ayant conclu le contrat de sous-traitance prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le pouvoir adjudicateur dès la notification de l'acte spécial. »

Cet avenant n'a aucune incidence financière sur le montant du marché.

M. BONNASSIES Patrick, Mme CHARLES Ghislaine, M. DEMETZ Gilbert, M. JOVIADO Gilles qui a le pouvoir de Mme GUERRERO Katia, élus de la commune de Buzet-Sur-Tarn, ne participent pas au vote du fait de leur adhésion au SMICTOM.

Le Conseil, après discussion, le quorum étant vérifié, à **l'unanimité moins cinq abstentions** :

- **Approuve** la modification du contrat, telle que présentée supra.
- **Mandate** M. le Président pour l'accomplissement de toutes les formalités administratives et contractuelles afférentes à la bonne exécution de cette décision.

9. Marchés Publics - 2020-CC-03 - Collecte des déchets ménagers et assimilés de la Communauté de Communes de Val Aïgo – modification du contrat

M. le Président propose à l'assemblée d'apporter une modification au contrat cité en objet.

Pour une meilleure compréhension des modalités de révision, l'article 8.2 sur la révision des prix est corrigé (pour être cohérent avec les dates effectives du marché, les indices actuellement publiés, fréquence de révision).

La fréquence de révision était indiquée annuelle à l'article 8.2.1 et trimestrielle à l'article 8.2.1. Pour plus de cohérence et pour être le plus possible en adéquation avec l'activité du prestataire et l'évolution des coûts, la révision sera semestrielle.

Nouvelle rédaction de l'Article 8.2 du CCAP :

« 8.2. Modalités de révision des prix

Les prix du marché sont révisibles semestriellement (remplace annuellement) pendant la durée du marché, selon les modalités définies ci-dessous.

La première révision s'appliquera à compter de la date anniversaire du marché.

Les modifications réglementaires impactant les indices de la formule de révision sont constatées et intégrées au marché par voie d'ordre de service. Aucun avenant n'est nécessaire.

8.2.1. Définition des indices

- Indice A :

Indice du coût de la main d'œuvre dans la collecte des Ordures Ménagères (charges comprises) – Code

INSEE ICMO3 (remplace ICM02)

- Indice B :

Indice de prix à la consommation de Gazole en France (1870 Gazole)

- Indice C :

Indice des frais et services divers n°2 (FSD 2)

Les valeurs de référence, qui ont l'indice 0, sont celles du mois « zéro », qui correspond au mois de juillet 2020.

Les valeurs prises en compte pour les révisions de l'année n, seront celles connues au 1er mars de l'année n 1er janvier de l'année n pour le 1er semestre, au 1er juillet de l'année n pour le 2nd semestre. Les dates à retenir pour déterminer la valeur connue des indices sont les dates de mise en ligne de la valeur des indices sur le site Internet <http://www.lemoniteur.fr>, rubrique « Indices – Index », ainsi que sur le site Internet <http://www.insee.fr>.

Au cours de l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur est en droit de substituer un indice par un autre paramètre équivalent, après en avoir informé le Titulaire du marché par lettre recommandé avec accusé de réception.

8.2.2. Formule de révision des prix

La formule de révision appliquée sera la suivante :

$$P = P_0 \times E$$

$$E = 0,15 + 0,55 A / A_0 + 0,07 B / B_0 + 0,23 C / C_0$$

- P₀ : prix de l'offre dans l'acte d'engagement (valeur mois « zéro ») : mois de juillet 2020

- A₀, B₀ et C₀ seront les valeurs de l'indice correspondant au mois « zéro » (M₀) : mois de juillet 2020

- A, B, et C seront les dernières valeurs connues chaque mois concerné par la révision trimestrielle de l'indice au 1er janvier de l'année n pour le 1er semestre, au 1er juillet de l'année n pour le 2nd semestre.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur. Le prix P est arrondi au centième supérieur.

Les justificatifs relatifs à l'établissement de la variation des prix seront joints, par le Titulaire du présent marché public, aux factures concernées. »

Cet avenant n'a aucune incidence financière sur le montant du marché.

Le Conseil, après discussion, le quorum étant vérifié, à **l'unanimité** :

- **Approuve** la modification du contrat, telle que présentée supra.
- **Mandate** M. le Président pour l'accomplissement de toutes les formalités administratives et contractuelles afférentes à la bonne exécution de cette décision.

10. Marchés Publics 2020-CC- 01 - Remise en navigation de l'écluse de Villemur sur Tarn – Modification du contrat

Monsieur le Président indique à l'assemblée qu'en raison de la création d'un syndicat mixte ouvert pour la remise en navigabilité du Tarn, approuvée par délibération en date du 28 janvier 2021 et dont les membres sont le Conseil Départemental de la Haute-Garonne et la Communauté de communes Val'Aïgo, la maîtrise d'ouvrage des travaux de remise en navigation de l'écluse de Villemur-sur-Tarn doit être transférée à ce syndicat, par avenant.

Cet avenant n'a aucune incidence financière sur le montant du marché.

Le Conseil, après discussion, le quorum étant vérifié, à **l'unanimité** :

- **Approuve** la modification du contrat, telle que présentée supra.
- **Mandate** M. le Président pour l'accomplissement de toutes les formalités administratives et contractuelles afférentes à la bonne exécution de cette décision.

11. Ressources Humaines - Attribution coffret gourmand

M. le Président explique que chaque début d'année la collectivité organise un repas pour les agents. En raison des mesures de sécurité actuelles face au Covid19 et comme l'an dernier, il ne sera pas possible de l'organiser.

Le Conseil, après discussion, le quorum étant vérifié, à **l'unanimité** :

- **Approuve** au titre de l'année 2021, l'attribution d'un « coffret-gourmand » d'un montant de 25 euros à chaque agent de la Communauté de Communes, qui sera affecté au compte 6232 du budget principal
- **Mandate** M. le Président pour l'accomplissement de toutes les formalités administratives et contractuelles afférentes à la bonne exécution de cette décision.

12. Ressources Humaines – Tableau des effectifs

M. Le Président informe l'assemblée :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

| Filière | Catégorie | Cadre d'emplois | Grades | Statut | | | | | |
|----------------------|------------------|---|--|-----------------------------------|-------------|------------------------------------|-------------|---|----|
| | | | | Temps complet | | Temps non complet | | | |
| | | | | Titulaire | Contractuel | Titulaire | Contractuel | | |
| Emplois fonctionnels | A | Directeur Général des Services | DGS établissement Publics de 10 000 à 20 000 habitants | 1 | | | | | |
| | A | Directeur Général Adjoint | DGA | 1 | | | | | |
| Filière | Catégorie | Cadre d'emplois | Grades | Statut | | | | | |
| Administrative | A | Attaché territorial | Attaché | 1 | 1 | | | | |
| | | | Attaché Hors Classe | 1 | | | | | |
| | | | Attaché Principal | 2 | 1 | | | | |
| | B | Rédacteur territorial | Rédacteur Principal 1ère Cl. | 1 | 2 | | | | |
| | | | Rédacteur Principal 2ème Cl. | 2 | | | | | |
| | | | Rédacteur | 3 | 5 | | | | |
| | C | Adjoint administratif territorial | Adjoint Administratif Ppal 1ère Cl. | 3 | 1 | | | | |
| | | | Adjoint Administratif Ppal 2ème Cl. | 2 | 1 | | | | |
| | | | Adjoint Administratif | 1 | 5 | | 2 | | |
| | | | | Total avec DGS | | 36 | | | |
| Filière | Catégorie | Cadre d'emplois | Grades | Statut | | | | | |
| Médico-sociale | A | Infirmier territorial en soins généraux | Infirmier en soins généraux Cl. Normale | 1 | 2 | | | | |
| | | | Médecins territoriaux | | | | 3 | | |
| | | | Puéricultrice territoriale | | | | | | |
| | C | Auxiliaire territorial de puériculture | Auxiliaire de Puériculture principal de 1ère Cl. | 2 | | | | | |
| | | | Auxiliaire de Puériculture principal de 2ème Cl. | 5 | | | | | |
| | | | Auxiliaire de Puériculture | 1 | 2 | 1 | 1 | | |
| | | | | Total | | 19 | | | |
| Filière | Catégorie | Cadre d'emplois | Grades | Statut | | | | | |
| Sociale | A | Assistant socio-éducatif territorial | Assistant socio-éducatif de 2ème classe | 1 | | | | | |
| | | | Educateur territorial de jeunes enfants | 3 | | | | | |
| | | | Educateur de jeunes enfants | 2 | 4 | | | | |
| | C | Agent social territorial | 14 | 7 | 2 | 2 | | | |
| | | | | Total | | 35 | | | |
| Filière | Catégorie | Cadre d'emplois | Grades | Statut / Quotité | | | | | |
| Technique | A | Ingénieur territorial | Ingénieur Principal | 1 | | | | | |
| | | | Ingénieur | 1 | | | | | |
| | B | Technicien territorial | Technicien principal 1ère Cl. | | 1 | | | | |
| | | | Technicien principal 2ème Cl. | | 1 | | | | |
| | | | Technicien | 1 | 1 | | | | |
| | C | Agent de maîtrise territorial | Agent de maîtrise principal | 5 | | | | | |
| | | | Agent de Maîtrise | 5 | | | | | |
| | | Adjoint technique territorial | Adjoint Technique Ppal 1ère Cl. | 3 | | | | | |
| | | | Adjoint Technique Ppal 2ème Cl. | 4 | | | | | |
| | | Adjoint Technique | 8 | 7 | | 3 | | | |
| | | | | Total | | 38 | | | |
| Filière | Nombre d'emplois | | Fonction | Quotité | | | | | |
| / | 13 | | Assistante Maternelle | Temps complet | | | | | |
| | | | | Total | | 13 | | | |
| | | | | Total par Statut / Quotité | | 76 | 41 | 3 | 24 |
| | | | | Total | | 144 postes ouverts dont 36 vacants | | | |

Le Conseil, après discussion, le quorum étant vérifié, à **l'unanimité** :

- **Procède** à la réactualisation du tableau des effectifs de la communauté de commune afin de permettre les évolutions de carrière de certains agents :
 - Ouverture d'un poste d'agent de maîtrise principal titulaire à temps complet (avancement de grade)
 - Ouverture d'un poste d'adjoint technique principal 2ème classe titulaire à temps complet (avancement de grade)
 - Ouverture de plusieurs grades pour le recrutement d'un chargé de mission redevance incitative (technicien, technicien Ppal 1ère Classe, technicien Ppal 2ème Classe)
- **Approuve** le tableau des effectifs présenté supra.
- **Mandate** M. le Président pour l'accomplissement de toutes les formalités administratives et contractuelles afférentes à la bonne exécution de cette décision.

13. Ressources Humaines – Renouvellement agrément pour accueil service civique

M. le Président informe l'Assemblée que l'agrément de la Communauté de Communes Val'Aïgo pour l'accueil de volontaires en Service Civique sera échu le 25 avril 2022.

Le service civique s'adresse aux jeunes âgés de 16 à 25 ans (élargi aux jeunes en situation de handicap jusqu'à 30 ans) sans condition de diplôme qui souhaitent s'engager pour une période de 6 à 12 mois auprès d'un organisme à but non lucratif (association) ou une personne morale de droit public (collectivité territoriale, établissement public ou services de l'Etat) pour accomplir une mission d'intérêt général dans un des domaines ciblés par le dispositif.

Il s'inscrit dans le code du Service National et non dans le Code du Travail.

Il donne lieu à une indemnité versée directement par l'Etat au volontaire, ainsi qu'à la prise en charge des coûts afférents à la protection sociale de ce dernier.

Les frais d'alimentation ou de transport sont couverts soit par des prestations en nature (accès subventionné à un établissement de restauration collective), soit par le versement d'une indemnité complémentaire de 107.58 € par mois.

Un tuteur est désigné au sein de la structure d'accueil. Il est chargé de préparer et d'accompagner le volontaire dans la réalisation de ses missions.

Vu la Loi n° 2010-241 du 10 mars 2010 instaurant le service civique,

Vu le décret n° 2010-485 du 12 mai 2010 et l'instruction ASC-2010-01 du 24 juin 2010 relatifs au service civique

Considérant que l'agrément n° MP-031-19-00014-00 délivré le 26 avril 2019 arrive à échéance le 25 avril 2022

M. le Président propose de renouveler l'agrément pour l'accueil de volontaires en service civique.

Le Conseil, après discussion, le quorum étant vérifié, à **l'unanimité** :

- **Autorise** M. le Président à demander le renouvellement de l'agrément à compter du 26 avril 2022.
- **Autorise** M. le Président à signer les contrats d'engagement de service civique avec les volontaires et les conventions de mise à disposition auprès d'éventuelles personnes morales.
- **Autorise** M. le Président à ouvrir les crédits nécessaires pour le versement d'une prestation en nature ou d'une indemnité complémentaire de 107.58 € par mois par volontaire, pour la prise en charge des frais d'alimentation ou de transport.

14. Ressources Humaines - Contrat Groupe Assurance Statutaire 2022/2025

M. le Président informe l'Assemblée que, depuis 1992, le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Haute-Garonne (CDG31) propose une mission optionnelle d'assurance des risques statutaires afférents aux personnels territoriaux, par application des dispositions du Décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 alinéa 5 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.

Ce service consiste en :

- la mise en place d'un contrat groupe d'assurance à adhésion facultative, pour le compte des structures publiques territoriales employeurs du département de la Haute-Garonne ;
- la réalisation d'une prestation de suivi des sinistres et des conditions d'application du contrat et de conseil.

Après mise en concurrence par voie d'appel d'offres ouvert, le groupement Gras Savoye (Courtier mandataire) et CNP (Assureur) est titulaire du contrat groupe permettant la couverture des risques afférents aux agents affiliés à l'IRCANTEC et des risques afférents aux agents affiliés à la CNRACL.

Les deux couvertures prennent effet au 1^{er} Janvier 2022 pour une durée de 4 ans.

Le Président indique que les conditions de couverture et les conditions financières proposées au titre du contrat groupe sont les suivantes.

Pour la couverture des risques statutaires afférents aux agents affiliés à l'IRCANTEC (agents titulaires et stagiaires dont le temps de travail est inférieur à 28 heures hebdomadaires, agents contractuels de droit public ou de droit privé) :

- Garantie :
 - Congé de maladie ordinaire avec une franchise de 10 jours fermes par arrêt en maladie ordinaire
 - Congé de grave maladie
 - Congé de maternité, congé de naissance, congé pour l'arrivée d'un enfant en vue de son adoption, congé adoption et paternité/accueil de l'enfant
 - Congé pour accident ou maladie imputables au service
- Taux de cotisation : 0,60 %
- Résiliation : chaque structure adhérente peut résilier son adhésion au 1^{er} janvier de chaque année en respectant un préavis de 2 mois.
- Conditions de garanties :

Le contrat groupe a vocation à couvrir tous les risques statutaires. Cependant, ce principe fait l'objet de quelques tempéraments.

Tout d'abord, les garanties sont établies en fonction des textes législatifs et réglementaires existants à la date de lancement de la consultation (07/09/2021) qui a permis la conclusion du contrat groupe.

Le CDG31 pourra étudier avec le titulaire du contrat groupe une évolution des garanties en fonction de l'évolution réglementaire, durant le marché.

Par ailleurs, le titulaire du contrat groupe a émis dans son offre une réserve qui sera applicable dans le cadre de l'exécution du contrat.

Ainsi, l'indemnisation des sinistres ne sera réalisée que sur production des décomptes de la Sécurité Sociale.
- Prestations complémentaires
Le contrat groupe comporte des prestations complémentaires, à savoir :
 - la gestion des dossiers via un extranet et les formations à son utilisation ;
 - le suivi et l'analyse des statistiques de sinistralité ;
 - l'organisation et la prise en charge de contrôles médicaux (contre-visites médicales et expertises médicales) ;
 - la mise en œuvre de recours contre tiers responsables permettant le recouvrement de sommes non couvertes par l'assurance ;
 - une assistance psychologique et sociale à destination des agents ;
 - des formations en prévention à l'initiative du CDG31 ;
 - des prestations d'accompagnement spécifiques (gestion de crise notamment) sur devis préalable.

Pour la couverture des risques statutaires afférents aux agents affiliés à la CNRACL (agents titulaires et stagiaires dont le temps de travail est supérieur ou égal à 28 heures hebdomadaires)

Pour la structure, la proposition de taux par garantie est la suivante :

- Garanties et taux :

| Garanties | Taux |
|---|-------------------|
| Décès* | 0.23 % |
| Accident et maladie imputable au service | 3.21 % |
| Accident et maladie non imputables au service sauf maladie ordinaire, maternité, congé de naissance, congé pour l'arrivée d'un enfant en vue de son adoption, congé adoption et paternité/accueil de l'enfant | 1.22 % |
| Maternité, congé de naissance, congé pour l'arrivée d'un enfant en vue de son adoption, congé adoption et paternité/accueil de l'enfant | 0.50 % |
| Maladie ordinaire avec une franchise de 10 jours fermes par arrêt | 7.09 % |
| Maladie ordinaire avec une franchise de 20 jours fermes par arrêt | 6.67 % |
| Maladie ordinaire avec une franchise de 30 jours fermes par arrêt | 6.37 % |
| Taux global retenu (somme des taux) | 12.25 % |

* Majoration Décès : le marché prévoit qu'en cas de reconduction du dispositif transitoire applicable en 2021, une majoration de 0,08% sera appliquée.

- Résiliation : chaque structure adhérente peut résilier son adhésion au 1^{er} janvier de chaque année en respectant un préavis de 2 mois.
- Conditions de garanties
Le contrat groupe a vocation à couvrir tous les risques statutaires. Cependant, ce principe fait l'objet de quelques tempéraments.
Tout d'abord, les garanties sont établies en fonction des textes législatifs et réglementaires existants à la date de lancement de la consultation (07/09/2021) qui a permis la conclusion du contrat groupe.

Le CDG31 pourra étudier avec le titulaire du contrat groupe une évolution des garanties en fonction de l'évolution réglementaire, durant le marché.

Par ailleurs, le titulaire du contrat groupe a émis dans son offre des réserves qui seront applicables dans le cadre de l'exécution du contrat.

Ainsi, il convient de préciser que :

- l'assureur ne couvrira que pendant une période de 12 mois le maintien du demi-traitement réalisé par application des dispositions du décret n°2011-1245 du 5/10/2011 (périodes transitoires en cas d'attente d'une décision de l'administration en matière de réintégration, de reclassement ou de mise en disponibilité pour raison de santé et périodes à l'issue de la période préparatoire au reclassement dans l'attente de mise en retraite pour invalidité) ;

- une procédure d'arbitrage pourra être mise en œuvre dès lors qu'une demande de mise en jeu des garanties du contrat est formulée par l'assuré dont la décision est contraire aux avis rendus par la commission de réforme ou aux conclusions du médecin agréé : ainsi une expertise d'arbitrage pourra être mise en œuvre si l'assuré demande la mise en jeu des garanties alors que :
 - o la commission de réforme ne reconnaît pas l'imputabilité ;
 - o l'assuré reconnaît l'imputabilité sans saisir la commission de réforme et en présence de conclusions de l'expert ne validant pas l'imputabilité.
- en matière de congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS), l'indemnisation par l'assureur sera accordée jusqu'à la date fixée par la Commission départementale de réforme : en l'absence de date précisée, l'assureur indemniserà dans la limite de **180 jours** après la date de la séance de la commission départementale de réforme ou du rapport de la dernière expertise indiquant l'aménagement du poste de travail ou le reclassement.
- Prestations complémentaires
Le contrat groupe comporte des prestations complémentaires, à savoir :
 - la gestion des dossiers via un extranet et les formations à son utilisation ;
 - le suivi et l'analyse des statistiques de sinistralité ;
 - l'organisation et la prise en charge de contrôles médicaux (contre-visites médicales et expertises médicales) ;
 - la mise en œuvre de recours contre tiers responsables permettant le recouvrement de sommes non couvertes par l'assurance ;
 - une assistance psychologique et sociale à destination des agents ;
 - des formations en prévention à l'initiative du CDG31 ;
 - des prestations d'accompagnement spécifiques (gestion de crise notamment) sur devis préalable.

M. le Président précise que les adhésions à chacune des couvertures (risques statutaires afférents aux agents affiliés à l'IRCANTEC et risques statutaires afférents aux agents affiliés à la CNRACL) sont totalement indépendantes.

Il précise en outre que les taux sont garantis pendant deux ans à couverture constante. A compter du 1er Janvier 2024, ils pourront être révisés dans les conditions fixées par le marché.

M. le Président indique que le CDG31 propose aux employeurs territoriaux du département de la Haute-Garonne d'adhérer à ce contrat groupe, pour chacune des couvertures.

Ce service est mis en œuvre par le CDG31 mobilise une équipe de 5 conseillères en assurance, sous la responsabilité d'un responsable de service.

Il donne lieu à la signature d'une convention d'adhésion et à la perception par le CDG31 d'une rémunération spécifique par couverture souscrite, d'un montant représentant 5% du montant de la prime d'assurance, avec une perception minimale de 25 €.

Le Conseil, après discussion, le quorum étant vérifié, à **l'unanimité, décide** :

- **D'adhérer** au service Contrat Groupe du CDG31 à l'occasion de la mise en place du contrat groupe d'Assurance statutaire 2022/2025, aux conditions précédemment exposées ;
- **De souscrire** à la couverture des risques afférents aux agents affiliés à l'IRCANTEC ;

- **De souscrire** à la couverture des risques afférents aux agents affiliés à la CNRACL aux conditions de garanties et de taux suivantes :

| Garanties | Taux |
|---|---------|
| Décès* | 0.23 % |
| Accident et maladie imputable au service | 3.21 % |
| Accident et maladie non imputables au service sauf maladie ordinaire, maternité, congé de naissance, congé pour l'arrivée d'un enfant en vue de son adoption, congé adoption et paternité/accueil de l'enfant | 1.22 % |
| Maternité, congé de naissance, congé pour l'arrivée d'un enfant en vue de son adoption, congé adoption et paternité/accueil de l'enfant | 0.50 % |
| Maladie ordinaire avec une franchise de 10 jours fermes par arrêt | 7.09 % |
| Taux global retenu (somme des taux) | 12.25 % |

- **D'autoriser** M. Le Président à signer tous les documents contractuels et conventionnels relatifs aux décisions précédentes, ainsi qu'à procéder au choix des variables de couverture (bases de l'assurance et de couverture au titre des rémunérations assurées);
- **D'inscrire** au Budget de la structure les sommes correspondant au recours à la mission optionnelle du CDG31 et aux primes annuelles d'assurance.

15. Développement Territorial et Economique – Convention entre La Communauté de Commune Val'Aigo et l'Etat - Plan « 1 jeune, 1 solution »

Vu la loi n°2008-1249 du 01/12/2008 généralisant le revenu de solidarité active et renforçant les politiques d'insertion,

Vu la circulaire n° DGEFP/SDPAE/MIP/MPP2018/11 du 11/01/2018 relative aux parcours emploi compétences et au fonds d'inclusion dans l'emploi en faveur des personnes les plus éloignées de l'emploi,

Dans le contexte économique actuel, accompagner les jeunes qui arrivent sur le marché du travail est une préoccupation partagée.

Pour atteindre cet objectif, la mobilisation de tous est requise : c'est par une action commune, concertée et coordonnée que l'Etat et les collectivités territoriales parviendront à faire du dispositif national « 1 jeune, 1 solution » le point de ralliement de la relance de l'emploi des jeunes.

Dans le cadre du dispositif national « 1 jeune, 1 solution », je vous propose de m'autoriser à intervenir à la signature de la Charte d'Engagement « 1 jeune, 1 solution ».

Le Conseil, après discussion, le quorum étant vérifié, à **l'unanimité** :

→ **Décide de :**

- Promouvoir les solutions du plan « #1jeune1solution » auprès des réseaux d'entreprises qu'elle anime ;
- Contribuer, en lien avec les missions locales, pôle emploi et le tissu associatif, au repérage des jeunes publics les plus éloignés de l'emploi ;

- Favoriser le développement des capacités d'accueil des missions locales dans le cadre de la forte progression de la Garantie Jeunes, notamment en matière de mise à disposition de locaux ;
 - Recruter des jeunes au sein de l'intercommunalité, notamment grâce aux contrats aidés (PEC : parcours emplois compétences)
- **Autorise** M. le Président ou son représentant à signer tout document relatif à ce dispositif

16. Développement Territorial et Economique - Tiers-Lieux – Reprise en régie

Vu la délibération n°2018-081 en date du 19 septembre 2018, Mise à disposition des Locaux et mode de gestion,

Vu la délibération n°2019-092 en date du 16 octobre 2019, Commande Publique- Choix du délégataire- DSP gestion des Tiers Lieux,

M. le Président rappelle que suite à la mise en service des Tiers Lieux de Bessières en 2020, cette compétence avait été déléguée à un prestataire, RELAIS ENTREPRISES suite à un Marché Public. Ce contrat a pris fin au 31 décembre 2021.

M. le Président précise le but des tiers-lieux ruraux est de retenir, voire d'attirer des télétravailleurs, des néo-ruraux ou de jeunes pousses des filières innovants. Les tiers-lieux ruraux sont portés par une ambition de revitalisation des centres-bourgs, ils doivent permettre de faire vivre des services de proximité et apparaissent comme des points névralgiques pour (ré)activer les ressources territoires ruraux et ancrer de nouvelles formes d'innovation et de développement, en dehors des contextes métropolitains.

Afin de conserver cette dynamique sur le territoire qui possède deux tiers lieux, un à Bessières et un à Villemur, la gestion n'est plus déléguée à un prestataire mais reprise en régie.

M. le Président informe que les Tiers Lieux sont situés

- 39 Allées des Ecoles 31660 BESSIERES
- 21 Place de la Résistance, 31340 Villemur

M. le Président rappelle que pour louer ces locaux, il est nécessaire d'appliquer des tarifs à compter du 11 mars 2022 et de rédiger des contrats de locations, un état des lieux, une charte internet et des conditions d'occupations pour les occupants.

M. le Président propose les tarifs suivants :

- ✓ Bureau individuel : 20€ la journée, 50 € la semaine
- ✓ Salle de réunion : 50€ la journée
- ✓ Espace Coworking : 8€ la journée, 25 € la semaine
- ✓ Caution : 150 €

Les prix ne sont pas soumis à la TVA.

M. le Président indique les conditions essentielles d'occupations, le détail est en annexe :

- ✓ Limiter la durée à 1 an et à 6 mois pour la création d'entreprise.
- ✓ Dédier les lieux à des prestations de bureau et intellectuelle. La vente directe n'est pas autorisée sauf dans le bureau « triangle » de Bessières.
- ✓ Chaque usager devra signaler s'il y a une dégradation en entrant dans les lieux, il en serait tenu pour responsable

Le Conseil, après discussion, le quorum étant vérifié, à **l'unanimité, décide** :

- **De créer** la régie TIERS LIEUX
- **D'appliquer** les tarifs présentés supra à compter du 11 mars 2022,
- **D'adopter** le contrat de prestations de services mise à disposition de bureaux équipés et ses annexes présentés supra

17. Développement Territorial et Economique - Contrat de partenariat Nord Toulousain/Métropole

M. le Président donne lecture du contrat de partenariat entre les communautés de communes des Hauts Tolosans, du Val'Aïgo, du Frontonnais et Toulouse Métropole avec comme principaux thèmes :

- Mobilité et transports
- Développement et attractivité
- Alimentation, agriculture, circuits courts de proximité
- Promotion touristique et culturelle, valorisation du patrimoine

M. JOVIADO Gilles trouve que ce projet n'est pas assez ambitieux dans la mesure où la CCTA et la C3G n'étaient pas intégrées dans ce contrat. Il serait logique et cohérent de les intégrer dans la mesure où nous partageons la zone des Portes du Tarn avec la CCTA (compétence développement économique) et que les problématiques de mobilité doivent être réfléchies de façon globale donc avec la CCTA et la C3G. La CCTA et la C3G n'étant pas intégrées à ce contrat, il s'abstient.

M. BONNASSIES Patrick demande ce qu'est la réciprocité.

M. le Président rappelle, à titre d'exemple, qu'en terme d'agriculture, de réserves alimentaires pour les cantines, l'amélioration du Tourisme, la négociation des tarifs, en tant qu'élu il est important de mettre en relation les collectivités et les entreprises locales.

Mme BLANCHARD ESSNER Sonia demande pourquoi certains partenaires ne sont pas présents sur la convention.

M. le Président précise qu'il y a une pression publique.

Le Conseil, après discussion, le quorum étant vérifié, à **l'unanimité moins 2 contres et moins 6 abstentions** :

- **Autorise** M. Le Président à signer le contrat de partenariat Nord Toulousain/Métropole,
- **Mandate** M. le Président pour l'accomplissement de toutes les formalités administratives et contractuelles afférentes à la bonne exécution de cette décision.

18. Développement Territorial et Economique - Aide à l'investissement immobilier des entreprises pour la Communauté de Communes Val'Aïgo - Règlement d'attribution

M. le Président indique que suite à la commission « développement Territorial et Economique » en date du 14 février 2022, qu'il s'agit de modifier le règlement d'octroi des aides à l'investissement immobilier aux entreprises afin d'appliquer les critères d'attribution.

Au vu de l'aspect financier, il est propice d'avoir :

- Un critère de plafond cumulé -> Max 50 000 par an ouvert dans le budget
- Une aide qui pourrait être estimée à 2 ans de CFE pour la CCVA et avec un plafond de 5% de l'investissement global du projet.
- Un critère de remboursement sur la plus-value à la revente serait ajouté

Mme BLANCHARD ESSNER Sonia indique qu'à son avis la mention « Un critère de remboursement sur la plus-value à la revente serait ajouté » ne doit pas être précisé.

M. CHEVALLIER Georges demande comment on peut se baser sur le calcul de la CFE.

M. le Président précise que dans le projet, l'implantation du bâti est intégrée et que la CFE est calculée sur le foncier bâti.

Le Conseil, après discussion, le quorum étant vérifié, **à l'unanimité moins une abstention** :

- **Approuve** le règlement d'attribution d'aide à l'investissement immobilier des entreprises sur le Territoire Val'Aïgo.
- **Mandate** M. le Président pour l'accomplissement de toutes les formalités administratives et contractuelles afférentes à la bonne exécution de cette décision.

19. Développement Territorial et Economique - Montant de l'Aide à l'investissement immobilier des entreprises pour la Communauté de Communes Val'Aïgo

M. le Président indique qu'il s'agit de déterminer le montant maximum d'aide à l'immobilier d'entreprise pour 2022.

M. Le Président rappelle que cette aide est soumise à un règlement.

Le Bureau propose d'inscrire 50 000 euros pour le Budget Primitif 2022.

Le Conseil, après discussion, le quorum étant vérifié, **à l'unanimité** :

- **Dit** que les crédits budgétaires nécessaires à l'exécution de cette décision seront inscrits au Budget Primitif 2022, à hauteur de 50 000 euros, au chapitre 2042 – Subventions d'équipement.
- **Mandate** M. le Président pour l'accomplissement de toutes les formalités administratives et contractuelles afférentes à la bonne exécution de cette décision.

20. Développement Territorial et Economique – Syndicat Mixte Remise en Navigabilité du Tarn – Ecluse de Villemur – Transfert de compétences

M. le Président rappelle que par délibération n°2020-017 du 6 février 2020, un marché de maîtrise d'œuvre comprise est estimé à 600 000 € HT pour la remise en en navigation de l'écluse de Villemur sur Tarn et que le Conseil Départemental subventionnera à 80 % ces travaux, sans préjudice des aides de l'Etat ou de la Région a été adopté à l'unanimité.

M. le Président précise que lors du conseil communautaire du 28 janvier 2021, il a été approuvé par délibération n°2021-003 la création d'un Syndicat Mixte ouvert pour la remise en navigabilité du Tarn ainsi que l'approbation des statuts.

Dans le cadre de ce marché et suite à la création de ce syndicat le règlement des factures doit être prises en charges par le Syndicat Mixte Remise en Navigabilité du Tarn.

De manière générale, tout contrat droits et obligations précédentes dévolues à la Communauté de Communes Val'Aïgo seront transférés au Syndicat Mixte Remise en Navigabilité du Tarn.

Le Conseil, après discussion, le quorum étant vérifié, **à l'unanimité** :

- **Mandate** M. le Président pour l'accomplissement de toutes les formalités administratives et contractuelles afférentes à la bonne exécution de cette décision.

21. Développement Territorial et Economique – Vente de terrains Pechauquié 3

Ce point sera systématiquement inscrit à l'ordre du jour et sera complété selon les demandes des cessions présentées et approuvées en Bureau communautaire.

Cette action a pour but de finaliser les ventes auprès des futurs acquéreurs qui doivent justifier leur projet et leurs dépenses auprès des établissements bancaires et conclure un acte notarié.

M. le Président rappelle que lors du dernier Conseil Communautaire en date du 25 novembre dernier, il a été présenté l'offre d'achat suivante :

Estipharm France est spécialiste des produits d'hygiène et de beauté. Fournisseur proposant une gamme complète et attractive pour l'officine, il se distingue par des produits novateurs pour la pharmacie et la parapharmacie. Leur société est présente sur le marché national et international. Depuis 40 ans, la société Estipharm France est reconnue comme un pionnier de l'innovation dans les accessoires d'hygiène et de beauté. Créateur et distributeur proposant une gamme complète et attractive pour l'officine et la parapharmacie, elle se distingue par des produits de pointe pour le bien-être et les soins de beauté des clients des pharmacies et parapharmacies. Estipharm France s'est implantée dans plus de 15000 officines.

Cette entreprise propose de s'installer sur la zone de Pechnauquié 3 :

- une partie commerciale sur 2 000 m² pour 100 000 €HT soit 50€HT/m²
- une partie fabrication sur 15 000 m² pour 300 000 €HT soit 20€HT/m²

Suite au rendez-vous en date du 14 décembre 2021, et à la présentation du plan ci-dessous, ESTIPHARM a souhaité présenter l'offre suivante :

- une partie commerciale sur (Lot A à découper) 1 732 m² pour 86 600 € HT soit 50 € HT/m²
- une partie fabrication (Lot 69 en totalité) 18 867 m² pour 360 000 € HT soit 19.08 € HT/m²

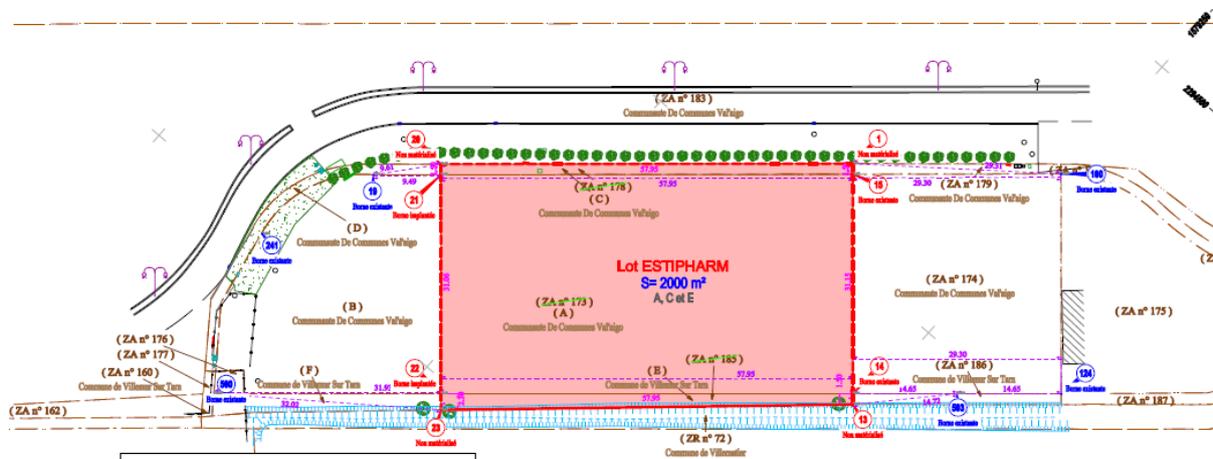
Après passage du géomètre, les plans de divisions ont été révélés les surfaces suivantes :

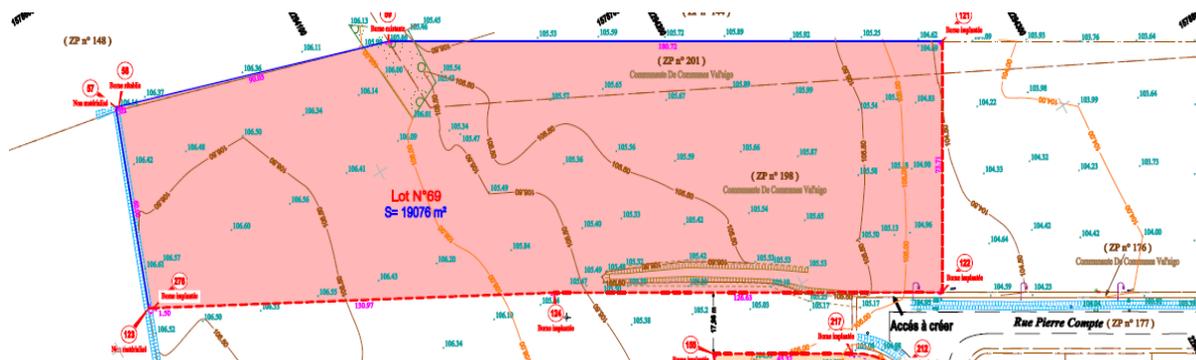
- une partie commerciale (Lot A découpé) 1 822 m² pour 91 100 € HT soit 50 € HT/m²
- une partie fabrication (Lot 69 en totalité) 19 076 m² pour 360 000 € HT soit 18.87 € HT/m²

M. le Président précise que les frais de notaire sont à la charge de l'acquéreur.

Le Conseil, après discussion, le quorum étant vérifié, à **l'unanimité** :

- **Autorise** la vente comme exposé supra,
- **Précise** que le prix de vente s'élève comme suit pour :
 - une partie commerciale (Lot A découpé) 1 822 m² pour 91 100 € HT soit 50 € HT/m²
 - une partie fabrication (Lot 69 en totalité) 19 076 m² pour 360 000 € HT soit 18.87 € HT/m².
- **Désigne** Maître CATALA comme Notaire pour cette dite cession,
- **Mandate** M. le Président pour l'accomplissement de toutes les formalités administratives et contractuelles afférentes à la bonne exécution de la présente décision.





22. Questions Diverses

- **Rendre compte des Décisions au titre de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.**

| Date | Objet |
|------------|--|
| 04.03.2021 | Demande de subvention – Reprise des trottoirs |
| 04.03.2022 | Création d'une régie d'avance auprès du service informatique et téléphonique |
| 15.06.2021 | Renouvellement ligne de trésorerie pour 2021/2022 |
| 12.11.2021 | Services Techniques – Vente de véhicule ou d'outillage – Camion Renault équipé d'un bras polybenne |

Le Conseil, après discussion, le quorum étant vérifié, à **l'unanimité** :

- **Prend acte** du Rendre Compte ci-dessus présenté ;
- **Déclare** n'avoir aucune observation à formuler.

L'ordre du jour étant épuisé, M. le Président lève la séance à 21h21.

Lu et approuvé,
Le Président
Jean-Marc DUMOULIN

Conseil Communautaire du 10 mars 2022

ANNEXES

Annexe 1 – Présentation Redevance incitative

Annexe 2 – Rapport d'Orientation Budgétaire 2022



REALISATION D'UNE MISSION
D'ACCOMPAGNEMENT A LA MISE EN ŒUVRE
DE LA REDEVANCE INCITATIVE

Présentation du 10 mars 2022

Une équipe, des expertises ...

Prise en compte de la volonté politique, écoute, concertation, prospective



Jacques POUJADE
Directeur du projet
Terroirs et Communautés



Jean Michel Koua
Responsable de service

Vision globale de la précollecte et de la collecte sur le territoire de Val d'Aigo



En cours de recrutement
Chef de projet TI

Réalisation de l'enquête pour le fichier des redevables

Expertise technique précollecte et collecte, optimisation



Marie MASSOL et Géraldine BRU
Ingénieures projets
Terroirs et Communautés



Patrice Lapeyre
Responsable local des équipes

Accompagnement communication de proximité

Contexte législatif, tarification incitative, biodéchets

Financement du service et grille tarifaire

Une équipe « sénior », pratiquant l'écoute et le « sur mesure »
Connaissant bien la collectivité, dotés d'une vision prospective globale, au service d'un projet de territoire

La Tarification Incitative : qu'est-ce que c'est ?

Identifier la **production des déchets** non valorisables (Ordures Ménagères Résiduelles) de **chaque producteur** :



► Afin de **l'impliquer**, le responsabiliser



► Afin qu'il **ne jette que le non valorisable**



► Dans un but de **diminuer de façon significative le tonnage d'OMR**

Pourquoi ?

La Redevance Incitative = moyen très efficace pour diminuer de façon significative le tonnage d'OMR.
Elle permet :

➤ L'équité, basée sur le service rendu : la quantité de déchets produite plutôt que les valeurs locatives, base de l'impôt foncier

➤ Une réponse aux objectifs réglementaires : Grenelle 1, Loi de Transition Energétique pour une Croissance Verte, loi AGEC

➤ L'application du principe pollueur - payeur

➤ La maîtrise des coûts :

- Coûts de traitement :

moins de déchets = moins de TGAP*

- Coûts de collecte :

baisse du taux de présentation des bacs, puis baisse possible des fréquences de collecte en fonction du type de tarification choisie

➤ La réduction de la production de biodéchets dans les OMR :

Permet d'éviter une collecte au porte à porte en secteur diffus et rural

* Dans un contexte de forte progression de la TGAP (taxe générale sur les activités polluantes)

Pourquoi ?



La Tarification Incitative

= la seule politique publique susceptible d'impacter de façon durable et significative le comportement de tous les habitants :

- pour stabiliser, voire baisser le coût du service public de gestion des déchets
- par le transfert massif de déchets enfouis ou incinérés vers du compostage à domicile et du recyclage

PART FIXE



Abonnement au service

Obligatoire et due pour chaque bac OMR. Elle peut être identique pour tous, quelle que soit la taille du bac, ou varier avec cette dernière

+

PART CONSOMMATION

Part forfaitaire, obligatoirement due et variable en fonction de la taille du bac

A la levée, ce forfait intègre un certain nombre de levées
« incluses »

12 X



Part variable, fonction de la taille du bac

Elle correspond au coût unitaire de la levée, appliquée à chaque levée au-delà du forfait



L'abonnement et la consommation sont dus par chaque usager du service, au prorata du temps d'utilisation du service

Le bac OMR = compteur

+ il sera grand et/ou vidé souvent,
+ les usagers paieront



La redevance est un outil qui permet de facturer un service rendu en tenant compte de la « consommation » du service



Recouvrement des factures = rôle du CeFIP. Il dispose des mêmes outils que pour la TEOM (opposition à tiers détenteur des 130 € ± ATD)

Il faut établir le fichier des redevables, le gérer tout au long de l'année et au moment voulu, lancer la facturation pour établir le rôle et le transmettre au CeFIP.

Qui est facturé ?



L'abonnement et la consommation sont dus par chaque **usager** du service au prorata du temps d'utilisation du service



Article 2333-76 du CGCT : « ... La personne morale ou physique chargée de la gestion de la résidence est [...] considérée comme **l'utilisateur du service public** et procède à la répartition de la redevance globale entre les foyers »



L'**usager** du service public (le redevable) est la personne morale ou physique (le bailleur social ou le propriétaire) qui gère la résidence constituée en habitat vertical ou pavillonnaire (le lieu d'habitation)

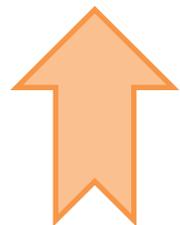


Certaines collectivités facturent le locataire en habitat individuel

Quels impacts attendus avec la Tarification Incitative ?

Des variations sur les tonnages qui seront plus ou moins marquées en fonction du mode de financement choisi :

Baisse de la quantité d'OMR collectée : entre 20 % et 50 %



Augmentation du tri, de la valorisation matière (recyclage), de la valorisation organique (compostage individuel ou collectif)

Variation des apports en déchèterie, mais dans une moindre mesure



Implication et responsabilisation des usagers



Maîtrise des coûts



Prévention à la production de déchets (à moyen /long terme)



Optimisation du recours au service (ex : présentations de bacs moins fréquentes)

Quel calendrier de mise en œuvre ?

► 4 phases :

Année 2022 et début 2023
Préparation à la mise en œuvre

Études de terrain et passation des marchés permettant un développement précis de l'opération

Année 2023, 2^{ème} semestre
Mise en œuvre des outils

Distribution des outils permettant aux usagers d'agir, communication de proximité

Année 2024
Phase de test (période « à blanc »)

Test du matériel, adaptation au nouveau service de gestion des déchets pour les ménages, suivi des résultats

Année 2025
Passage en tarification incitative

Suivi des résultats, validation de l'opération

Ordre « logique » de la réalisation de l'accompagnement pour 2022

Tout au long des années 2022 et 2023, mensuel ou tous les deux mois selon le besoin : comités de pilotage techniques et élus – Animation Terroirs & Communautés, participation Suez

Fin 1^{er} semestre 2022

1. Cadrage du projet :

- Réunion de lancement – Animation Terroirs & Communautés, participation Suez
- Calendrier général du projet – Terroirs & Communautés
- Document de cadrage du projet – Terroirs & Communautés

2. Action après validation du document de cadrage du marché

- Séminaire élus préalable à l'enquête – Animation Terroirs & Communautés, présence Suez
- Préparation des documents pour l'enquête et propositions des outils de communication de l'enquête – Suez

Ordre « logique » de la réalisation de l'accompagnement pour 2022-2023

Tout au long des années 2022 et 2023, mensuel ou tous les deux mois selon le besoin : comités de pilotage techniques et élus – Animation Terroirs & Communautés, participation Suez

2ème semestre 2022 et 1^{er} semestre 2023

- Enquête pour la réalisation du fichier des bacs, puçage des bacs et constitution du fichier- Suez
- Marché de précollecte : bacs et colonnes adaptées – Terroirs & Communautés
- Marché de contrôle d'accès pour l'apport volontaire – Terroirs & Communautés
- Marché de logiciel de facturation de la Redevance – Terroirs & Communautés
- Assistance à l'élaboration du budget et élaboration de la grille tarifaire : Terroirs & Communautés
- Mise à jour du règlement du service : Terroirs & Communautés
- Réalisation des caractérisations d'OMR - Organisation Terroirs & Communautés
- Rencontres avec les publics cibles : bailleurs, associations des commerçants, représentants des entreprises du bâtiment, ...
- Equipement des camions BOM pour la lecture des puces- Suez

Ordre « logique » de la réalisation de l'accompagnement pour 2022-2023

Tout au long des années 2022 et 2023, mensuel ou tous les deux mois selon le besoin : comités de pilotage techniques et élus – Animation Terroirs & Communautés, participation Suez

2^{ème} semestre 2023

- Lancement de la communication grand public
- Accompagnement dans la production des outils de com' et participation aux évènements - Suez
- Distribution des bacs complémentaires, installation des colonnes avec contrôle d'accès
- Migration vers le logiciel de facturation choisi et paramétrage – Suez
- Intégration des données de collecte – Suez
- Accompagnement au changement des comportement par Le pôle Acteurs & Usages du LyRE, Centre d'expertise et d'innovation Suez : enquêtes sociologiques, ateliers et mise en œuvre de solution

Ordre « logique » de la réalisation de l'accompagnement pour 2024-2025

Tout au long des années 2024 et 2025, selon le besoin : comités de pilotage techniques et élus – Animation Terroirs & Communautés, participation Suez

2024

- Année « à blanc » de la tarification incitative
- Création et suivi des indicateurs : Terroirs & Communautés, participation de Suez
- Accompagnement à la facturation à blanc – Suez
- Communication de proximité- Suez
- Réunions publiques à mi- année – Animation Terroirs & Communautés, présence Suez
- Point technique et financier, ajustage de la grille tarifaire au 2^{ème} semestre – Terroirs & Communautés

2025

- Facturation « au réel » de la tarification incitative
- Accompagnement la 1^{ère} année: vérification et suivi de l'intégration des données- Suez



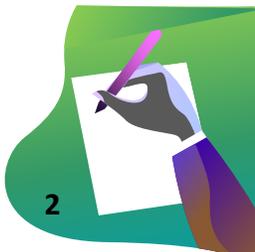
Annexe 2

Rapport d'Orientation Budgétaire 2022

Communauté de Communes Val'Aïgo

Contexte réglementaire

Le présent rapport d'orientation ne s'attardera pas sur le contexte international et national comme le préconise les textes sur les Rapport et Débat d'orientation Budgétaire. Ces éléments sont disponibles par ailleurs et le rapport s'attachera à la Communauté de Communes Val'Aïgo.

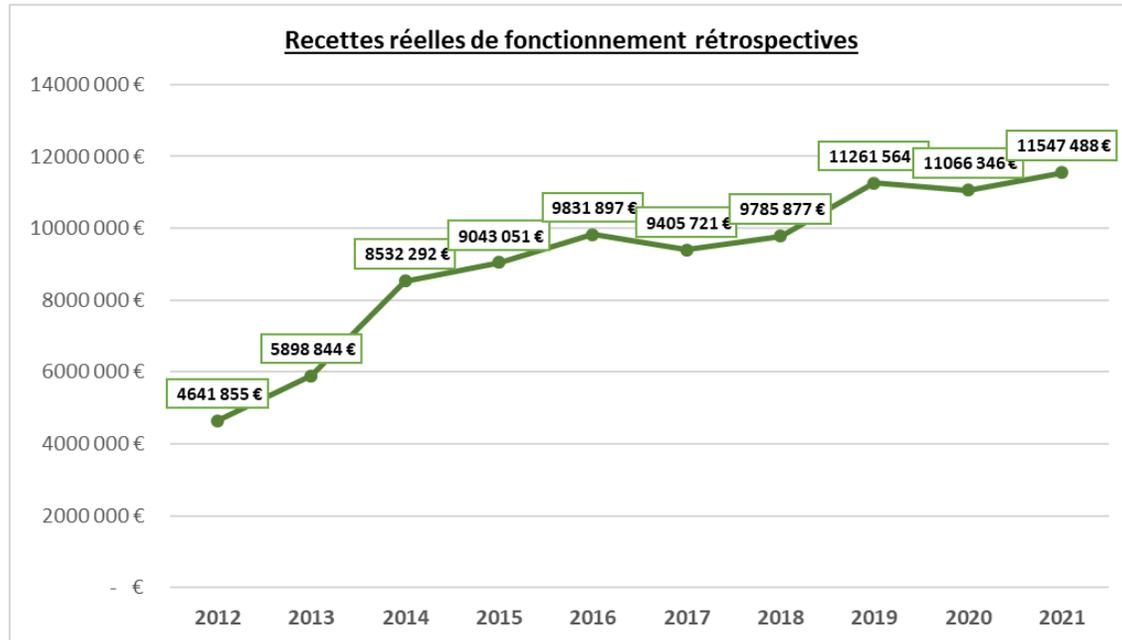


1 – Les ressources de la Communauté de Communes

•



Les ressources de la Communauté de Communes



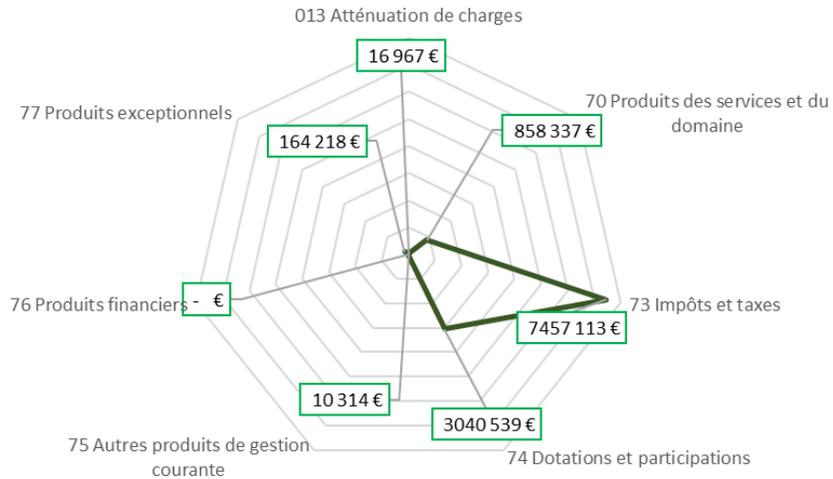
- ❑ La Communauté dispose essentiellement de deux ressources, représentant 65% des recettes de fonctionnement en 2021 : la fiscalité et la taxe d'enlèvement des ordures ménagères.
- ❑ Depuis le 1er janvier 2014, la Communauté de Communes dispose de la fiscalité professionnelle unique.
- ❑ La fiscalité des professionnels est reversée aux communes en fonction de ce qu'elles percevaient en 2013. Jusqu'au transfert « Petite Enfance », la part de ces deux ressources dans les recettes était de 85%.
- ❑ Cette part diminue sous l'effet de l'augmentation des recettes (CAF, parents). Ces nouvelles recettes sont inférieures aux nouvelles dépenses créées.
- ❑ La Communauté de Communes reverse 2ME d'attribution de compensation aux communes en 2021.
- ❑ Les produits exceptionnels correspondent aux remboursement maladie. Ils sont en hausse en 2021.

| Recettes | | | | | | | | | | |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
| 013 Atténuation de charges | 40 249 € | 61 449 € | 69 788 € | 63 678 € | 138 118 € | 18 452 € | 13 879 € | 65 523 € | 58 506 € | 16 967 € |
| 70 Produits des services et du domaine | 64 945 € | 38 594 € | 230 489 € | 202 506 € | 284 483 € | 563 036 € | 622 735 € | 627 092 € | 447 907 € | 858 337 € |
| 73 Impôts et taxes | 4 144 304 € | 5 168 048 € | 7 039 637 € | 7 604 054 € | 8 039 049 € | 6 398 201 € | 6 759 793 € | 7 587 359 € | 7 562 807 € | 7 457 113 € |
| 74 Dotations et participations | 375 882 € | 444 978 € | 1 154 882 € | 1 144 108 € | 1 333 207 € | 2 214 665 € | 2 182 580 € | 2 881 845 € | 2 886 836 € | 3 040 539 € |
| 75 Autres produits de gestion courante | 10 785 € | 26 677 € | 18 587 € | 19 134 € | 36 752 € | 49 387 € | 68 103 € | 2 € | 20 431 € | 10 314 € |
| 76 Produits financiers | 14 € | 11 € | 10 € | 7 € | 289 € | 594 € | 382 € | - € | - € | - € |
| 77 Produits exceptionnels | 5 677 € | 159 087 € | 18 899 € | 9 563 € | - € | 161 386 € | 138 406 € | 99 744 € | 89 859 € | 164 218 € |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 16 603 € | 317 302 € | 68 417 € | 22 810 € | 21 348 € | 19 739 € | 15 476 € | 100 004 € | 11 224 € | 10 601 € |
| Total opérations réelles | 4 641 855 € | 5 898 844 € | 8 532 292 € | 9 043 051 € | 9 831 897 € | 9 405 721 € | 9 785 877 € | 11 261 564 € | 11 066 346 € | 11 547 488 € |
| Total opérations réelles + ordre | 4 658 457 € | 6 216 146 € | 8 600 709 € | 9 065 861 € | 9 853 245 € | 9 425 461 € | 9 801 353 € | 11 361 568 € | 11 077 570 € | 11 558 088 € |
| 002 Résultat de fonctionnement reporté | 304 875 € | 453 779 € | 1 359 413 € | 1 140 189 € | 1 520 808 € | 992 284 € | 1 087 540 € | 1 517 339 € | 1 963 619 € | 1 742 740 € |



Les ressources de la Communauté de Communes

Structuration des Recettes de fonctionnement 2021



- En 2018, le resserrement est réel : les recettes progressent moins vite que les dépenses malgré divers efforts en particulier sur la masse salariale inférieure aux prévisions. Ce resserrement est visible avec une diminution de la CFE de 34 000 euros malgré l'intégration de la commune de Buzet et la hausse des bases 2019 (+4%) font progresser le produit fiscal de 500 000 euros (15,6%, ce qui correspond à la part de population de Buzet sur la Communauté de Communes).
- En 2021, les produits des services connaissent une hausse du fait de l'augmentation des produits issus de la facturation émanant des crèches.
- Les impôts locaux ont diminué (réformes fiscales suite à la loi de finances 2021).
- La hausse des dotations et participations en 2021 correspond à la contrepassation financière de la mutualisation entre Villemur et la Communauté.
- Sur 2021, au global, les recettes réelles de fonctionnement ont augmenté de 4%
- Les dépenses réelles de fonctionnement ont baissé de 2%.

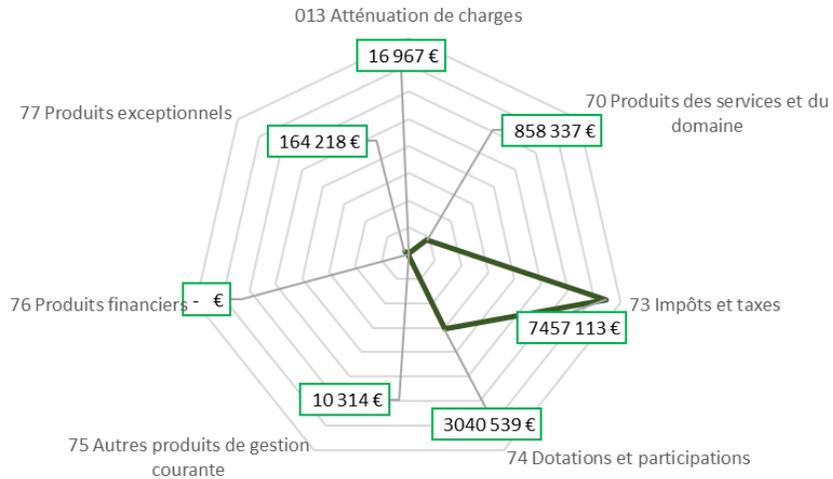
Recettes

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| 013 Atténuation de charges | 40 249 € | 61 449 € | 69 788 € | 63 678 € | 138 118 € | 18 452 € | 13 879 € | 65 523 € | 58 506 € | 16 967 € |
| 70 Produits des services et du domaine | 64 945 € | 38 594 € | 230 489 € | 202 506 € | 284 483 € | 563 036 € | 622 735 € | 627 092 € | 447 907 € | 858 337 € |
| 73 Impôts et taxes | 4 144 304 € | 5 168 048 € | 7 039 637 € | 7 604 054 € | 8 039 049 € | 6 398 201 € | 6 759 793 € | 7 587 359 € | 7 562 807 € | 7 457 113 € |
| 74 Dotations et participations | 375 882 € | 444 978 € | 1 154 882 € | 1 144 108 € | 1 333 207 € | 2 214 665 € | 2 182 580 € | 2 881 845 € | 2 886 836 € | 3 040 539 € |
| 75 Autres produits de gestion courante | 10 785 € | 26 677 € | 18 587 € | 19 134 € | 36 752 € | 49 387 € | 68 103 € | 2 € | 20 431 € | 10 314 € |
| 76 Produits financiers | 14 € | 11 € | 10 € | 7 € | 289 € | 594 € | 382 € | - € | - € | - € |
| 77 Produits exceptionnels | 5 677 € | 159 087 € | 18 899 € | 9 563 € | - € | 161 386 € | 138 406 € | 99 744 € | 89 859 € | 164 218 € |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 16 603 € | 317 302 € | 68 417 € | 22 810 € | 21 348 € | 19 739 € | 15 476 € | 100 004 € | 11 224 € | 10 601 € |
| Total opérations réelles | 4 641 855 € | 5 898 844 € | 8 532 292 € | 9 043 051 € | 9 831 897 € | 9 405 721 € | 9 785 877 € | 11 261 564 € | 11 066 346 € | 11 547 488 € |
| Total opérations réelles + ordre | 4 658 457 € | 6 216 146 € | 8 600 709 € | 9 065 861 € | 9 853 245 € | 9 425 461 € | 9 801 353 € | 11 361 568 € | 11 077 570 € | 11 558 088 € |
| 002 Résultat de fonctionnement reporté | 304 875 € | 453 779 € | 1 359 413 € | 1 140 189 € | 1 520 808 € | 992 284 € | 1 087 540 € | 1 517 339 € | 1 963 619 € | 1 742 740 € |



Les ressources de la Communauté de Communes

Structuration des Recettes de fonctionnement 2021



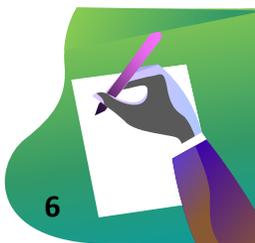
- Les tableaux ci-dessous illustrent bien l'effet ciseau entre les dépenses et les recettes de fonctionnement.

Dépenses

| Depuis le 1 ^{er} janvier 2014 | Evolution rétrospective |
|--|-------------------------|
| 011 Charges à caractère général | 173% |
| 012 Charges de personnel | 222% |
| 014 Atténuation de produits | 5% |
| 65 Autres charges de gestion courante | -29% |
| 66 Charges financières | -21% |
| 67 Charges exceptionnelles | -88% |
| 68 Dotations aux amortissements et aux provisions | s.o. |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | -11% |
| Total opérations réelles | 68% |
| Total opérations réelles + ordre | 67% |

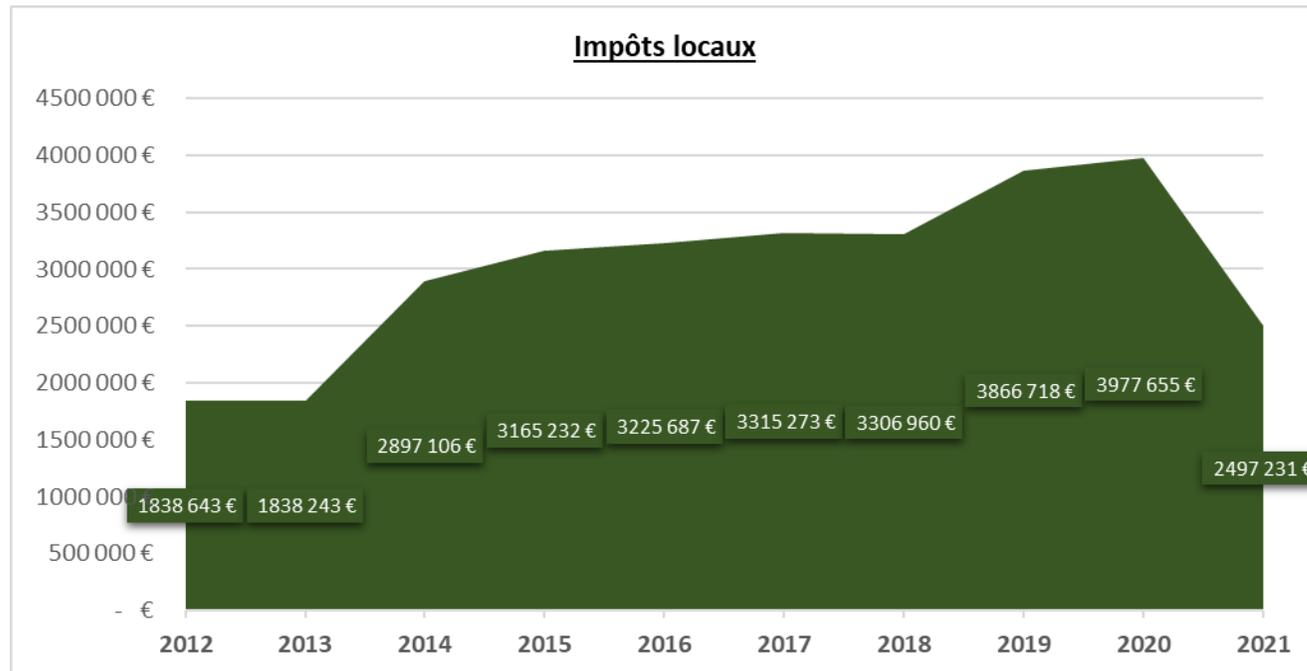
Recettes

| Depuis le 1 ^{er} janvier 2014 | Evolution rétrospective |
|--|-------------------------|
| 013 Atténuation de charges | -76% |
| 70 Produits des services et du domaine | 272% |
| 73 Impôts et taxes | 6% |
| 74 Dotations et participations | 163% |
| 75 Autres produits de gestion courante | -45% |
| 76 Produits financiers | -100% |
| 77 Produits exceptionnels | 769% |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | -85% |
| Total opérations réelles | 35% |
| Total opérations réelles + ordre | 34% |





Les ressources de la Communauté de Communes



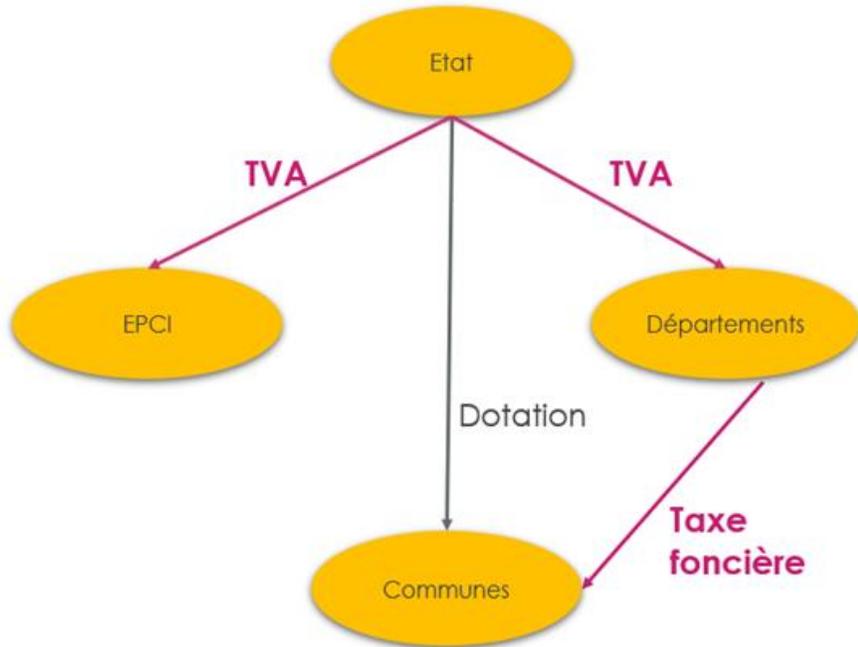
- ❑ Entre 2013 et 2014 l'évolution à la hausse s'explique par le passage en fiscalité professionnelle unique (FPU);
- ❑ Entre 2018 et 2019, l'évolution à la hausse s'explique par l'intégration de la commune de Buzet.
- ❑ Entre 2019 et 2020, l'évolution du produit est de +4,04% soit 90 261 euros.
- ❑ Les taux de fiscalité sont inchangés depuis 2010.
- ❑ En 2021:
 - ❑ Abattement de 50% de base de Taxe foncière sur les propriétés bâties pour les locaux industriels
 - ❑ Baisse de CFE de -22% (effets de la crise sanitaire et son impact sur le tissu économique local)
 - ❑ la réforme liée à la suppression de la Taxe d'habitation amène la perte d'autonomie fiscale sur la Taxe d'habitation. Cette perte d'autonomie est compensée « à l'euro près » par la récupération d'une fraction de TVA (c.f. diaporama suivant).





Les ressources de la Communauté de Communes

Loi de Finances 2020



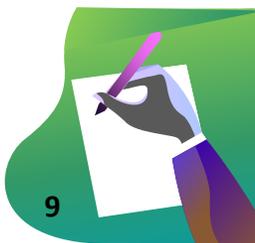
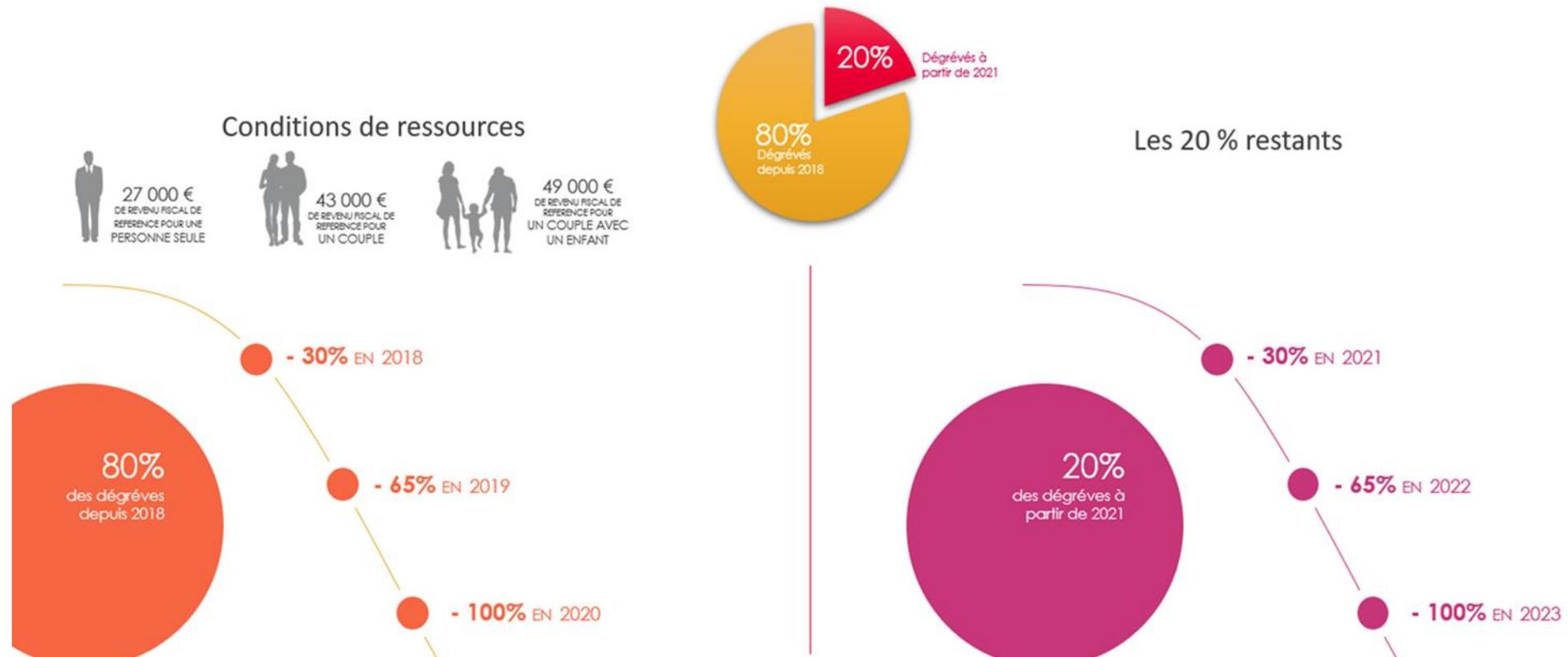
- ❑ La suppression de la Taxe d'habitation en 2020 pour les résidences principales a engendré un mécanisme de compensation :
- ❑ La Communauté de Communes a récupéré une fraction de TVA versée par l'Etat.





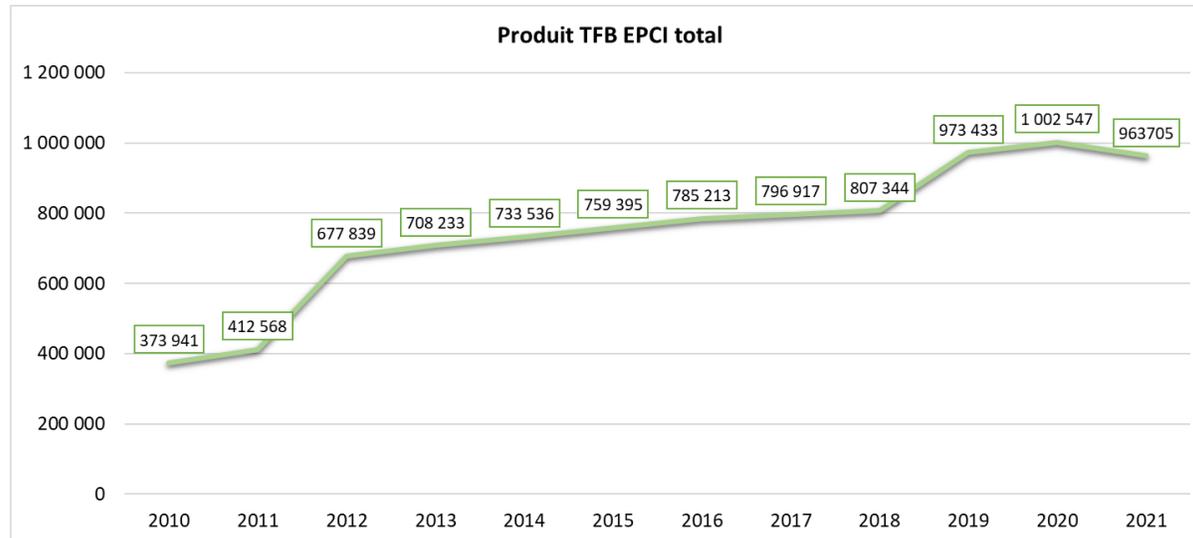
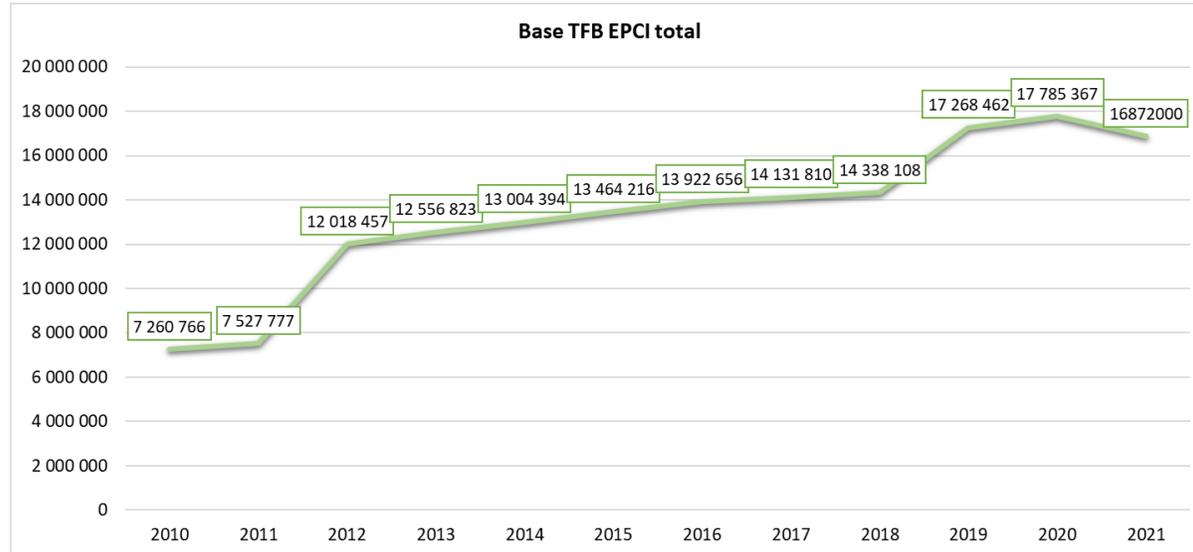
Les ressources de la Communauté de Communes

Qui paye toujours la Taxe d'habitation?

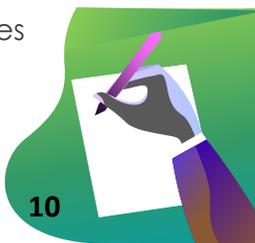




Les ressources de la Communauté de Communes

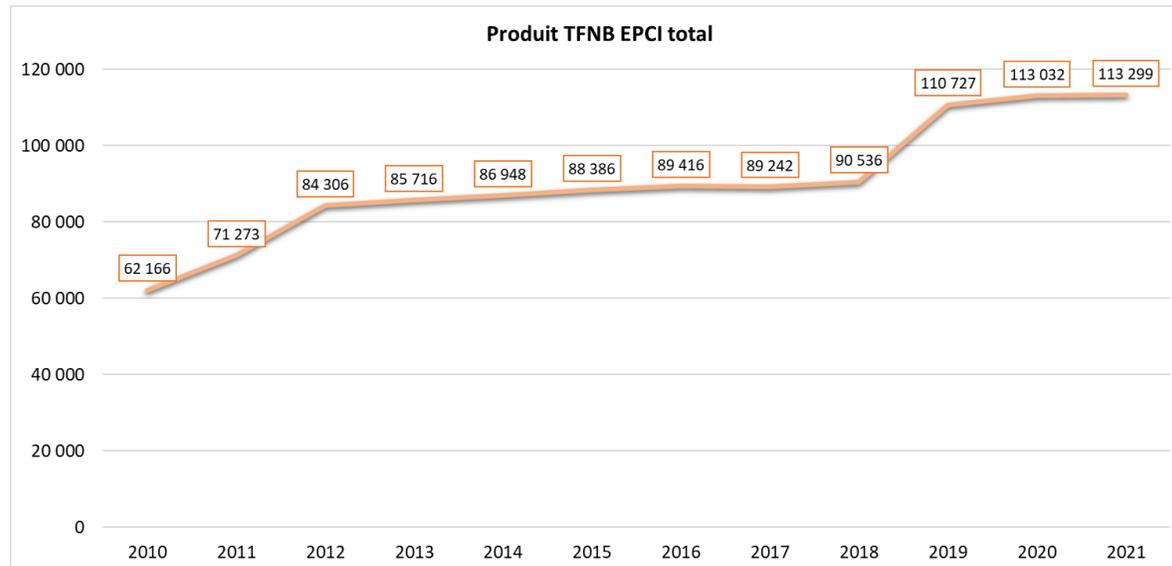
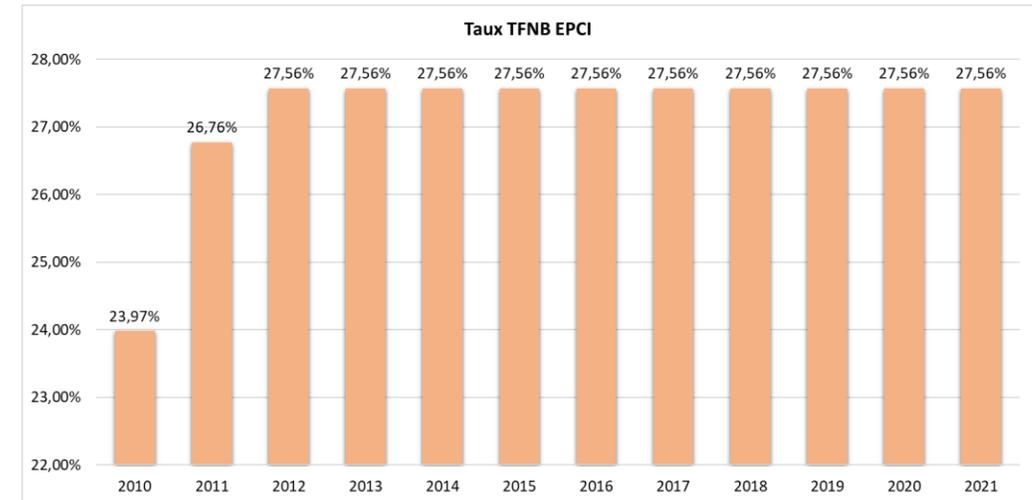
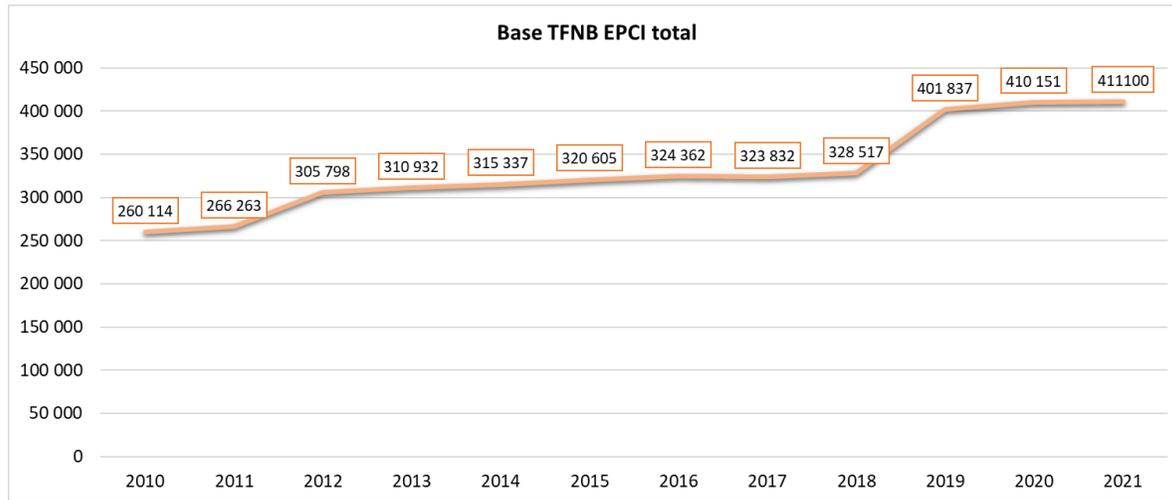


- ❑ En 2021, les bases de foncier des établissements industriels ont bénéficié d'un abattement de 50%, ce qui explique la baisse de base d'imposition, grâce à la loi de finances 2021. En 2020, ces bases étaient de 2,2 millions sur une base totale de 17,8 millions.
- ❑ Le taux de Taxe foncière sur les propriétés bâties est inchangé depuis 10 ans.
- ❑ Naturellement, le produit fiscal évolue grâce à la dynamique des bases.

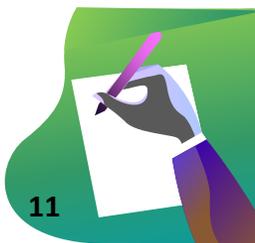




Les ressources de la Communauté de Communes



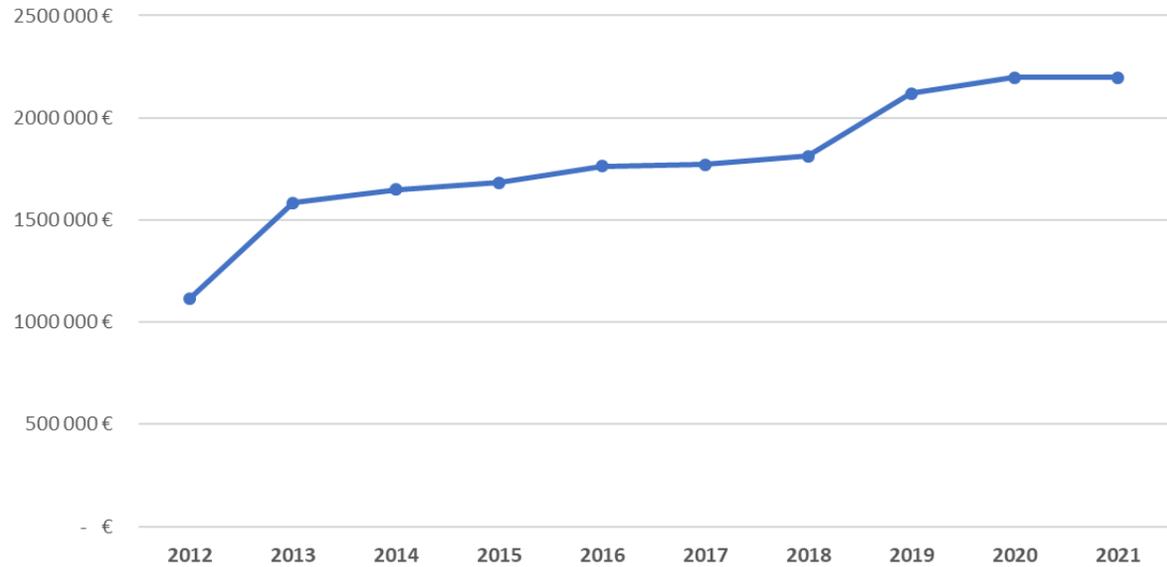
- ❑ Le taux de Taxe foncière sur les propriétés non bâties est inchangé depuis 10 ans.
- ❑ Naturellement, le produit fiscal évolue grâce à la dynamique des bases.





Les ressources de la Communauté de Communes

Produit TEOM



| En tonnes | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|------------------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Déchets ménagers | 3 593 | 3 692 | 3 727 | 3 821 | 3 911 |
| Tri sélectif | 665 | 683 | 719 | 734 | 726 |
| Encombrants | 89 | 89 | 155 | 198 | 56 |
| Verre | 308 | 385 | 399 | 428 | 474 |
| Textile | 55 | 57 | 57 | 56 | 57 |
| Déchets verts | 181 | 201 | 196 | 214 | 0 |

| en kg/hab | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|------------------|------|-------|--------|--------|--------|
| Déchets ménagers | 255 | 252,4 | 252,75 | 257,54 | 263,92 |
| Tri sélectif | 47 | 47,2 | 48,78 | 49,36 | 48,99 |

- ❑ C'est une taxe affectée au service de collecte et traitement des déchets. Attention, la commune de Buzet n'est pas intégrée dans chapitre car elle est reliée au SMICTOM. La Communauté de Communes encaisse la TEOM de Buzet pour le compte du SMICTOM et la lui reverse. Les taux applicable sur cette commune sont ceux du SMICTOM.
- ❑ Le marché de collecte a été relancé et depuis le 1er janvier 2020, Suez assure la collecte des déchets et Emmaüs celle des encombrants. **La collecte des déchets verts a été supprimée** : ce type de collecte n'est plus effectué sur la plupart des territoires et ne concerne qu'une petite partie des habitants. Des moyens de substitution sont étudiés en plus des déchetteries existantes sur le territoire de DECOSET.
- ❑ En 2021, le taux de TEOM est passé de 14,90%, à 14,40%.
- ❑ Le prestataire DECOSET (traitement des déchets) a annoncé une hausse de 10% (95 000€) du poste lié au traitement des déchets. Cette dépense sera à intégrer en 2022.
- ❑ De même, des provisions sont à effectuer pour prévoir le passager à la redevance incitative. Le montant sera connu fin mars 2022.



Les ressources de la Communauté de Communes

La loi de transition énergétique

EXTENSION DES CONSIGNES DE TRI des emballages ménagers à l'ensemble des emballages plastiques à l'horizon 2022. Au 30 juin 2020, 47% des Français peuvent trier tous leurs emballages

LUTTE CONTRE LE GASPILLAGE ALIMENTAIRE

Obligation pour les distributeurs de produits alimentaires de passer des conventions avec des associations caritatives pour le don de leurs invendus encore consommables ;

GENERALISATION DU TRI A LA SOURCE DES DÉCHETS ALIMENTAIRES

Tous les citoyens devront avoir à leur disposition des solutions de tri à la source (collecte séparée des biodéchets ou compostage de proximité) d'ici 2025, en vue de méthanisation ou compost.

MISE EN PLACE PROGRESSIVE DE LA TARIFICATION INCITATIVE

Déploiement de la tarification incitative, permettant à chacun de payer la gestion de ses déchets en fonction de la quantité qu'il produit : 15 millions d'habitants couverts en 2020 et 25 millions en 2025.



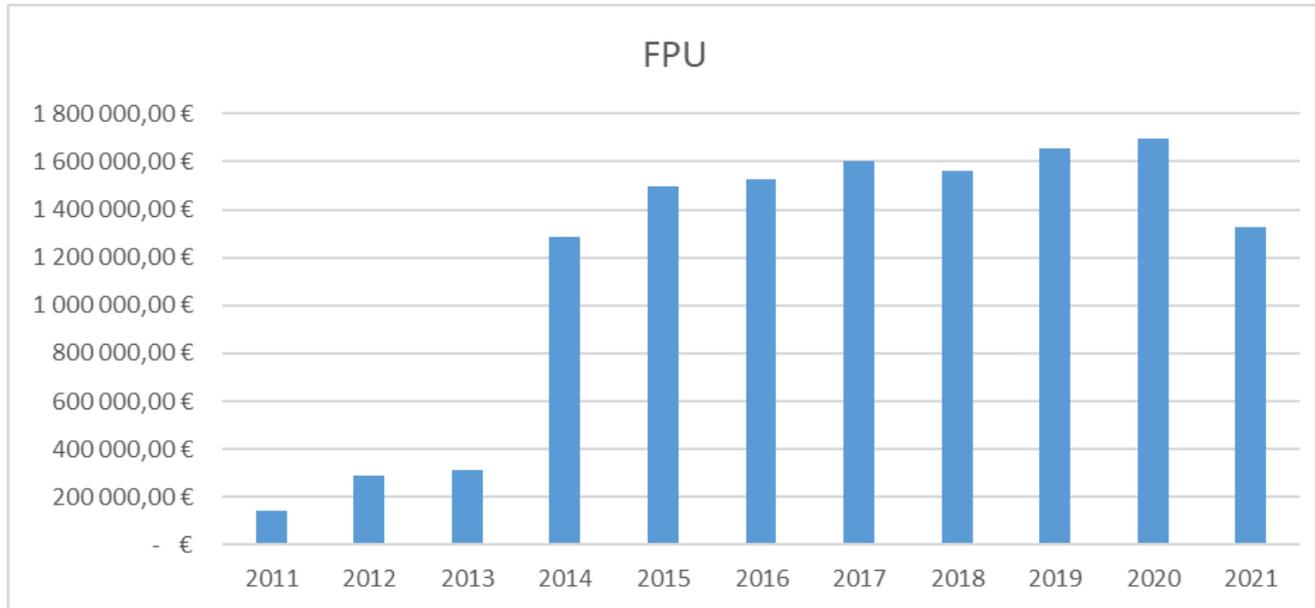
Les ressources de la Communauté de Communes

Baisse des impôts de production en 2021

- ❑ Mesure visant à alléger les impôts de production des entreprises, qui sont déconnectés de leurs performances économiques, dans un objectif de renforcement de leur compétitivité et de l'attractivité du territoire.
- ❑ Combinaison de 3 mesures :
 - ❑ La réduction de moitié de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).
 - ❑ La réduction de moitié de la cotisation foncière des entreprises (CFE) et de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) pour leurs établissements industriels évalués selon la méthode comptable.
 - ❑ L'abaissement de 3 % à 2 % du taux de plafonnement de la cotisation économique territoriale (CET) en fonction de la valeur ajoutée, ce qui permettra d'éviter qu'une partie du gain de la baisse de la CVAE et des impôts fonciers ne soit neutralisée par le plafonnement.
- ❑ **Les entreprises concernées** : Toutes les entreprises redevables de la CVAE, ainsi que toutes les entreprises redevables de la CFE et de la TFPB au titre de leurs établissements industriels. Les petites entreprises non redevables de la CVAE (celles dont le chiffre d'affaires est inférieur à 500 000 €) bénéficieront, lorsqu'elles remplissent les conditions, de la baisse du taux de plafonnement de la CET en fonction de la valeur ajoutée.
- ❑ **La baisse des impôts de production est pérenne.**



Les ressources de la Communauté de Communes



- ❑ La Fiscalité Professionnelle Unique (FPU) concerne ici la Cotisation Foncière des entreprises.
- ❑ Elle est due par tous par les professionnels exerçant à titre habituel une activité non salariée au 1er janvier de l'année d'imposition.
- ❑ **2021** : -368 560,00 €, soit une baisse de 22% par rapport à 2020.
- ❑ 897 établissements taxables en 2021



Les ressources de la Communauté de Communes

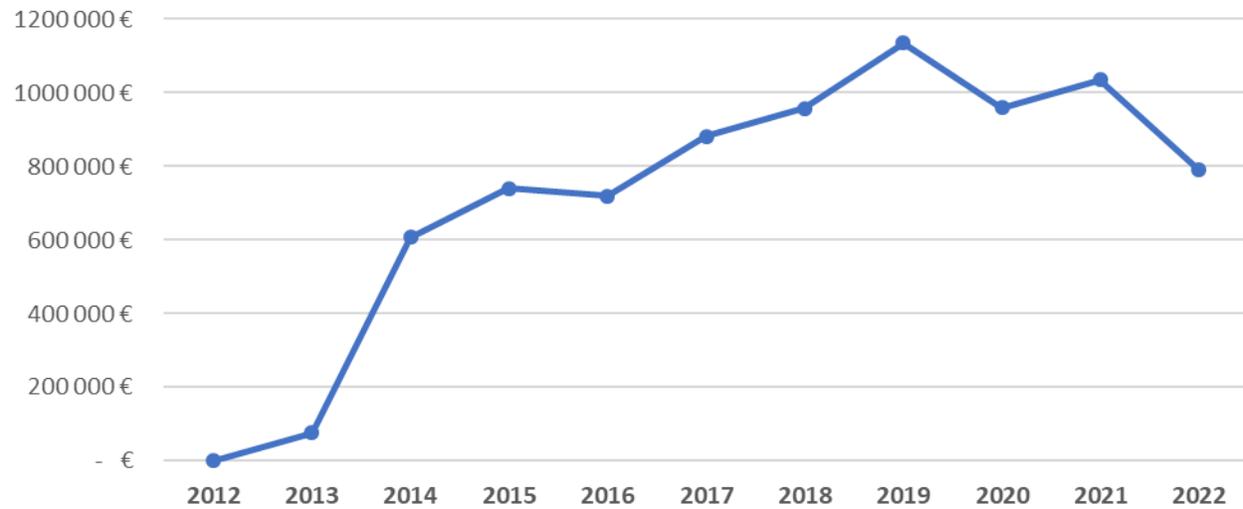
| Libelle Commune | Titre et Denomination | Adresse etablissement | B.brute totale |
|------------------------|---------------------------------|----------------------------|----------------|
| BESSIERES | SASU ECONOTRE | RTE DE MONTAUBAN | 635202 |
| VILLEMUR SUR TARN | SASU SAFRAN ELECTRICAL ET POWER | PECHNAUQUIE SUD | 335531 |
| LA MAGDELAINE SUR TARN | SAS LAGRANGE PRODUCTION | 2 RTE DE MONTAUBAN | 306985 |
| VILLEMUR SUR TARN | SAS VILLEMUR DISTRIBUTION | RUE PIERRE MARCHET | 140478 |
| BESSIERES | SAS SOLIGNAC SAS | 657 RTE DE MONTAUBAN | 133105 |
| BONDIGOUX | SA CHATEAU DE VERNHES | VERGNES | 129537 |
| BESSIERES | SNC ENERGIE VERTE DE BESSIERES | 135 CHE DE LA DOUCE DAME | 118511 |
| BESSIERES | SAS LE PASTEL | 145 RUE DU PETIT PASTELLIE | 90038 |
| BESSIERES | SASU CHRIS DAN | LA VILLE | 74062 |
| BESSIERES | SAS SOLIGNAC SAS | RTE DE MONTAUBAN | 66738 |
| VILLEMUR SUR TARN | SA ENEDIS | AV DU CIMETIERE | 44880 |
| BUZET SUR TARN | SAS SEYNET | ALCROS | 39732 |
| LA MAGDELAINE SUR TARN | SAS MODULEM | 1606 RTE DE TOULOUSE | 39351 |
| VILLEMUR SUR TARN | SAS LISSANTO | PECHNAUQUIE SUD | 38028 |
| BESSIERES | SASU FRANCOIS MATERIAUX | 45 CHE DES TURQUES | 34306 |

- Les 15 dominants à la CFE pour 2021
- 52% des bases d'imposition pour 2021



Les ressources de la Communauté de Communes

Produit CVAE



- ❑ La loi de finances pour 2021 réduit de moitié les taux de la CVAE pour les impositions dues au titre de 2021.
- ❑ Pour les entreprises dont le CA est supérieur à 50M € le taux est fixé à 0,75%.

- ❑ CVAE 2021 : 1 034 251€
- ❑ CVAE 2022 : 789 655€
- ❑ Soit -244 596 € pour 2022.
- ❑ Sont imposables à la CVAE les personnes physiques et morales qui :
 - ❑ exercent en France une activité professionnelle non salariée à titre habituel au 1er janvier de l'année d'imposition,
 - ❑ sont imposables à la CFE,
 - ❑ réalisent un chiffre d'affaires supérieur à 152 500 €.
- ❑ C'est une fraction de la valeur ajoutée produite par l'entreprise au cours de l'année d'imposition. A ce montant s'ajoutent les frais de gestion de la fiscalité locale.
- ❑ **Le taux d'imposition est de 1,5%, avant la loi de finances 2021.**
- ❑ La valeur ajoutée retenue pour le calcul est plafonnée à :
 - ❑ 80 % du chiffre d'affaires réalisé si celui-ci est inférieur ou égal à 7 600 000 €,
 - ❑ 85 % du chiffre d'affaires réalisé s'il est supérieur à 7 600 000 €.
- ❑ Une cotisation minimale de 250 € est due par les entreprises qui réalisent un chiffre d'affaires supérieur à 500 000 €.



Les ressources de la Communauté de Communes

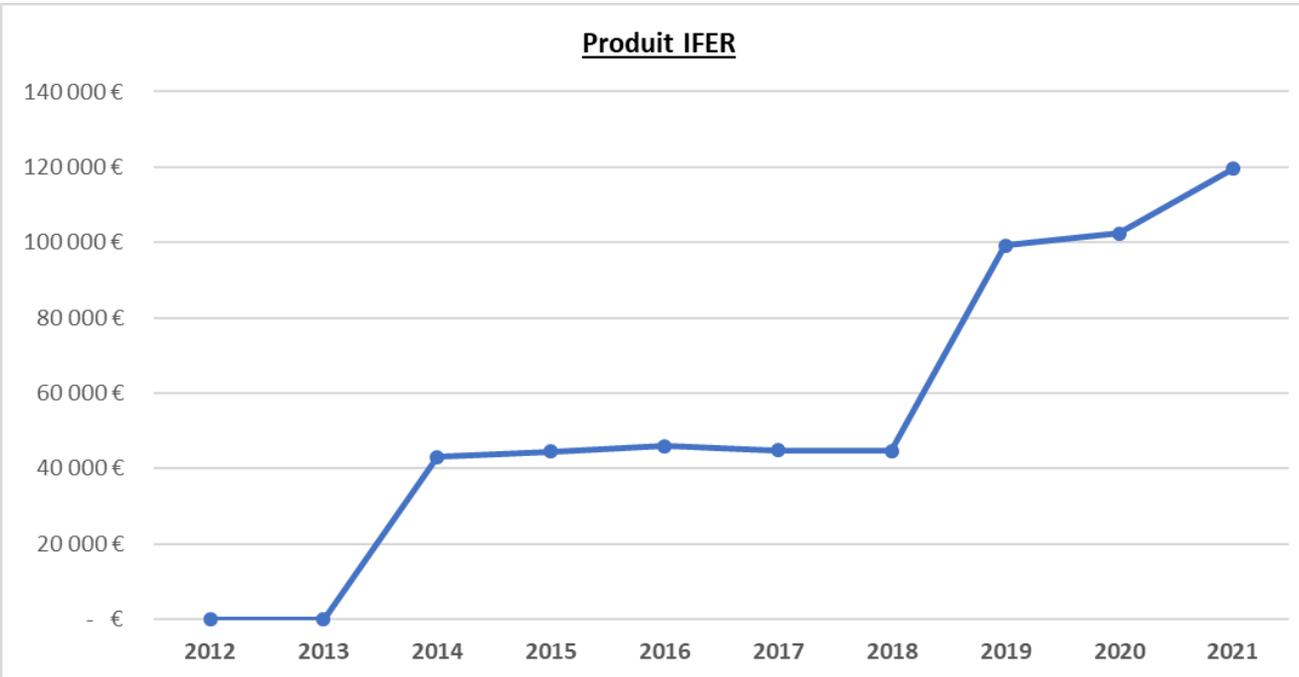
| Libelle Commune | Denomination | No rue | Voie | Somme | Caractere industrie | VLF par etab |
|------------------------|--------------------------------|--------|------------------------|-----------|---------------------|--------------|
| VILLEMUR SUR TARN | SASU SAFRAN ELECTRICAL ET POWE | | PECHNAUQUIE SUD | 470 376 € | O | 20 094 669 € |
| BESSIERES | SASU ECONOTRE | | RTE DE MONTAUBAN | 56 605 € | O | 38 026 800 € |
| LA-MAGDELAINE-SUR-TARN | SAS LAGRANGE PRODUCTION | 2 | RTE DE MONTAUBAN | 33 652 € | O | 18 381 048 € |
| VILLEMATIER | EURL TRANSPORTS ALAIN BARRAU | 350 | RTE DE VACQUIERS | 32 684 € | N | 100 517 € |
| BONDIGOUX | SA CHATEAU DE VERNHES | | VERGNES | 30 772 € | N | 1 094 056 € |
| VILLEMUR SUR TARN | SASU VM INDUSTRIES | 8 | RUE ALEMBERT | 29 476 € | O | 637 959 € |
| VILLEMUR SUR TARN | SAS VILLEMUR DISTRIBUTION | | RUE PIERRE MARCHET | 14 975 € | N | - € |
| BESSIERES | SA LE PASTEL | 145 | RUE DU PETIT PASTELLIE | 10 396 € | N | 399 418 € |
| BESSIERES | SASU CHRISDAN | | LA VILLE | 9 645 € | N | 246 720 € |
| BESSIERES | SAS SOLIGNAC SAS | 657 | RTE DE MONTAUBAN | 8 528 € | N | 589 719 € |
| BESSIERES | SA AURIOL FRAPPE A FROID | 3000 | RTE DE MONTAUBAN | 8 522 € | O | 696 255 € |
| LA-MAGDELAINE-SUR-TARN | SAS MODULEM | 1606 | RTE DE TOULOUSE | 7 932 € | N | 125 682 € |
| BUZET SUR TARN | SAS SEYNET | | ALCROS | 7 813 € | N | 88 972 € |
| BESSIERES | SASU ECONOTRE | | | 7 686 € | N | - € |
| VILLEMUR SUR TARN | SCP FRANCIS CATALA EMILIE BE | 35 | AV DU PDT KENNEDY | 7 617 € | N | 43 449 € |

- ❑ Les 15 dominants à la CVAE en 2021.
- ❑ 789 655€ de cotisation de CVAE en 2021, soit 71% du total.



Les ressources de la Communauté de Communes

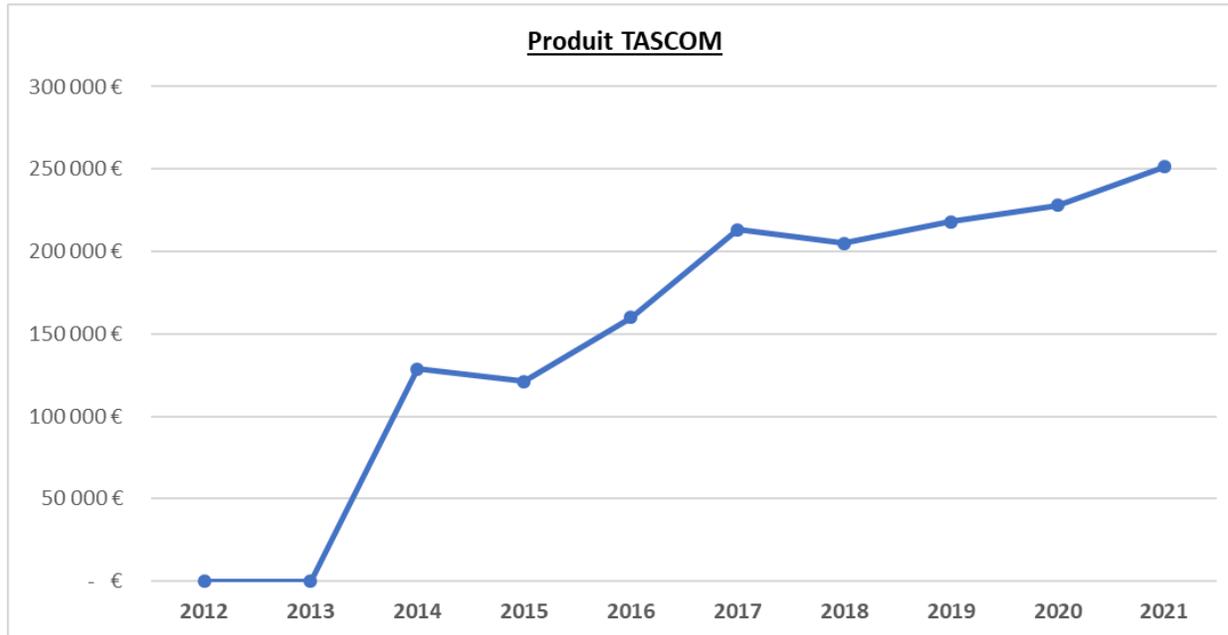
Produit IFER



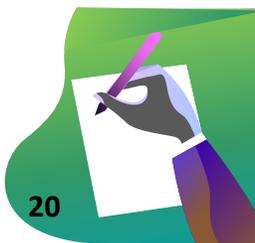
- ❑ L'IFER est une imposition forfaite sur les entreprises de réseaux. L'IFER concerne les entreprises exerçant leur activité dans le secteur de l'énergie, du transport ferroviaire et des télécommunications.
- ❑ L'IFER se divise en 9 composantes correspondant à l'une des catégories suivantes :
 - ❑ imposition sur les éoliennes et hydroliennes
 - ❑ imposition sur les installations de production d'électricité d'origine nucléaire ou thermique à flamme
 - ❑ imposition sur les centrales de production d'électricité d'origine photovoltaïque ou hydraulique
 - ❑ imposition sur les transformateurs électriques
 - ❑ imposition sur les stations radioélectriques
 - ❑ imposition sur les installations gazières et sur les canalisations de transport de gaz naturel, d'autres hydrocarbures et de produits chimiques
 - ❑ imposition sur le matériel ferroviaire roulant utilisé sur le réseau ferré national pour les opérations de transport de voyageurs
 - ❑ imposition sur certains matériels roulant utilisés sur les lignes de transport en commun de voyageurs en Ile-de-France
 - ❑ imposition sur les répartiteurs principaux de la boucle locale cuivre et certains équipements de commutation téléphonique.
- ❑ En 2019, le produit de l'IFER était de 99 923 euros. Il est de 102 450 euros en 2020. En 2021, il est de 119 489 €.
- ❑ La Communauté de Communes ne dispose pas de marge de manœuvre sur cette imposition.



Les ressources de la Communauté de Communes



- ❑ Cette taxe ne concerne que les grandes surfaces commerciales : 8 commerces y sont assujettis sur le territoire.
 - ❑ **2019 : 217 885 euros**
 - ❑ **2020 : 227 930 euros**
 - ❑ **2021 : 251 213 euros**
- ❑ Le coefficient peut aller jusqu'à 1,25. Actuellement, il est de 1,15. Il est possible de le faire évoluer de 0,05 chaque année.
- ❑ Préconisations :
 - ❑ 2022 : 1,20 => + 10 922 € par rapport à 2021;
 - ❑ 2023 : 1,25 (maximum) => + 21 845 € par rapport à 2021.





Les ressources de la Communauté de Communes

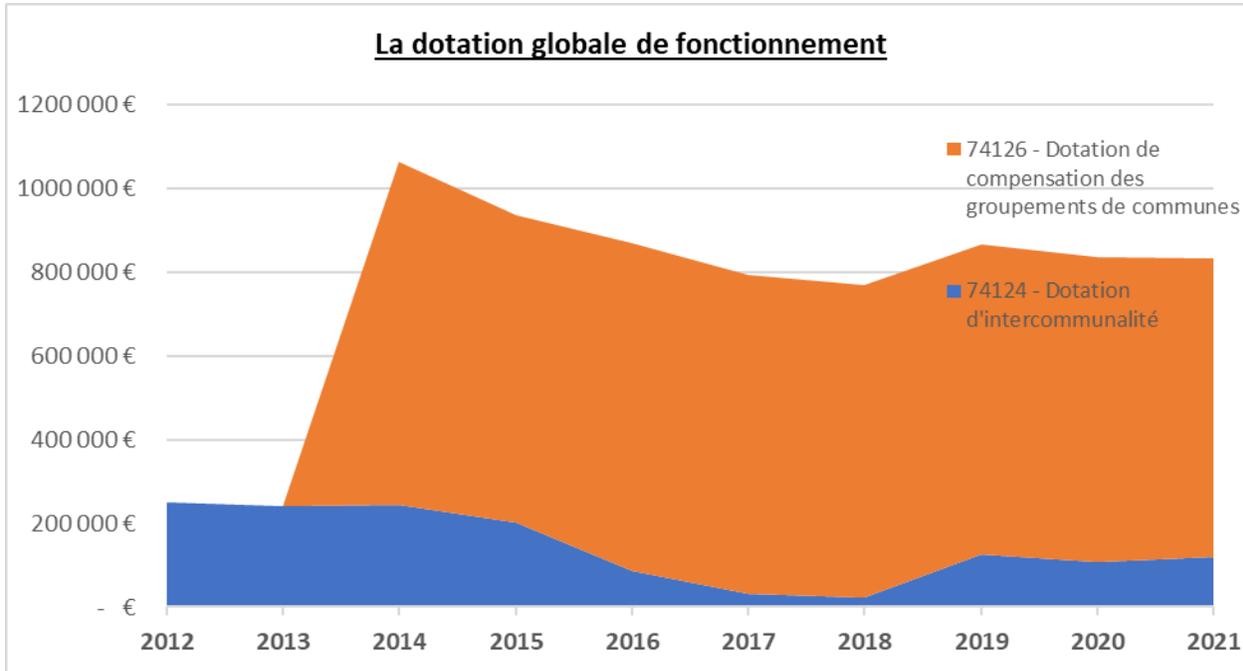
TASCOM 2021

| Denomination | Adresse | Code Postal | Commune | TASCOM | Chiffre d'affaires | Surface Vente |
|--------------------------------------|---|-------------|-------------------|------------------|---------------------|---------------|
| VILLEMUR DISTRIBUTION | 0000 RUE PIERRE MARCHET | 31340 | VILLEMUR SUR TARN | 85 013 € | 25 258 899 € | 3633 |
| CHRISDAN | 0000 LA VILLE160 av des Portes de Bessieres | 31660 | BESSIERES | 61 987 € | 18 692 237 € | 2216 |
| SOLIGNAC SAS | 0000 RTE DE MONTAUBAN | 31660 | BESSIERES | 29 783 € | 12 330 248 € | 6539 |
| SEYNET | 0000 ALCROS | 31660 | BUZET SUR TARN | 39 716 € | 12 164 825 € | 2000 |
| LISSANTO | 0000 PECHNAUQUIE SUD | 31340 | VILLEMUR SUR TARN | 9 994 € | 2 413 270 € | 1537 |
| MINI LP 90 | 0000 RUE PIERRE MARCHET | 31340 | VILLEMUR SUR TARN | 771 € | 2 262 915 € | 513 |
| MINI LP 90 | 0000 RUE PIERRE MARCHET | 31340 | VILLEMUR SUR TARN | 3 539 € | 1 843 343 € | 513 |
| SPORT DISTRIBUTION BESSIERES | 0000 LA VILLE140 AV DES PORTES DE BESSIERES | 31660 | BESSIERES | 4 758 € | 1 805 384 € | 1300 |
| 31660BRICOBEST | 0000 VILLAGE140 AV LES PORTES DE BESSIERES | 31660 | BESSIERES | 6 509 € | 1 201 894 € | 1001 |
| LA GARENNE | 0000 VILLAGE140 AVENUE DES PORTES DE BESSI | 31660 | BESSIERES | 4 716 € | 885 754 € | 827 |
| 31660BRICOBEST | 0000 VILLAGE140 AV LES PORTES DE BESSIERES | 31660 | BESSIERES | 3 816 € | 745 673 € | 1001 |
| LA MERIDIONALE DES BOIS ET MATERIAUX | 0000 CHE DES TURQUESZA DU TRIANGLE | 31660 | BESSIERES | 611 € | 491 532 € | 180 |
| | | | | 251 213 € | 80 095 974 € | |



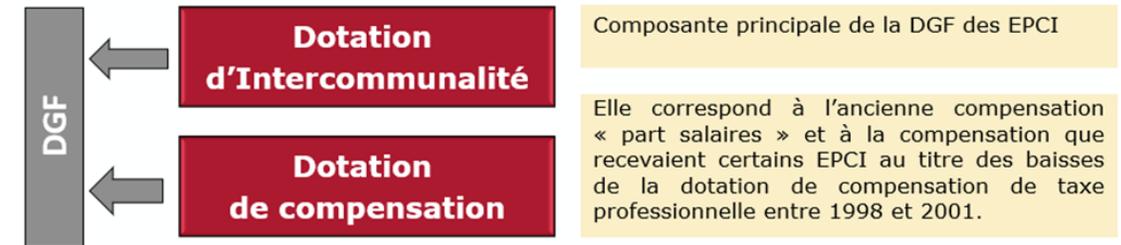
Les ressources de la Communauté de Communes

La dotation globale de fonctionnement



La Dotation Globale de Fonctionnement comprend les éléments suivants:

La DGF des EPCI comprend :

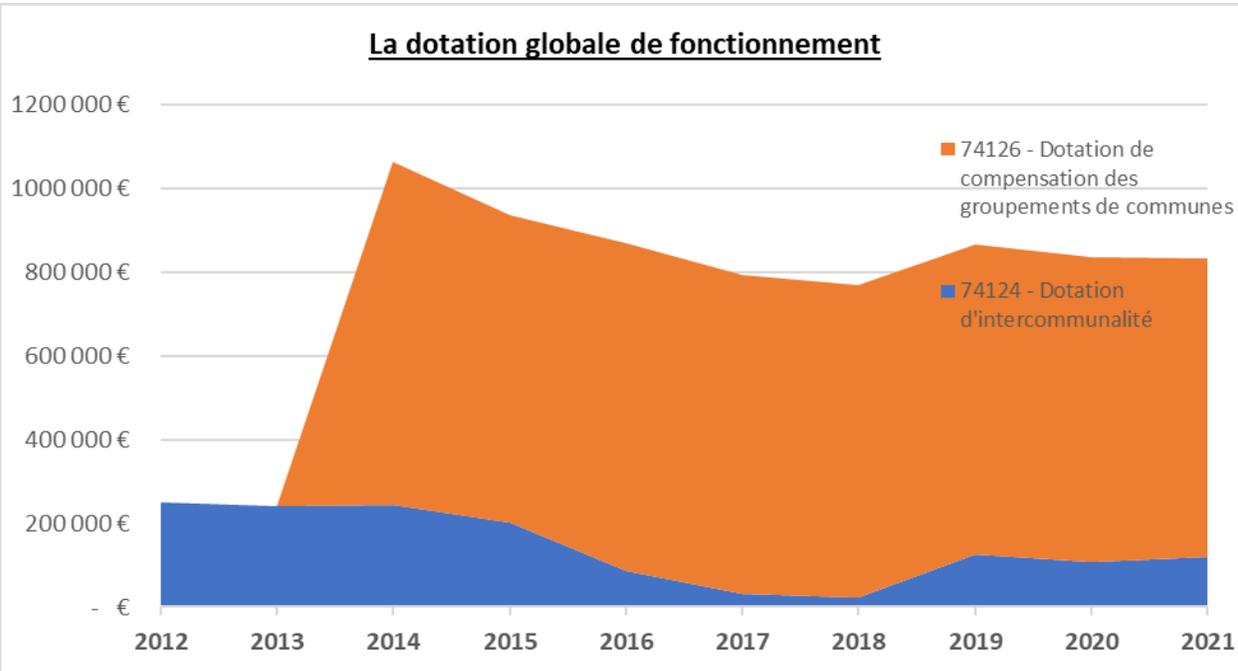


| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|--|-----------|-----------|-------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| DGF | 248 898 € | 242 556 € | 1 062 968 € | 937 561 € | 870 953 € | 794 908 € | 768 775 € | 867 832 € | 835 113 € | 833 239 € |
| 74124 - Dotation d'intercommunalité | 248 898 € | 242 556 € | 244 561 € | 202 982 € | 85 898 € | 31 668 € | 21 473 € | 127 108 € | 107 932 € | 120 469 € |
| 74126 - Dotation de compensation des groupements de communes | - € | - € | 818 407 € | 734 579 € | 785 055 € | 763 240 € | 747 302 € | 740 724 € | 727 181 € | 712 770 € |



Les ressources de la Communauté de Communes

La dotation globale de fonctionnement



- ❑ Le passage en fiscalité unique au 1^{er} janvier 2014 a conduit à une augmentation de la DGF de la Communauté de Communes.
- ❑ En effet, la 1^{ère} année du passage en FPU, une part de la dotation forfaitaire des communes est transférée à la CCVA. Il s'agit de l'ancienne « compensation part salaires ».
- ❑ La contribution au redressement des finances publiques a conduit à une réduction notable de la dotation d'intercommunalité jusqu'en 2018. Dès l'année suivante c'est la part relative à la dotation de péréquation qui a permis l'augmentation progressive de la dotation d'intercommunalité.
- ❑ En ce qui concerne la dotation de compensation, depuis 2012 un écrêtement est appliqué aux EPCI, avec un taux fixé par le comité des finances locales.

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|--|-----------|-----------|-------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| DGF | 248 898 € | 242 556 € | 1 062 968 € | 937 561 € | 870 953 € | 794 908 € | 768 775 € | 867 832 € | 835 113 € | 833 239 € |
| 74124 - Dotation d'intercommunalité | 248 898 € | 242 556 € | 244 561 € | 202 982 € | 85 898 € | 31 668 € | 21 473 € | 127 108 € | 107 932 € | 120 469 € |
| 74126 - Dotation de compensation des groupements de communes | - € | - € | 818 407 € | 734 579 € | 785 055 € | 763 240 € | 747 302 € | 740 724 € | 727 181 € | 712 770 € |



Les ressources de la Communauté de Communes

Les attributions de compensation

| Communes | AC 2015 | CLECT 2016 | AC 2016 | CLECT 2017 | AC 2017 | CLECT 2018 | AC 2018 | CLECT 2019 | AC 2019 | CLECT 2020 | AC 2020 | CLECT 2021 | AC 2021 |
|------------------------|-----------------------------|---|-----------------------------|--|-----------------------------|---|-----------------------------|---|-----------------------------|---|-----------------------------|---|-----------------------------|
| | | Transfert de compétence Petite enfance au 1er janvier 2016 + dispositions loi NOTRe | | Retenue AC Petite enfance (calcul sur la base des AC figées de 2015) | | Retenue AC Petite enfance, piscines & logement d'urgence (calcul sur la base des AC figées de 2015) | | Retenue AC Petite enfance, piscines & logement d'urgence + BUZET (calcul sur la base des AC figées de 2015) | | Retenue AC Petite enfance, piscines & logement d'urgence + BUZET (calcul sur la base des AC figées de 2015) | | Retenue AC Petite enfance, piscines & logement d'urgence + BUZET (calcul sur la base des AC figées de 2015) | |
| BESSIERES | 667 632 € | 196 567 € | 471 065 € | 95 069 € | 572 563 € | 130 579 € | 537 053 € | 151 610 € | 516 022 € | 151 610 € | 516 022 € | 151 610 € | 516 022 € |
| BONDIGOUX | 100 572 € | 22 553 € | 78 019 € | 26 943 € | 73 629 € | 18 156 € | 82 416 € | 18 853 € | 81 719 € | 18 853 € | 81 719 € | 18 853 € | 81 719 € |
| LE BORN | 9 780 € | 4 034 € | 5 746 € | 8 501 € | 1 279 € | 7 433 € | 2 347 € | 8 103 € | 1 677 € | 8 103 € | 1 677 € | 8 103 € | 1 677 € |
| BUZET SUR TARN | 60 206 € | | 60 206 € | | 60 206 € | | 41 037 € | | 99 731 € | - € | 99 731 € | - € | 99 731 € |
| LAYRAC-SUR-TARN | 12 696 € | 10 018 € | 2 678 € | 6 902 € | 5 794 € | 13 111 € | 415 € | 9 933 € | 2 763 € | 9 933 € | 2 763 € | 9 933 € | 2 763 € |
| LA MAGDELAINE SUR TARN | 179 568 € | 60 510 € | 119 058 € | 49 548 € | 130 020 € | 39 760 € | 139 808 € | 34 854 € | 144 714 € | 34 854 € | 144 714 € | 34 854 € | 144 714 € |
| MIREPOIX-SUR-TARN | 21 480 € | 21 480 € | - € | 38 947 € | 17 467 € | 46 060 € | 24 580 € | 42 511 € | 21 031 € | 42 511 € | 21 031 € | 45 011 € | 23 531 € |
| VILLEMATIER | 60 456 € | 4 338 € | 56 118 € | 16 449 € | 44 007 € | 25 883 € | 34 573 € | 29 084 € | 31 372 € | 29 084 € | 31 372 € | 29 084 € | 31 372 € |
| VILLEMUR-SUR-TARN | 1 366 296 € | 210 442 € | 1 155 854 € | 205 920 € | 1 160 376 € | 256 481 € | 1 109 815 € | 245 397 € | 1 120 899 € | 245 397 € | 1 120 899 € | 237 897 € | 1 128 399 € |
| TOTAL | AC à la charge des communes | 529 942 € | AC à la charge des communes | 448 279 € | AC à la charge des communes | 537 463 € | AC à la charge des communes | 540 345 € | AC à la charge des communes | 540 345 € | AC à la charge des communes | 535 345 € | AC à la charge des communes |
| | | Dépenses à la charge de la CCVA | | 84 655 € | | Dépenses à la charge de la CCVA | | 45 934 € | | Dépenses à la charge de la CCVA | | 43 851 € | |

2021:

- **Villemur-sur-Tarn** : Depuis 2017, la commune de Villemur a conventionné avec la Communauté de Communes pour le dépôt des permis de construire et les récépissés et les notifications. Les renseignements d'urbanisme étaient toujours instruits en Mairie. Le service urbanisme est en cours d'évolution et il convient de permettre aux instructeurs de se recentrer sur leurs missions essentielles (CU, PC, DT...). Une antenne du service est prévue à Bessières afin de rapprocher le service des habitants concernés. Par convention, la Communauté de Communes percevait 7 500 euros retenus sur la dotation de compensation de la commune. Cette somme sera donc rendue à la commune.
- **Mirepoix** : Un agent de la commune de Mirepoix a été transféré à la communauté de communes. Cet agent disposant d'un régime indemnitaire supérieur aux agents du même groupe de fonctions travaillant pour la Communauté de Communes, la commune a proposé de prendre en charge la différence de régime indemnitaire soit 2 500 euros qui seront retenus sur la dotation de compensation.

2022 : Proposition de conserver les montants d'attribution de compensation à hauteur de ceux de 2021.



2 – Les dépenses de la Communauté de Communes

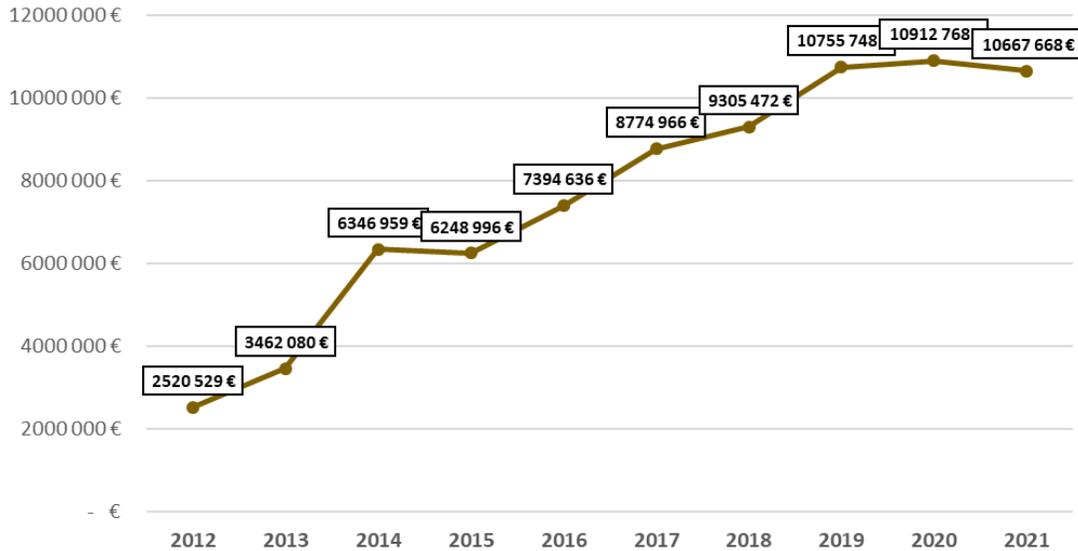
•





Les dépenses de la Communauté de Communes

Dépenses réelles de fonctionnement rétrospectives



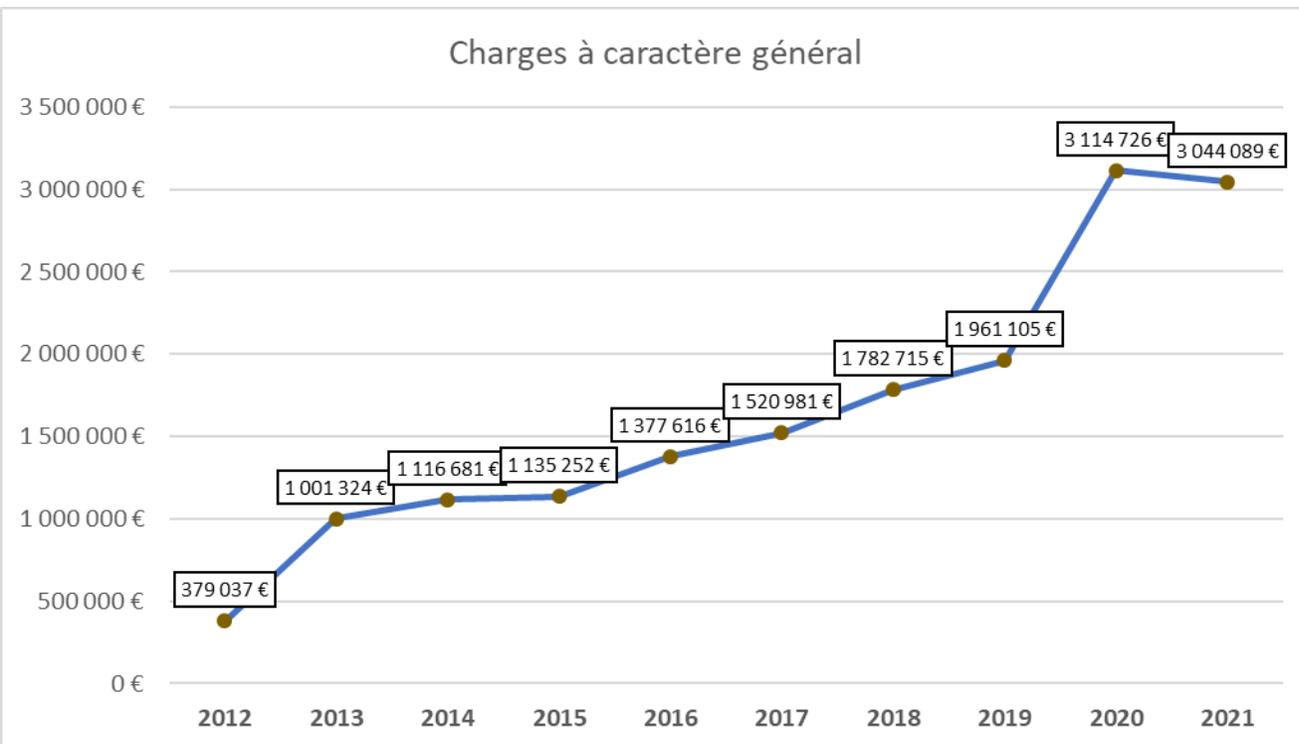
- La Communauté connaît une montée en charges, en corrélation avec son évolution.
- Pour rappel, les compétences principales de la Communauté sont la petite enfance, le développement économique, la voirie, les espaces verts, les chemins de randonnée, le tourisme, les ordures ménagères.
- Les principaux postes de dépenses sont :
 - Les charges de personnel (39%)
 - Les charges à caractère générale (29%)
 - Les attributions de compensation (18%)

Dépenses

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| 011 Charges à caractère général | 379 037 € | 1 001 324 € | 1 116 681 € | 1 135 252 € | 1 377 616 € | 1 520 981 € | 1 782 715 € | 1 961 105 € | 3 114 726 € | 3 044 089 € |
| 012 Charges de personnel | 1 130 737 € | 1 201 522 € | 1 286 139 € | 1 363 311 € | 2 271 887 € | 3 928 518 € | 4 154 210 € | 4 438 133 € | 4 194 436 € | 4 135 158 € |
| 014 Atténuation de produits | - € | 19 988 € | 2 418 478 € | 2 502 243 € | 2 009 691 € | 2 091 449 € | 2 062 399 € | 2 497 668 € | 2 523 865 € | 2 538 060 € |
| 65 Autres charges de gestion courante | 866 040 € | 1 061 101 € | 1 120 173 € | 1 102 751 € | 1 590 197 € | 1 084 629 € | 1 162 996 € | 1 713 850 € | 946 590 € | 794 331 € |
| 66 Charges financières | 144 715 € | 178 146 € | 160 714 € | 145 439 € | 145 245 € | 149 389 € | 143 152 € | 134 420 € | 130 103 € | 127 466 € |
| 67 Charges exceptionnelles | - € | - € | 244 775 € | - € | - € | - € | - € | 10 572 € | 3 047 € | 28 565 € |
| 68 Dotations aux amortissements et aux provisions | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 107 835 € | 530 962 € | 120 509 € | 132 061 € | 120 930 € | 134 512 € | 133 119 € | 129 279 € | 118 386 € | 107 430 € |
| Total opérations réelles | 2 520 529 € | 3 462 080 € | 6 346 959 € | 6 248 996 € | 7 394 636 € | 8 774 966 € | 9 305 472 € | 10 755 748 € | 10 912 768 € | 10 667 668 € |
| Total opérations réelles + ordre | 2 628 364 € | 3 993 042 € | 6 467 468 € | 6 381 057 € | 7 515 566 € | 8 909 478 € | 9 438 591 € | 10 885 027 € | 11 031 154 € | 10 775 098 € |



Les dépenses de la Communauté de Communes

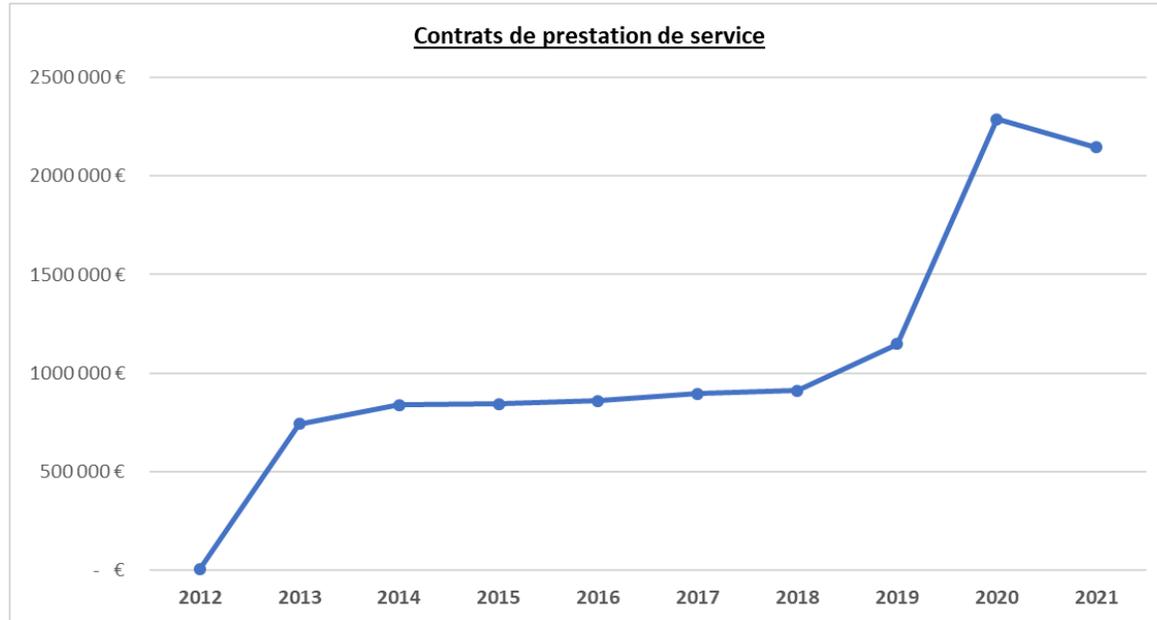


- Parmi les charges à caractère général, les principales dépenses sont :
 - Contrats de prestations de services,
 - L'entretien des bâtiments, terrains & voirie effectués en interne,
 - Les assurances.
- L'évolution des dépenses est liée au changement de chapitre du traitement des déchets à la demande de la trésorerie (passage du chapitre 65 au chapitre 011).





Les dépenses de la Communauté de Communes



□ Parmi les contrat et prestations de services :

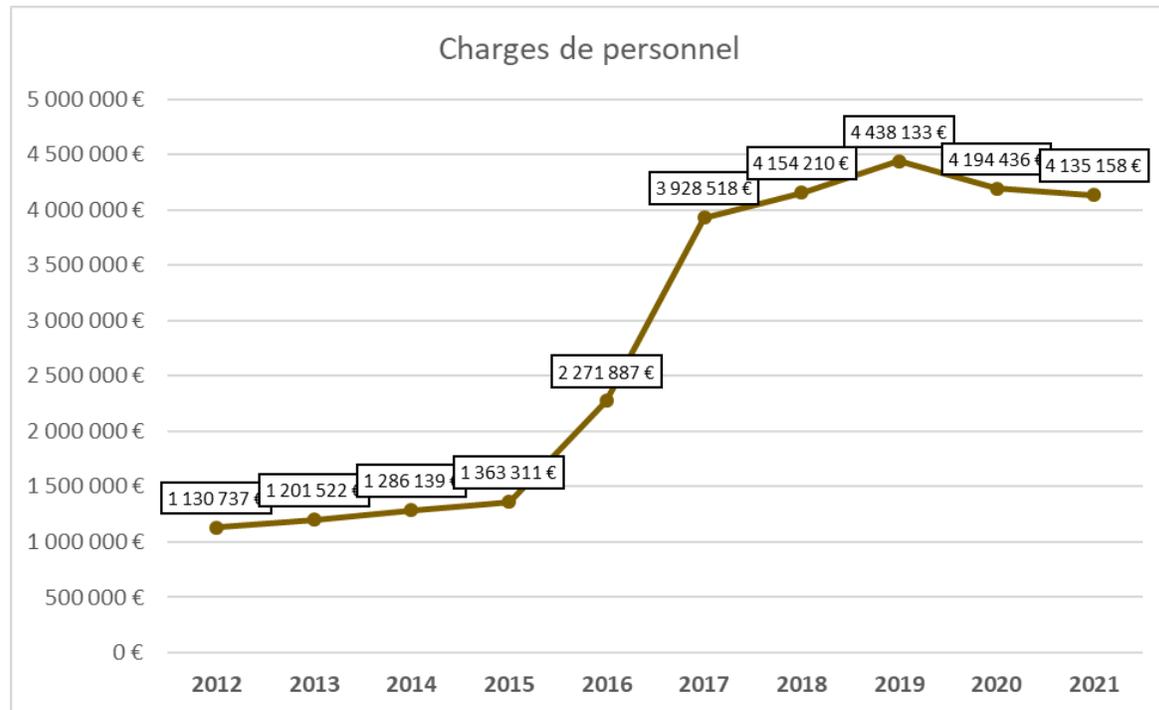
- 1 806 904€ de dépenses relatives à la collecte et traitement des ordures ménagères contre 2 007 937€ en 2020. Le différentiel correspond au décalage entre la prestation et la facturation par le Syndicat Mixte DECOSET;
- 118 341€ de dépenses relatives à l'entretien de a voirie contre 48 065€ en 2020. En 2021 il y a eu un rattrapage de 2020 au niveau de la facturation. Par ailleurs, le nombre de passages de balayage de la voirie ont été plus importants qu'en 2020.
- 202 648€ de dépenses relatives aux espaces verts urbains en 2021 contre 169 210€ en 2020. Là encore, une régularisation de 2020 a eu lieu
- Le reste sont relatives aux dépenses « générales » de l'administration.

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|--|----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| 611 - Contrats de prestations de services | 3 226 € | 741 091 € | 1 414 € | 571 € | 3 138 € | 8 529 € | 115 232 € | 152 314 € | 2 243 616 € | 2 135 306 € |
| 6111 - Contrat prestation service Courrier | - € | - € | 732 € | 744 € | 762 € | 780 € | - € | - € | 547 € | - € |
| 6112 - Contrat prestation service Balayage | - € | - € | 49 468 € | 49 464 € | 49 829 € | 47 225 € | 24 654 € | 71 236 € | 41 712 € | 7 184 € |
| 6113 - Contrat Collecte OM | - € | - € | 767 719 € | 775 460 € | 776 724 € | 836 226 € | 755 695 € | 910 339 € | - € | - € |
| 6114 - Contrat prestation service Ménage | - € | - € | 10 190 € | 13 740 € | 15 231 € | - € | - € | - € | - € | - € |
| 6115 - Contrat prestation service DS | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € |
| 6116 - Intervenants extérieurs | - € | - € | 7 152 € | 3 477 € | 13 418 € | 2 165 € | 7 986 € | 7 954 € | 1 025 € | 1 165 € |
| 6117 - Prestation entretien pluvial | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 7 997 € | 1 168 € | - € | - € |
| 6118 - Prestation traitement OM | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | 4 166 € | - € | - € |
| 6119 - Contrat prestation sani-prévention | - € | - € | 1 069 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € |
| TOTAL | 3 226 € | 741 091 € | 837 744 € | 843 456 € | 859 102 € | 894 925 € | 911 564 € | 1 147 176 € | 2 286 901 € | 2 143 655 € |





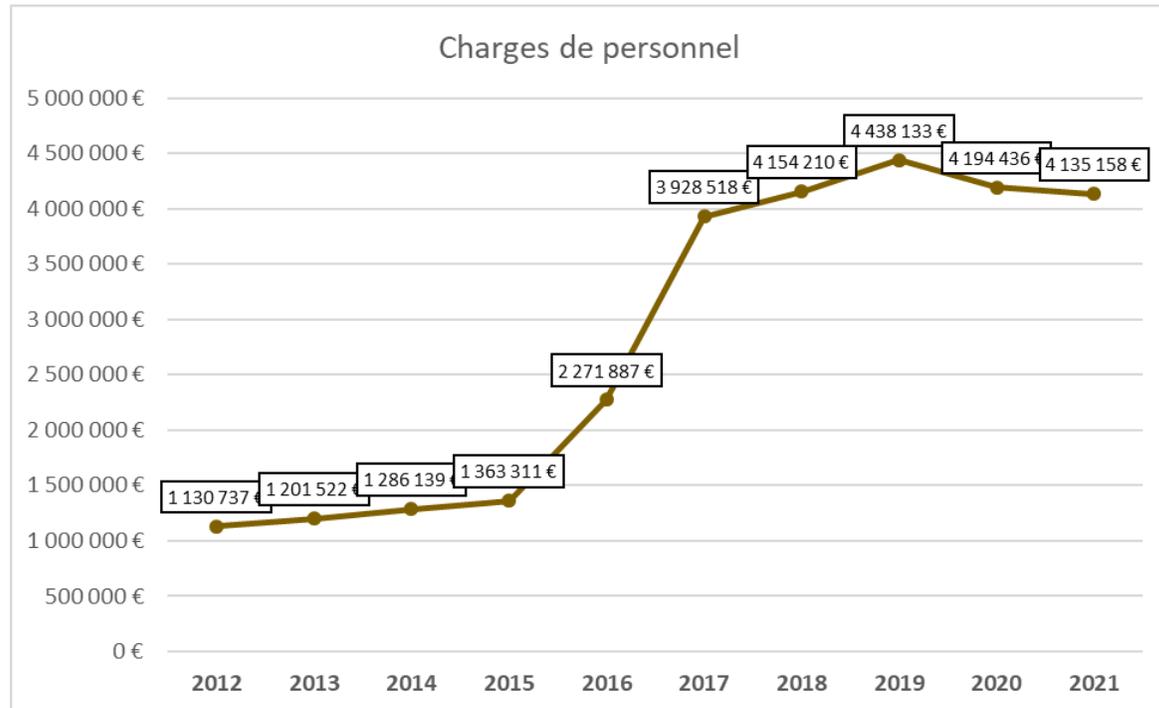
Les dépenses de la Communauté de Communes



- ❑ La masse salariale est une donnée essentielle qu'il faut regarder au travers du prisme des compétences exercées par la Communauté de Communes.
- ❑ Pour 2020 et 2021, La crise sanitaire explique une partie de la diminution avec la non ouverture des piscines, et départs (en retraites ou autre) et mutations non remplacés.
- ❑ **Au total, entre 2019 et 2021, les charges de personnel diminuent de 7%, soit - 302 975€.**
- ❑ La mutualisation des services permet des gains en compétence et financier.
- ❑ Elle évite de recruter des pleins temps sur certains postes, elle permet d'avoir plus d'équipes sur le terrain et permet un partage de savoir faire.
- ❑ Cette mutualisation est importante entre la commune de Villemur et la Communauté de Communes et se développe avec les autres communes.



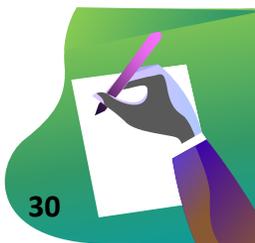
Les dépenses de la Communauté de Communes



- En 2021 dans le cadre de la mutualisation des services (services communs), la Communauté a procédé à la régularisation de l'année 2020. Cette dernière a engendré les flux financiers ci-dessous. Ainsi, suivants :

| Flux financier des créances | Montant |
|--------------------------------------|----------|
| De Villemur vers CCVA | 249 318€ |
| De CCVA vers Villemur | 201 324 |
| De CCVA vers « autres communes » | 69 768€ |
| De Villemur vers « autres communes » | 8 436€ |
| De CCVA vers syndicats | 66 348€ |
| De Villemur vers syndicats | 18 468€ |

- La Communauté a enregistré à ce titre, 249 318€, au chapitre « 012 – Charges de personnel ».
- En revanche, la Communauté a perçu de la part de la commune, 201 324€, soit une différence de -47 994€ pour la Communauté.





Les dépenses de la Communauté de Communes

Villemur vers CCVA

| Service | Catégorie | Catégorie Professionnelle | Contrat | Villemur | CCVA | Syndicat |
|------------------------------|-----------|---------------------------|---------|--------------|--------------|-------------|
| Assos/logistique | REF | C | T | 0,90 | 0,10 | |
| Assos/logistique | RPC | C | T | 0,80 | 0,20 | |
| Assos/logistique | CS | C | T | 0,60 | 0,40 | |
| Assos/logistique | AGDCE | C | EA | 0,60 | 0,40 | |
| Citoyenneté | REF | C | T | 0,90 | 0,10 | |
| Citoyenneté | RPC | B | T | 0,90 | 0,10 | |
| Citoyenneté | AG | C | CDD | 0,95 | 0,50 | |
| Dlpp, vie locale | RP | A | CDD | 0,60 | 0,40 | |
| VTA | | B | CDD | 0,70 | 0,30 | |
| Dlitt Vie locale Citoyenneté | RP | C | T | 0,80 | 0,20 | |
| DST | RPC | A | T | 0,50 | 0,50 | |
| Ecoles | CS | C | T | 0,70 | 0,30 | |
| Ecoles | AG | C | T | 0,95 | 0,50 | |
| Ecoles | REF | C | T | 0,90 | 0,10 | |
| Enfance | RP | C | T | 0,75 | 0,25 | |
| Entretien | AG | C | T | 0,95 | 0,50 | |
| Entretien | REF | C | T | 0,95 | 0,50 | |
| Entretien | AG | C | CDD | 0,95 | 0,50 | |
| Finances | CS | B | T | 0,80 | | 0,20 |
| Finances | CS | C | T | 0,80 | | 0,20 |
| ST | CS | C | T | 0,70 | 0,30 | |
| ST | AG | C | T | 0,90 | 0,10 | |
| ST | AG | C | NT | 0,70 | 0,30 | |
| ST | AG | C | T | 0,40 | 0,60 | |
| ST | AG | C | T | 0,70 | 0,30 | |
| ST | AG | C | T | 0,50 | 0,50 | |
| ST | AG | C | T | 0,70 | 0,30 | |
| ST | CS | C | T | 0,40 | 0,60 | |
| ST | AG | C | T | 0,40 | 0,60 | |
| ST | AG | C | T | 0,40 | 0,60 | |
| ST | AG | C | T | 0,40 | 0,60 | |
| ST | AG | C | T | 0,40 | 0,60 | |
| ST | ST | C | T | 0,40 | 0,60 | |
| ST | REF | C | T | 0,40 | 0,60 | |
| Vacataire entretien | | C | | 0,95 | 0,50 | |
| Vaguemestre | AG | C | T | 0,80 | 0,20 | |
| ● | | | | 67,75 | 12,55 | 0,40 |

NB : 67,75 et le total pour la commune et non le total présenté ici, les autres agents étant à plein temps sur la commune.

CCVA vers Villemur

| Catégorie | Service | Statut | Catégorie Professionnelle | CCVA | Villemur | Autres communes | Autres | Syndicat |
|-------------|-----------------------|--------|---------------------------|---------------|--------------|-----------------|--------|-------------|
| REF AP | PSE, Régies | T | C | 0,50 | 0,50 | | | |
| AG | Citoyenneté Assos | T | C | 0,20 | 0,80 | | | |
| RS | AG | CDD | B | 0,70 | 0,30 | | | |
| REF AP | Crèche / accueil mair | T | C | 0,30 | 0,70 | | | |
| RPC | DGS | T | A | 0,50 | 0,50 | | | |
| | attachée de dir | T | C | 0,60 | 0,40 | | | |
| RPC | Communication | CDD | B | 0,60 | 0,40 | | | |
| apprenti | Communication | CDD | C | 0,50 | 0,50 | | | |
| CS | MP | T | B | 0,30 | 0,30 | 0,30 | 0,10 | |
| apprenti | Finances | CDD | C | 0,40 | 0,40 | | | 0,20 |
| CS | Finances | T | B | 0,80 | | | | 0,20 |
| | Finances | CDD | A | 0,50 | 0,50 | | | |
| AG | Portage | T | C | 0,20 | 0,80 | | | |
| AG | PSE | T | C | 0,80 | 0,20 | | | |
| RPC | PSE | T | A | 0,70 | 0,30 | | | |
| | RH | CDD | C | 0,50 | 0,50 | | | |
| RP | PTM | T | C | 0,60 | | | | 0,40 |
| apprenti | Informatique | CDD | C | 0,67 | 0,33 | | | |
| RP | Informatique | T | C | 0,34 | 0,33 | 0,34 | | |
| RP | SIG/Inf | CDD | B | 0,60 | 0,40 | | | |
| AG | ST | T | C | 0,70 | 0,30 | | | |
| AG | ST | T | C | 0,70 | 0,30 | | | |
| PTM Accueil | PTM accueil | T | C | 0,70 | 0,30 | | | |
| AG | ST | CDD | C | 0,70 | 0,30 | | | |
| AG | ST | T | C | 0,70 | 0,30 | | | |
| AG | ST | CDD | C | 0,70 | 0,30 | | | |
| CS | ST | T | B | 0,70 | 0,30 | | | |
| AG | ST | T | C | 0,70 | 0,30 | | | |
| AGDCE | ST | T | C | 0,70 | 0,30 | | | |
| AG | ST | CDD | C | 0,70 | 0,30 | | | |
| CS | ST | T | C | 0,70 | 0,30 | | | |
| AG | ST | T | C | 0,70 | 0,30 | | | |
| AG | ST | T | C | 0,70 | 0,30 | | | |
| CS | ST | T | C | 0,70 | 0,30 | | | |
| RP | STA | T | C | 0,60 | 0,40 | | | |
| | ST | T | C | 0,70 | 0,30 | | | |
| | | | | 109,41 | 11,76 | | | 0,80 |

NB : 109,41 et le total pour la CCVA et non le total présenté ici, les autres agents étant à plein temps sur la CCVA



Les dépenses de la Communauté de Communes

- Compte tenu de cette répartition est appliquant les « tarifs » votés par la commune et la Communauté de Communes, les flux financiers sont les suivants :

Tarifs par jour

| | |
|-------------|-------|
| Catégorie A | 180 € |
| Catégorie B | 130 € |
| Catégorie C | 95 € |

| Flux financier des créances | Montant |
|--------------------------------------|----------|
| De Villemur vers CCVA | 268 197€ |
| De CCVA vers Villemur | 292 845€ |
| De CCVA vers « autres communes » | 8 953€ |
| De Villemur vers « autres communes » | |
| De CCVA vers syndicats | 26 361€ |
| De Villemur vers syndicats | 10 331€ |

- La régularisation financière est effectuée annuellement à N+1 au moment du vote du budget. Une délibération conjointe sera prise afin d'assurer une plus large transparence. Le tableau est remis à jour annuellement.



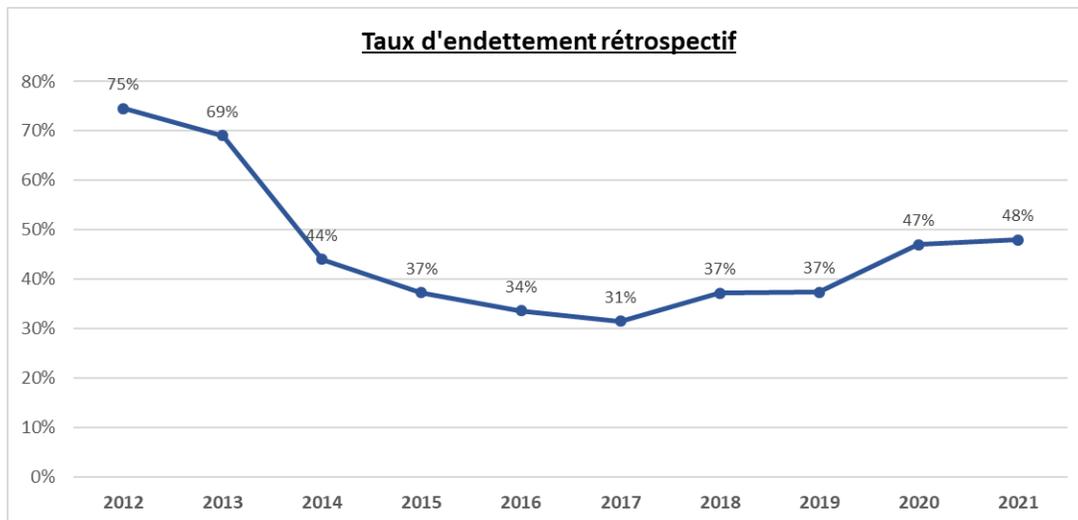
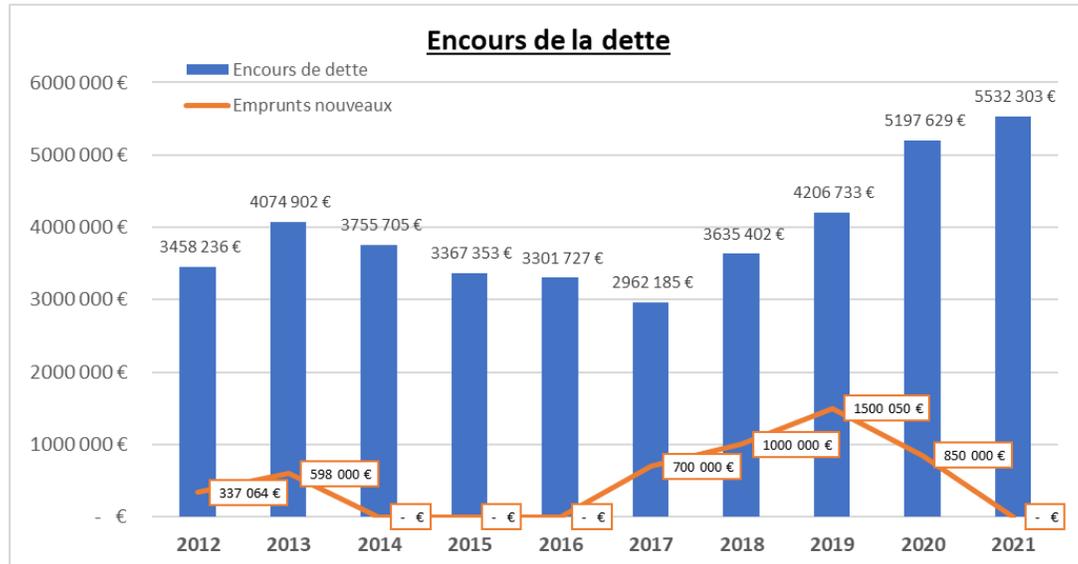
Les dépenses de la Communauté de Communes

| Exercice | Intérêts de la dette | Capital de la dette | Annuité | Capital restant dû au 31/12 |
|----------|----------------------|---------------------|-------------|-----------------------------|
| 2012 | 144 754 € | 319 334 € | 464 088 € | 3 458 236 € |
| 2013 | 163 978 € | 343 621 € | 507 599 € | 4 074 902 € |
| 2014 | 188 686 € | 1 110 953 € | 1 299 639 € | 3 755 705 € |
| 2015 | 153 350 € | 341 019 € | 494 370 € | 3 367 353 € |
| 2016 | 152 152 € | 339 542 € | 491 693 € | 3 301 727 € |
| 2017 | 149 145 € | 326 783 € | 475 928 € | 2 962 185 € |
| 2018 | 134 488 € | 428 669 € | 563 157 € | 3 635 402 € |
| 2019 | 136 845 € | 509 104 € | 645 949 € | 4 206 733 € |
| 2020 | 129 871 € | 515 326 € | 645 198 € | 5 197 629 € |
| 2021 | 122 137 € | 557 089 € | 680 076 € | 5 532 303 € |
| 2022 | 109 737 € | 502 988 € | 612 725 € | 4 975 214 € |
| 2023 | 98 449 € | 513 381 € | 611 831 € | 4 472 226 € |
| 2024 | 87 217 € | 475 620 € | 562 838 € | 3 958 845 € |
| 2025 | 77 789 € | 350 444 € | 428 233 € | 3 483 224 € |
| 2026 | 69 064 € | 350 721 € | 419 786 € | 3 132 780 € |
| 2027 | 60 119 € | 358 778 € | 418 898 € | 2 782 059 € |
| 2028 | 50 826 € | 318 857 € | 369 683 € | 2 423 281 € |
| 2029 | 43 513 € | 325 286 € | 368 798 € | 2 104 424 € |
| 2030 | 35 930 € | 331 985 € | 367 915 € | 1 779 138 € |
| 2031 | 28 065 € | 338 968 € | 367 034 € | 1 447 153 € |
| 2032 | 19 800 € | 316 052 € | 335 852 € | 1 108 184 € |
| 2033 | 12 905 € | 225 508 € | 238 413 € | 792 132 € |
| 2034 | 10 564 € | 128 055 € | 138 619 € | 566 624 € |
| 2035 | 9 407 € | 53 913 € | 63 321 € | 438 570 € |
| 2036 | 8 571 € | 54 799 € | 63 370 € | 384 656 € |
| 2037 | 7 710 € | 55 712 € | 63 421 € | 329 858 € |
| 2038 | 6 821 € | 56 655 € | 63 476 € | 274 146 € |

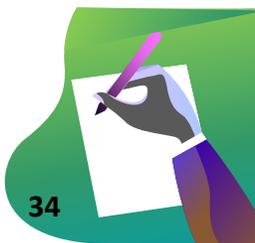
- ❑ Un réaménagement a eu lieu en 2013 afin de lisser les remboursements sur l'année, de ménager la trésorerie communautaire et de réaliser quelques gains en intérêts.
- ❑ L'encours auprès de l'ancien Crédit Local de France n'a pu être négocié.
- ❑ Il reste un prêt structuré, ne présentant pas de risque a priori en 2021, mais sur lequel il faudra rester vigilant.
- ❑ La négociation sur les prêts présentant un taux d'intérêt supérieur au marché actuel n'a pas pu aboutir : les organismes bancaires bloquent toute renégociation et les indemnités de remboursement anticipé sont très importantes.
- ❑ C'est avec la Crédit agricole qu'il faut arriver à renégocier (Prêts de 2013 à 5,55%, de 2012 à 4,305%). Une tentative de renégociation a échoué fin 2020. Une nouvelle tentative est prévue pour l'exercice 2022.
- ❑ Il faudra éventuellement envisager un rachat lors d'un prochain emprunt même si les banques rechignent à ce genre d'opération.



Les dépenses de la Communauté de Communes

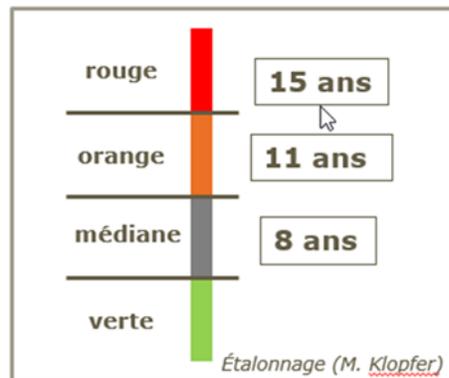
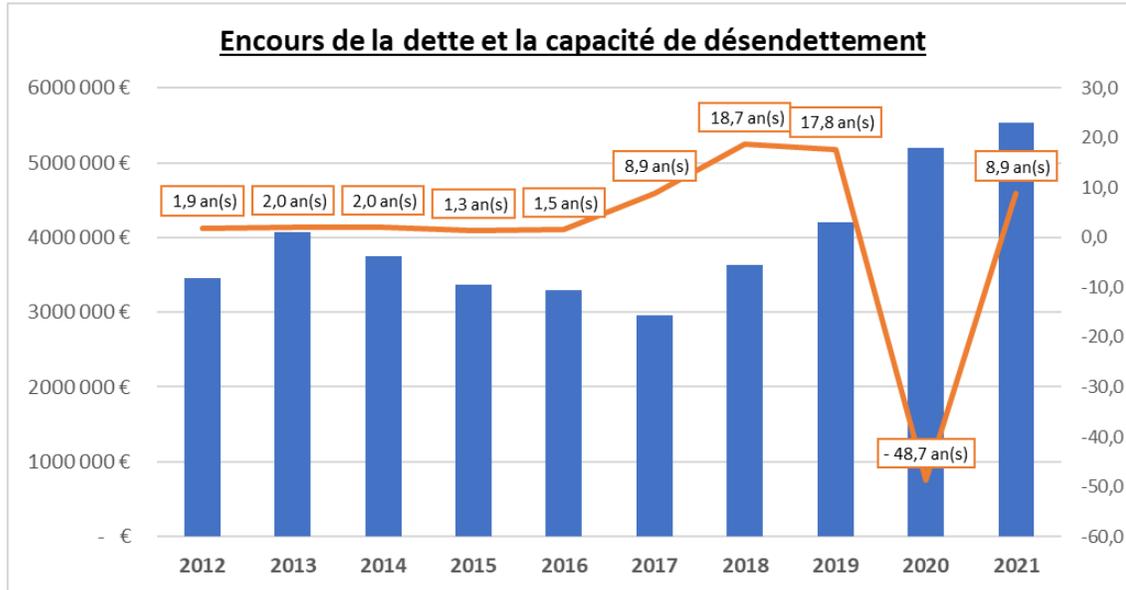


- ❑ Pour rappel, c'est la zone de Pechnauquié 3 qui nécessite l'attention. De par le glissement dans le temps des travaux de réseaux et le volume annuel des ventes, il manque structurellement 1,5million d'euros à la Communauté de Communes.
- ❑ Certains emprunts récents ont été mobilisé sur 10 ou 15 ans afin d'être remboursés plus rapidement car ils compensent la zone de Pechnauquié qui a vocation à être commercialisée.
- ❑ **Taux d'endettement rétrospectif** : ce ratio correspond à l'encours de la dette par rapport aux recettes réelles de fonctionnement (recettes réellement encaissées par la commune). Si ce ratio est supérieur à 100%, cela signifie que l'encours de la dette représente plus d'une année de fonctionnement et peut être considéré comme une situation de « surendettement ».
- ❑ La Communauté a à la fois haussé son encours de dette depuis 2012 (+60%), mais dans le même temps, les recettes réelles de fonctionnement ont connu une hausse de +149%. Cela explique la baisse du taux d'endettement sur la période (48% en 2021).
- ❑ La hausse des recettes réelles de fonctionnement est réelle (hausse des recettes émanant de la facturation en crèche) mais à relativiser (remboursements maladie en hausse, contrepassation de la mutualisation engendrant un jeu d'écriture en dépenses de personnel et produits des services).



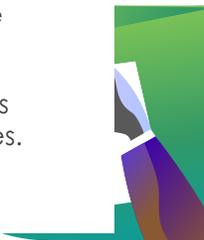


Les dépenses de la Communauté de Communes



La dette

- ❑ La capacité de désendettement exprime le nombre d'années d'épargne brute qu'il faudrait pour éteindre la dette.
- ❑ Ce ratio répond à la question suivante : En combien d'années d'exercices budgétaires la collectivité peut-elle rembourser la totalité du capital de sa dette en supposant qu'elle y consacre l'intégralité de son épargne brute ?
- ❑ Pour mesurer l'état de la situation financière, nous pouvons considérer que :
 - ❑ La situation financière est confortable lorsque la capacité de désendettement est inférieure à 8 ans
 - ❑ La situation financière est correcte lorsque la capacité de désendettement est comprise entre 8 et 11 ans ;
 - ❑ La situation financière est à risque lorsque la capacité de désendettement est comprise entre 11 et 15 ans
 - ❑ La situation financière est à risque (voire à haut risque) lorsque la capacité de désendettement est supérieure à 15 ans.
- ❑ La situation financière de la Communauté s'est « améliorée »
 - ❑ Endettement moins important que l'évolution des recettes face aux dépenses
 - ❑ La période post-COVID n'a pas encore amené un niveau de service semblable à la période pré-COVID (Piscines fermées, économies sur le personnel en conséquences par exemple). En 2021 la capacité de désendettement est à 8,9 ans.
- ❑ Sur 2022 et les années à venir, il faudra poursuivre le travail de maîtrise des dépenses et l'optimisation des recettes sur les multiples postes budgétaires.



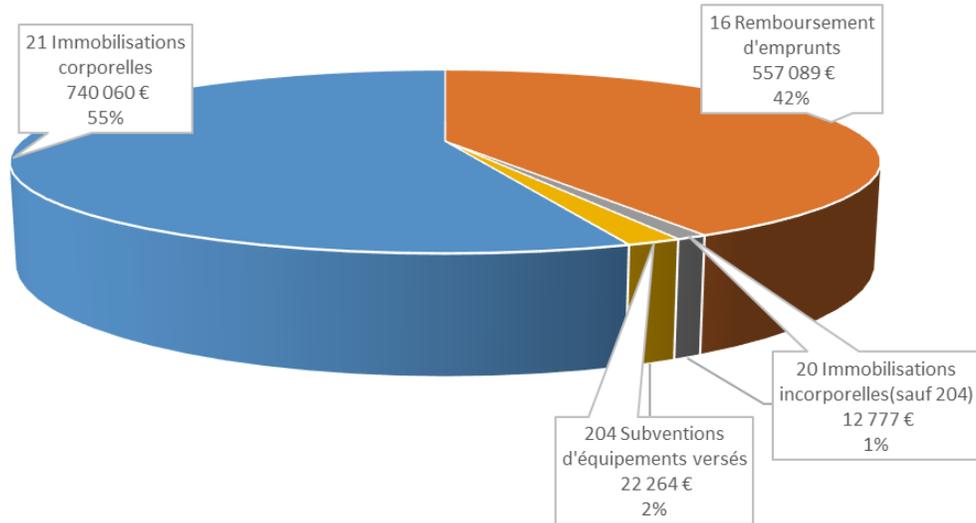
3 – Les investissements

•



Les investissements

Structuration des dépenses d'investissement en 2021



Pour 2021 :

- Les principales dépenses d'investissement sont :
 - Le remboursement en capital de la dette
 - La voirie

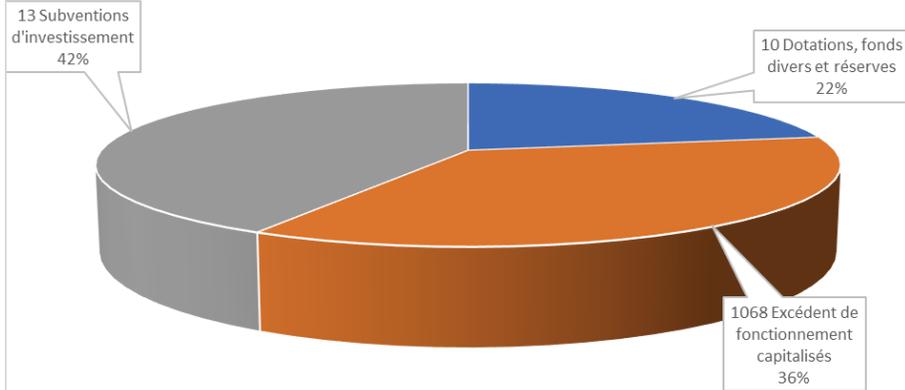
Dépenses

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|--|------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| 13 Subventions d'investissement | - € | 15 000 € | - € | - € | - € | 70 920 € | - € | - € | - € | - € |
| 16 Remboursement d'emprunts | 340 980 € | 381 893 € | 428 138 € | 383 968 € | 360 832 € | 326 783 € | 428 669 € | 509 154 € | 515 326 € | 557 089 € |
| 20 Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 20 380 € | 68 434 € | 37 536 € | 10 260 € | 10 610 € | - € | 25 542 € | 36 112 € | 24 334 € | 12 777 € |
| 204 Subventions d'équipements versés | - € | - € | - € | 15 000 € | - € | 110 000 € | 3 000 € | - € | - € | 22 264 € |
| 21 Immobilisations corporelles | 56 643 € | 389 883 € | 1 146 199 € | 716 369 € | 1 106 643 € | 1 593 306 € | 1 073 392 € | 2 499 813 € | 1 088 264 € | 740 060 € |
| 23 Immobilisations en cours | - € | 1 815 317 € | 56 457 € | 3 466 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € |
| Total opérations réelles | 418 002 € | 2 670 528 € | 1 668 330 € | 1 129 063 € | 1 478 085 € | 2 101 009 € | 1 530 603 € | 3 045 079 € | 1 627 924 € | 1 332 189 € |
| 001 - Solde d'exécution de la section d'invest. reporté | 487 720 € | 544 840 € | 232 971 € | 728 703 € | 676 501 € | 1 008 767 € | 592 603 € | 29 221 € | 1 112 209 € | 1 317 363 € |



Les investissements

Structuration des recettes d'investissement en 2021



Pour 2021

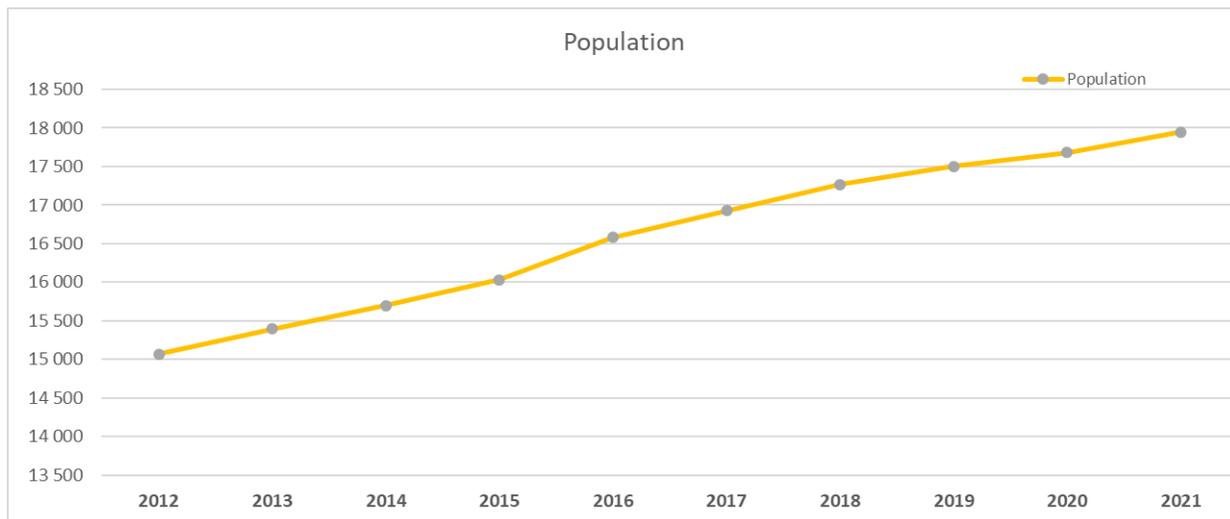
- ❑ Les investissements sont financés par :
 - ❑ À 42% par des subventions
 - ❑ 184 740€ de la Région pour la Voie Verte
 - ❑ 233 753€ du CD31, dont 226 385€ d'acompte de subvention Pool routier 2019-2021
 - ❑ 37 545€ de subventions crèches.
 - ❑ À 22% par le FCTVA;
 - ❑ À 36% par l'excédent de fonctionnement capitalisé venant abonder les recettes d'investissement.

Recettes

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|--|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| 10 Dotations, fonds divers et réserves | 177 942 € | 388 701 € | 51 190 € | 192 136 € | 35 434 € | 299 933 € | 114 526 € | 162 030 € | 389 787 € | 242 180 € |
| 1068 Excédent de fonctionnement capitalisés | 487 720 € | 803 775 € | 247 970 € | 721 671 € | 657 994 € | 1 186 604 € | 592 603 € | 29 221 € | 106 625 € | 389 495 € |
| 13 Subventions d'investissement | 310 424 € | 978 260 € | 779 323 € | 158 207 € | 352 809 € | 38 074 € | 257 338 € | 241 514 € | 512 666 € | 456 038 € |
| 16 Emprunts et dettes assimilées | 337 064 € | 598 000 € | - € | - € | - € | 700 000 € | 1 000 000 € | 1 500 050 € | 850 000 € | - € |
| 27 Autres immobilisations financières | 36 414 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € | - € |
| Total opérations réelles | 1 349 564 € | 2 768 736 € | 1 078 483 € | 1 072 014 € | 1 046 237 € | 2 224 611 € | 1 964 467 € | 1 932 815 € | 1 859 078 € | 1 087 713 € |
| Total opérations réelles + ordre | 1 349 564 € | 2 768 736 € | 1 078 483 € | 1 072 014 € | 1 046 237 € | 2 224 611 € | 1 964 467 € | 1 932 815 € | 1 859 078 € | 1 087 713 € |

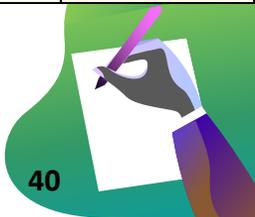
4 – L'analyse financière

L'analyse financière



- ❑ Sur la période rétrospective, les dépenses afférentes aux compétences ont augmenté plus fortement que la population en elle-même.
- ❑ En 2021 :
 - ❑ Les dépenses réelles de fonctionnement : 594€/hab;
 - ❑ Les recettes réelles de fonctionnement : 643€/hab;
 - ❑ Les dépenses d'investissement : 74€/hab;
 - ❑ Les recettes d'investissement : 61€/hab.

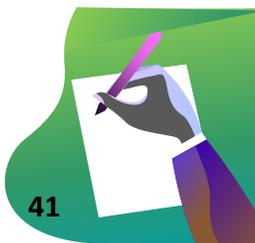
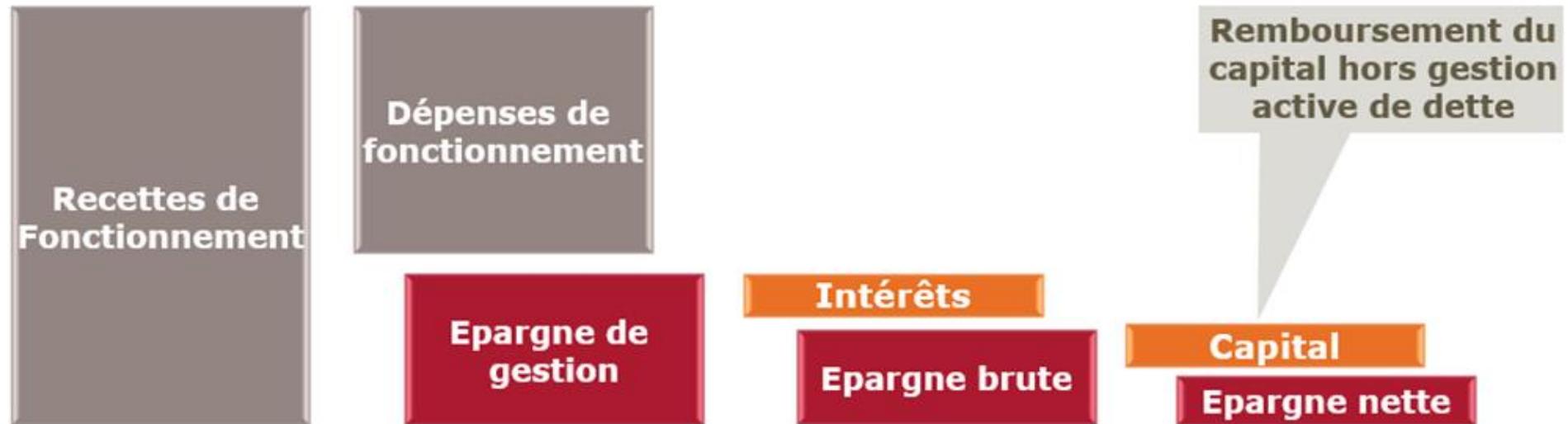
| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Dépenses réelles de fonctionnement / hab. | 167 € | 225 € | 404 € | 390 € | 446 € | 518 € | 539 € | 615 € | 617 € | 594 € |
| Recettes réelles de fonctionnement / hab. | 308 € | 383 € | 543 € | 564 € | 593 € | 556 € | 567 € | 644 € | 626 € | 643 € |
| Dépenses d'investissement / hab. | 28 € | 173 € | 106 € | 70 € | 89 € | 124 € | 89 € | 174 € | 92 € | 74 € |
| Recettes d'investissement / hab. | 90 € | 180 € | 69 € | 67 € | 63 € | 131 € | 114 € | 110 € | 105 € | 61 € |





L'analyse financière

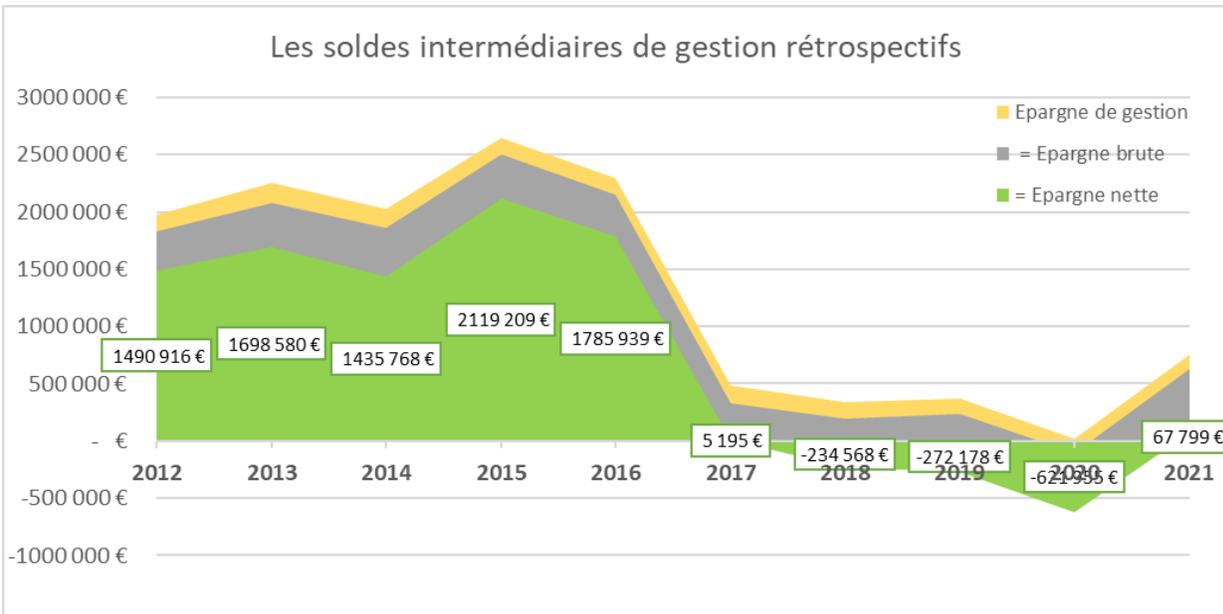
La constitution de l'épargne





L'analyse financière

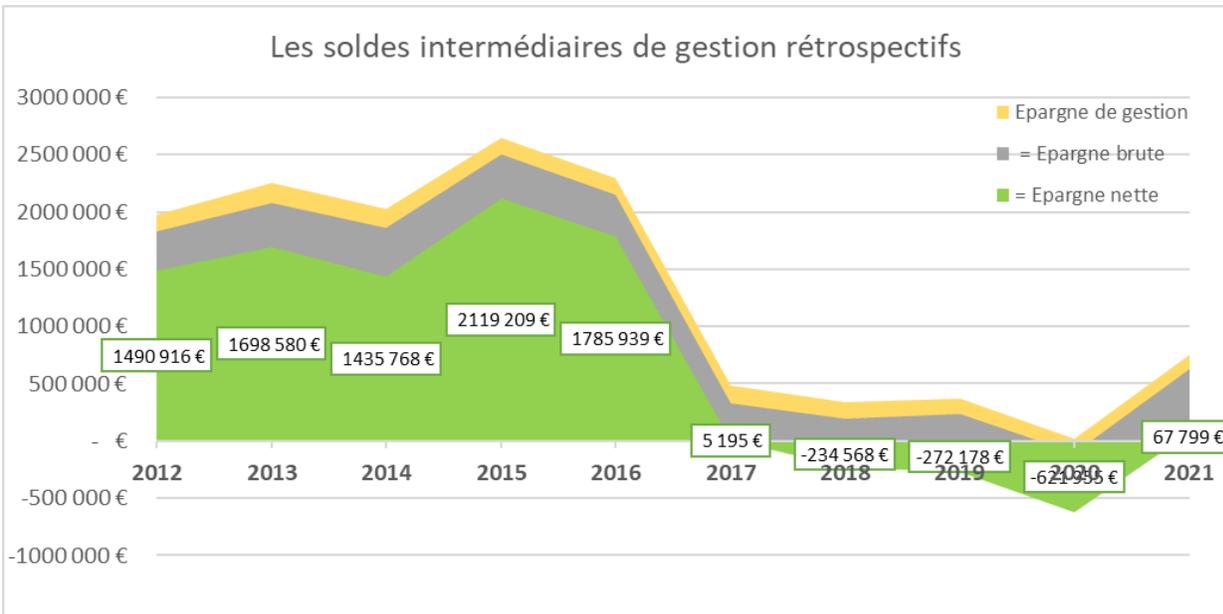
- La situation financière aujourd'hui de la Communauté illustre parfaitement l'effet ciseau entre les dépenses et les recettes de fonctionnement.



| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-------------|---------------|---------------|---------------|-------------|
| Epargne de gestion | ✓ 1 976 611 € | ✓ 2 258 619 € | ✓ 2 024 620 € | ✓ 2 648 616 € | ✓ 2 292 016 € | ✓ 481 366 € | ! 337 254 € | ✓ 371 396 € | ! 23 475 € | ✓ 752 354 € |
| - 66 Charges financières | 144 715 € | 178 146 € | 160 714 € | 145 439 € | 145 245 € | 149 389 € | 143 152 € | 134 420 € | 130 103 € | 127 466 € |
| = Epargne brute | ✓ 1 831 895 € | ✓ 2 080 473 € | ✓ 1 863 906 € | ✓ 2 503 177 € | ✓ 2 146 771 € | ✓ 331 978 € | ✓ 194 102 € | ✓ 236 976 € | ✗ - 106 628 € | ✓ 624 888 € |
| Taux d'épargne brute | ✓ 39% | ✓ 35% | ✓ 22% | ✓ 28% | ✓ 22% | ✗ 4% | ✗ 2% | ✗ 2% | ✗ -1% | ✗ 5% |
| -16 Remboursement d'emprunts | 340 980 € | 381 893 € | 428 138 € | 383 968 € | 360 832 € | 326 783 € | 428 669 € | 509 154 € | 515 326 € | 557 089 € |
| = Epargne nette | ✓ 1 490 916 € | ✓ 1 698 580 € | ✓ 1 435 768 € | ✓ 2 119 209 € | ✓ 1 785 939 € | ✓ 5 195 € | ✗ - 234 568 € | ✗ - 272 178 € | ✗ - 621 955 € | ✓ 67 799 € |
| Taux d'épargne nette | ✓ 32% | ✓ 29% | ✓ 17% | ✓ 23% | ✓ 18% | ✗ 0% | ✗ -2% | ✗ -2% | ✗ -6% | ✗ 1% |



L'analyse financière



- Taux d'épargne brute** : (épargne brute / recettes réelles de fonctionnement) : ce ratio indique la part des recettes de fonctionnement qui peuvent être consacrées pour investir ou rembourser de la dette (ayant servi à investir). Il s'agit de la part des recettes de fonctionnement qui ne sont pas absorbées par les dépenses récurrentes de fonctionnement. Il est généralement admis qu'un ratio de 8% à 15% est satisfaisant. En 2021, il est à 5% pour la Communauté.
- Taux d'épargne nette** : (épargne nette / recettes réelles de fonctionnement) : ce ratio indique la part des recettes de fonctionnement qui peuvent être consacrées pour investir, une fois le capital de la dette remboursé. Il s'agit de la part des recettes de fonctionnement qui ne sont pas absorbées par les dépenses récurrentes de fonctionnement et remboursement en capital de la dette (dépense obligatoire). Il est généralement admis qu'un ratio de 4% à 6% est satisfaisant. En 2021, il est à 1% pour la Communauté.

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-------------|---------------|---------------|---------------|-------------|
| Epargne de gestion | ✓ 1 976 611 € | ✓ 2 258 619 € | ✓ 2 024 620 € | ✓ 2 648 616 € | ✓ 2 292 016 € | ✓ 481 366 € | ⚠ 337 254 € | ✓ 371 396 € | ⚠ 23 475 € | ✓ 752 354 € |
| - 66 Charges financières | 144 715 € | 178 146 € | 160 714 € | 145 439 € | 145 245 € | 149 389 € | 143 152 € | 134 420 € | 130 103 € | 127 466 € |
| = Epargne brute | ✓ 1 831 895 € | ✓ 2 080 473 € | ✓ 1 863 906 € | ✓ 2 503 177 € | ✓ 2 146 771 € | ✓ 331 978 € | ✓ 194 102 € | ✓ 236 976 € | ✗ - 106 628 € | ✓ 624 888 € |
| Taux d'épargne brute | ✓ 39% | ✓ 35% | ✓ 22% | ✓ 28% | ✓ 22% | ✗ 4% | ✗ 2% | ✗ 2% | ✗ -1% | ✗ 5% |
| -16 Remboursement d'emprunts | 340 980 € | 381 893 € | 428 138 € | 383 968 € | 360 832 € | 326 783 € | 428 669 € | 509 154 € | 515 326 € | 557 089 € |
| = Epargne nette | ✓ 1 490 916 € | ✓ 1 698 580 € | ✓ 1 435 768 € | ✓ 2 119 209 € | ✓ 1 785 939 € | ✓ 5 195 € | ✗ - 234 568 € | ✗ - 272 178 € | ✗ - 621 955 € | ✓ 67 799 € |
| Taux d'épargne nette | ✓ 32% | ✓ 29% | ✓ 17% | ✓ 23% | ✓ 18% | ✗ 0% | ✗ -2% | ✗ -2% | ✗ -6% | ✗ 1% |

5 – Les budgets annexes

Pechnauquié 3



| | |
|---------|----------------|
| sens | Dépense |
| section | Fonctionnement |

| Étiquettes de lignes | Somme de realise |
|--|------------------|
| 002 - Résultat de fonctionnement reporté (excédent ou déficit) | - € |
| 011 - Charges à caractère général | 96 789 € |
| 65 - Autres charges de gestion courante | 1 € |
| 66 - Charges financières | 4 500 € |
| 67 - Charges exceptionnelles | 7 181 € |
| Total général | 108 471 € |

| | |
|---------|----------------|
| sens | Dépense |
| section | Investissement |

| Étiquettes de lignes | Somme de realise |
|--|--------------------|
| 001 - Solde d'exécution de la section d'investissement reporté | 4 075 998 € |
| 16 - Emprunts et dettes assimilées | 28 366 € |
| Total général | 4 104 365 € |

| | |
|--------------------------------|----------------------|
| Resultat fonctionnement | 2 596 375 € |
| Resultat investissement | - 4 104 365 € |

| | |
|------------------------|----------------------|
| Résultat cumulé | - 1 507 989 € |
|------------------------|----------------------|

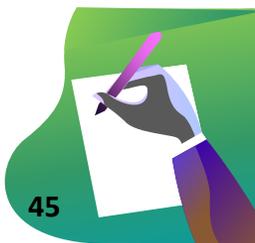
| | |
|---------|----------------|
| sens | Recette |
| section | Fonctionnement |

| Étiquettes de lignes | Somme de realise |
|---|--------------------|
| 002 - Résultat de fonctionnement reporté | 2 636 289 € |
| 70 - Produits des services, du domaine et | 66 000 € |
| 73 - Impôts et taxes | 2 462 € |
| 75 - Autres produits de gestion courante | 1 € |
| 77 - Produits exceptionnels | 94 € |
| Total général | 2 704 846 € |

| | |
|---------|----------------|
| sens | Recette |
| section | Investissement |

| Étiquettes de lignes | Somme de realise |
|--|------------------|
| 10 - Dotations, fonds divers et réserves | - € |
| 16 - Emprunts et dettes assimilées | - € |
| Total général | - € |

- ❑ Les opérations de travaux de viabilisation de la tranche 1 sont terminées et que la commercialisation a démarré.
- ❑ Un prêt relais a été réalisé en 2012. Son montant maximal était de 2,9 Millions d'euros. Il est totalement remboursé. La situation est donc assainie par rapport à 2012.
- ❑ D'autre part, un prêt à long terme a été réalisé en 2012 pour 400 000 euros. Le capital restant sur ce prêt est d'environ 150 000.
- ❑ Pour la première année en 2017, ce budget était excédentaire avec 45 084 euros de dépenses réelles et 101 950 euros de recettes réelles (ventes de terrains). L'année 2018 présentait un excédent de 34 919 euros : 100 000 euros de recettes et 64 478 euros de dépenses. Les dépenses sont les raccordements des lots. 2020 présente un déficit annuel de 21 832 euros.
- ❑ Le déficit global de la zone au 31 décembre 2021 était de l'ordre 1,5ME (1 372 874 en 2019). Ce déficit grève les capacités de la Communauté de Communes en matière de trésorerie.
- ❑ De nouvelles ventes sont en cours (c.f. page suivante).



Pechnauquié 3



PECHNAUQUIE 3 BILAN

| | |
|----------------------|-------------|
| Déficit à fin 2020 : | 1 401 982 € |
| Dépenses 2021 : | 60 255 € |
| TOTAL DEFICIT : | 1 462 237 € |

| | |
|-------------------|-----------|
| Ventes 2021 : | 89 950 € |
| Ventes en cours : | 897 298 € |
| TOTAL RECETTES : | 987 248 € |

| | |
|--------------------|-----------|
| DEFICIT RESIDUEL : | 474 989 € |
|--------------------|-----------|

| | |
|----------------------|-----------------------|
| Surface résiduelle : | 57 717 m ² |
| Prix d'équilibre : | 8,23 € |

| | |
|----------------------|-------------|
| Travaux à réaliser : | |
| VRD | 800 000 € |
| Electricité | 250 000 € |
| Divers | 100 000 € |
| Réserve | 100 000 € |
| TOTAL : | 1 250 000 € |

| | |
|-------------------------|--------------------|
| TOTAL DEPENSES : | 1 724 989 € |
| Prix de sortie : | 29,89 € |



ZIR Triangle



| | | |
|---------|---|---|
| Sens | D | ▼ |
| Section | F | ▼ |

| Étiquettes de lignes | Somme de Réalisé |
|--|------------------|
| 002 - Résultat de fonctionnement reporté (excédent ou déficit) | 3 789 € |
| 011 - Charges à caractère général | 79 895 € |
| 66 - Charges financières | 1 325 € |
| Total général | 85 009 € |

| | | |
|---------|---|---|
| Sens | D | ▼ |
| Section | I | ▼ |

| Étiquettes de lignes | Somme de Réalisé |
|------------------------------------|------------------|
| 16 - Emprunts et dettes assimilées | 29 540 € |
| Total général | 29 540 € |

| | |
|--------------------------------|------------------|
| Resultat fonctionnement | 207 413 € |
| Resultat investissement | 17 796 € |

| | |
|------------------------|------------------|
| Résultat cumulé | 225 209 € |
|------------------------|------------------|

| | | |
|---------|---|---|
| Sens | R | ▼ |
| Section | F | ▼ |

| Étiquettes de lignes | Somme de Réalisé |
|---|------------------|
| 70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses | 292 374 € |
| 75 - Autres produits de gestion courante | 0 € |
| 77 - Produits exceptionnels | 48 € |
| Total général | 292 422 € |

| | | |
|---------|---|---|
| Sens | R | ▼ |
| Section | I | ▼ |

| Étiquettes de lignes | Somme de Réalisé |
|--|------------------|
| 001 - Solde d'exécution de la section d'investissement rep | 22 114 € |
| 13 - Subventions d'investissement | 25 222 € |
| Total général | 47 336 € |

- ❑ En décembre 2021, la Communauté a procédé à une vente à la SCI BERGAM pour 292 374€.
- ❑ En même temps, la Communauté a bénéficié d'un acompte de subvention DETR « Acquisition et aménagement », en 2021, pour un montant de 25 222€.
- ❑ La Communauté de Communes a la maîtrise foncière de 9 hectares.
- ❑ Cette zone peut bénéficier du réseau de chaleur fatale de l'incinérateur.
- ❑ Les partenaires sont DECOSET, Econotre et le SDEHG.
- ❑ Il reste deux « dents creuses » pour lesquelles la Communauté de Communes souhaite se porter acquéreur.
- ❑ DECOSET souhaite y implanter son futur centre de tri.

Tourisme



| | | |
|---------|---|---|
| Sens | D | ▼ |
| Section | F | ▼ |

| Étiquettes de lignes | Somme de Réalisé |
|---|------------------|
| 011 - Charges à caractère général | 31 707 € |
| 012 - Charges de personnel et frais assimilés | 69 809 € |
| Total général | 101 516 € |

| | | |
|--------------------------------|---|-----------------|
| Resultat fonctionnement | - | 10 019 € |
| Resultat investissement | | - € |

| | | |
|------------------------|---|-----------------|
| Résultat cumulé | - | 10 019 € |
|------------------------|---|-----------------|

| | | |
|---------|---|---|
| Sens | R | ▼ |
| Section | F | ▼ |

| Étiquettes de lignes | Somme de Réalisé |
|---|------------------|
| 002 - Résultat d'exploitation reporté (excédent ou déficit) | 79 416 € |
| 74 - Subventions d'exploitation | 12 000 € |
| 75 - Autres produits de gestion courante | 82 € |
| Total général | 91 497 € |

- A la demande des élus, une réorganisation a été effectuée : création d'un office itinérant, déplacement le classement de l'office existant, rapprochement avec les offices environnants, développement de la communication et reformatage du format du personnel... Il s'agit de lancer une vraie politique touristique dont l'un des axes majeurs est le Tarn avec les baignades en eau vive, la navigation.



6 – Les services

•





La Petite enfance

PREAMBULE

- □ Selon l'Article R2324-17 du code de la santé publique– Les missions d'un EAJE sont définies comme telles :
- « *Les établissements et les services d'accueil non permanent d'enfants veillent à la santé, à la sécurité, au bien-être et au développement des enfants qui leur sont confiés. Dans le respect de l'autorité parentale, ils contribuent à leur éducation. Ils concourent à l'intégration des enfants présentant un handicap ou atteints d'une maladie chronique qu'ils accueillent. Ils apportent leur aide aux parents pour favoriser la conciliation de leur vie professionnelle et de leur vie familiale.* »
- □ Les missions des Ram sont définies par la Lettre-Circulaire Cnaf n° 2017 – 003 du 26 juillet 2017de 2017 et s'organisent autour de 3 axes principaux :
 - informer en direction des parents et des professionnels de la petite enfance,
 - offrir un cadre de rencontres et d'échanges des pratiques professionnelles,
 - observer les conditions locales d'accueil du jeune enfant.
 - Penser et réaliser une politique petite enfance, c'est donner une offre d'accueil de qualité rendant un territoire attractif. C'est également en jouant un rôle dans la construction de l'adulte de demain en accompagnant la fonction parentale et en offrant un cadre répondant aux besoins du jeune enfant.



La Petite enfance

2013 :

- Compétence Relais Assistants Maternels avec pleine ouverture du service en septembre

2014 :

- Création d'un local dédié au RAM à Bessières

2016 :

- Transfert de la compétence petite enfance à l'intercommunalité
- La gestion des crèches de Bessières et Layrac devient intercommunale
- Création d'un poste de Coordination Petite Enfance

2017 :

- Crèche Familiale et Multi-Accueil de Villemur passent à gestion intercommunale

2018 :

- Juin 1ère édition de la Fête de la Petite Enfance
- Avec l'intégration de la commune de Buzet-sur-Tarn, 3ème lieu d'intervention du RAM sur Buzet et 2ème animatrice sur le service en septembre.
- Extension de la crèche de Layrac/Tarn
- Mise en place du guichet unique

2019 :

- Mai : Création du guichet unique. Une seule porte d'entrée est ainsi assurée pour les familles en recherche d'un mode d'accueil.

La Petite enfance



2. Présentation du service petite enfance Val'Aigo :

- ❑ 3 Multi-accueil pour un total de 91 places d'accueil
- ❑ 1 crèche familles de 47 places
- ❑ 1 Relais Assistants Maternels – 82 assistants maternels et de 276 places sur le territoire
- ❑ Un total de 42.5 agents équivalents temps plein, dédiés à la petite enfance
- ❑ 14 assistantes maternelles contractuelles de la fonction publique
- ❑ TOTAL : 56,5 Equivalent plein temps.

La Petite enfance



Crèche Layrac 2021

| | | |
|---------|---|--|
| Sens | D | |
| Section | F | |

| Étiquettes de lignes | Somme de Liquidé |
|--|------------------|
| 011 - Charges à caractère général | 56 703 € |
| 012 - Charges de personnel et frais assimilés | 324 211 € |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 640 € |
| 65 - Autres charges de gestion courante | 1 017 € |
| Total général | 382 571 € |

MA Villemur 2021

| | | |
|---------|---|--|
| Sens | D | |
| Section | F | |

| Étiquettes de lignes | Somme de Liquidé |
|--|------------------|
| 011 - Charges à caractère général | 61 539 € |
| 012 - Charges de personnel et frais assimilés | 723 157 € |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 249 € |
| 65 - Autres charges de gestion courante | 406 € |
| Total général | 785 350 € |

FA Villemur 2021

| | | |
|---------|---|--|
| Sens | D | |
| Section | F | |

| Étiquettes de lignes | Somme de Liquidé |
|---|------------------|
| 011 - Charges à caractère général | 22 929 € |
| 012 - Charges de personnel et frais assimilés | 601 383 € |
| 65 - Autres charges de gestion courante | 406 € |
| 66 - Charges financières | 5 947 € |
| Total général | 630 665 € |

| | | |
|---------|---|--|
| Sens | D | |
| Section | I | |

| Étiquettes de lignes | Somme de Liquidé |
|----------------------------------|------------------|
| 21 - Immobilisations corporelles | 2 887 € |
| Total général | 2 887 € |

| | | |
|---------|---|--|
| Sens | D | |
| Section | I | |

| Étiquettes de lignes | Somme de Liquidé |
|----------------------------------|------------------|
| 21 - Immobilisations corporelles | 4 200 € |
| Total général | 4 200 € |

| | | |
|---------|---|--|
| Sens | D | |
| Section | I | |

| Étiquettes de lignes | Somme de Liquidé |
|------------------------------------|------------------|
| 16 - Emprunts et dettes assimilées | 18 091 € |
| Total général | 18 091 € |



La Petite enfance



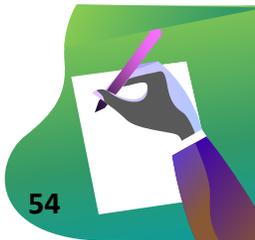
MA Bessières 2021

| | | |
|---------|---|---|
| Sens | D |  |
| Section | F |  |

| Étiquettes de lignes | Somme de Liquidé |
|--|------------------|
| 011 - Charges à caractère général | 55 102 € |
| 012 - Charges de personnel et frais assimilés | 498 019 € |
| 042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections | 2 588 € |
| 65 - Autres charges de gestion courante | 325 € |
| Total général | 556 034 € |

| | | |
|---------|---|---|
| Sens | D |  |
| Section | I |  |

| Étiquettes de lignes | Somme de Liquidé |
|----------------------------------|------------------|
| 21 - Immobilisations corporelles | 4 223 € |
| Total général | 4 223 € |



La Petite enfance



• Les aides au fonctionnement

Plusieurs conventions de prestations de service pour soutenir le fonctionnement des équipements

- Prestation de Service Unique (PSU) : financement « socle » à l'heure lié à l'activité
- Prestation de Service Ordinaire (PSO) RAM : financement « socle » lié au nombre d'ETP en poste d'animateur
- Les Conventions Réseau d'Ecoute d'Appui et d'Accompagnement des Parents (REAAP) pour les actions parentalité (atelier enfant-parent et massage bébé)
- Un Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) 2019-2022

Contrat d'objectif et de co-financement qui contribue au développement de l'accueil destiné aux enfants et aux jeunes jusqu'à 17 ans révolus.

Une prestation de service enfance jeunesse (PSEJ) versée pour chaque action en N+1 calculée sur la base de 55% du reste à charge de la collectivité dans la limite de plafonds fixés par la CNAF.

| Étiquettes de lignes | Somme de Réalisé |
|--|--------------------|
| Prestation CAF - acompte 2021 - crèche Bessieres | 123 196 € |
| Prestation CAF - acompte 2021 - crèche familiale Villemur | 274 094 € |
| Prestation CAF - acompte 2021 - crèche Layrac | 120 146 € |
| Prestation CAF - acompte 2021 - crèche multiaccueil Villemur | 233 537 € |
| Prestation CAF - CEJ 2020 | 387 422 € |
| Prestation CAF - RAM - acompte 2021 | 28 079 € |
| Prestation CAF - regularisation 2019 - crèche familiale Villemur | 2 067 € |
| Prestation CAF - solde 2020 - crèche Bessieres | 14 628 € |
| Prestation CAF - solde 2020 - crèche familiale Villemur | 16 961 € |
| Prestation CAF - solde 2020 - crèche Layrac | 14 007 € |
| Prestation CAF - solde 2020 - RAM | 11 869 € |
| Prestation CAF - soutien RAM 2 - covid | 1 000 € |
| Prestation CAF - subvention 2020- action AEEH - crèche Bessieres | 1 103 € |
| Prestation CAF - subvention 2020- action AEEH - crèche Layrac | 6 438 € |
| Prestation CAF - subvention 2020- REAAP - crèche Villemur | 1 200 € |
| Prestation de services | 7 347 € |
| Prestation de services - crèche Bessieres | 2 394 € |
| Prestation de services - RAM - 2021-02 | 415 € |
| Prestation de services 2020 | 16 755 € |
| Prestation de services 2021 | 11 662 € |
| PSU solde 2020 - acompte 2021 | 675 € |
| Total général | 1 274 997 € |

Les Maisons France Service

La Communauté de Communes a été une des premières à obtenir la nouvelle labélisation France Service. Elle a également la spécificité d'être sur 2 sites (Bessières et Villemur).

Pointage France Services Accueil Janvier à Juin 2021 VILLEMUR

| | JANVIER | FEVRIER | MARS | AVRIL | MAI | JUIN | TOTAL |
|-------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|-------------|
| Préfecture + Ants | 16 | 14 | 21 | 19 | 16 | 23 | 109 |
| Impôt | 25 | 31 | 46 | 85 | 64 | 39 | 290 |
| Emploi | 125 | 83 | 118 | 75 | 82 | 120 | 303 |
| Union Cépière | 17 | 23 | 18 | 18 | 5 | 11 | 92 |
| Mission Locale | 35 | 34 | 33 | 31 | 28 | 108 | 269 |
| Cap Emploi | 17 | 7 | 9 | 5 | 9 | 12 | 59 |
| Avocat | 25 | 22 | 18 | 24 | 32 | 38 | 157 |
| Caf | 12 | 9 | 14 | 7 | 6 | 18 | 66 |
| Carsat | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | 4 |
| Borne Autre | 125 | 91 | 137 | 120 | 82 | 150 | 705 |
| CPAM | 4 | 8 | 1 | 6 | 4 | 8 | 31 |
| Messagerie | 16 | 14 | 13 | 10 | 18 | 18 | 89 |
| TOTAL | 417 | 336 | 428 | 403 | 342 | 549 | 2074 |



Communauté de Communes Val'Aigo

DEUX LIEUX D'ACCUEIL ...

BESSIÈRES

26 place du souvenir
31 660 Bessières
Tel : 05.61.63.45.12
Mail : contact@valaigo.fr

Horaires d'ouverture

Lundi : 9h-12h30 / 14h-17h
Mardi : 9h-12h30 / après-midi sur RDV
Mercredi : 9h-12h30 / après-midi sur RDV
Jeudi : 9h-12h30 / après-midi sur RDV
Vendredi : 9h-12h30 / après-midi sur RDV

VILLEMUR-SUR-TARN

2 avenue St Exupéry
31 340 Villemur-sur-Tarn
Tel : 05.61.09.91.38
Mail : contact@valaigo.fr

Horaires d'ouverture

Lundi : 8h30 - 12h30 / 13h30 - 17h
Mardi : 8h30 - 12h30 / fermé l'après-midi
Mercredi : 8h30 - 12h30 / 13h30 - 17h
Jeudi : 8h30 - 12h30 / 13h30 - 17h
Vendredi : 8h30 - 12h30 / 13h30 - 16h30

... LES MÊMES SERVICES GRATUITS

- **Points numériques** : ordinateurs à disposition
- **Accompagnement social** (logement, famille, santé, recherche d'emploi, accès au droit, etc.), en partenariat avec les CCAS et le CIAS.
- **Accompagnement aux démarches administratives** (CAF, Sécurité sociale, Pôle Emploi, retraite, etc.)
- **Permanences hebdomadaires de partenaires** (RSA, accompagnement des jeunes, formation à distance, handicap, écrivain public, avocats, etc.)



Les Maisons France Service

La Communauté de Communes a été une des premières à obtenir la nouvelle labélisation France Service. Elle a également la spécificité d'être sur 2 sites (Bessières et Villemur).

Pointage France Services Accueil Juillet à Décembre 2021 VILLEMUR

| | JUILLET | AOUT | SEPTEMBRE | OCTOBRE | NOVEMBRE | DECEMBRE | TOTAL |
|-------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|-------------|
| Préfecture + Ants | 11 | 21 | 40 | 28 | 9 | 28 | 137 |
| Impôt | 24 | 30 | 63 | 63 | 49 | 47 | 276 |
| Emploi | 92 | 57 | 131 | 104 | 81 | 59 | 523 |
| Union Cépière | 12 | 1 | 20 | 15 | 23 | 15 | 86 |
| Mission Locale | 70 | 13 | 61 | 37 | 73 | 61 | 315 |
| Cap Emploi | 9 | 5 | 12 | 9 | 4 | 7 | 36 |
| Avocat | 14 | 9 | 30 | 28 | 23 | 32 | 116 |
| Caf | 9 | 12 | 30 | 20 | 9 | 22 | 102 |
| Carsat | 2 | 0 | 1 | 2 | 5 | 5 | 15 |
| Borne Autre | 122 | 81 | 136 | 119 | 126 | 119 | 703 |
| Photocopies | 55 | 32 | 66 | 59 | 60 | 62 | 324 |
| CPAM | 13 | 3 | 3 | 6 | 3 | 3 | 31 |
| Messagerie | 19 | 11 | 19 | 10 | 22 | 23 | 104 |
| TOTAL | 452 | 254 | 572 | 500 | 477 | 483 | 2798 |



Communauté de Communes Val'Aigo

DEUX LIEUX D'ACCUEIL ...

BESSIÈRES

26 place du souvenir
31 660 Bessières
Tel : 05.61.63.45.12
Mail : contact@valaigo.fr

Horaires d'ouverture

Lundi : 9h-12h30 / 14h-17h
Mardi : 9h-12h30 / après-midi sur RDV
Mercredi : 9h-12h30 / après-midi sur RDV
Jeudi : 9h-12h30 / après-midi sur RDV
Vendredi : 9h-12h30 / après-midi sur RDV

VILLEMUR-SUR-TARN

2 avenue St Exupéry
31 340 Villemur-sur-Tarn
Tel : 05.61.09.91.38
Mail : contact@valaigo.fr

Horaires d'ouverture

Lundi : 8h30 - 12h30 / 13h30 - 17h
Mardi : 8h30 - 12h30 / fermé l'après-midi
Mercredi : 8h30 - 12h30 / 13h30 - 17h
Jeudi : 8h30 - 12h30 / 13h30 - 17h
Vendredi : 8h30 - 12h30 / 13h30 - 16h30

... LES MÊMES SERVICES GRATUITS

- **Points numériques** : ordinateurs à disposition
- **Accompagnement social** (logement, famille, santé, recherche d'emploi, accès au droit, etc.), en partenariat avec les CCAS et le CIAS.
- **Accompagnement aux démarches administratives** (CAF, Sécurité sociale, Pôle Emploi, retraite, etc.)
- **Permanences hebdomadaires de partenaires** (RSA, accompagnement des jeunes, formation à distance, handicap, écrivain public, avocats, etc.)



Les Maisons France Service

Permanences France Services antenne de Villemur

| | Matin | Après-midi |
|----------|---|--|
| Lundi | Service emploi ----- Accompagnement RSA | Mission locale (accompagnement 16-25 ans) |
| Mardi | Service emploi ----- Impôts | CARSAT (4ème mardi du mois) |
| Mercredi | Accompagnement RSA | Défenseur des droits (2ème mercredi du mois) |
| Jeudi | Service emploi | ADIAD (Cap emploi) insertion / handicap |
| | Garantie jeunes | |
| | CAF | |
| Vendredi | Garantie jeunes | |
| | Avocats (3ème vendredi du mois) | |

Permanences France Services antenne de Bessières

| | Matin | Après-midi |
|----------|--|--|
| Lundi | ANAH : amélioration de l'habitat (1er lundi du mois) ----- Espace Info Energie | Accompagnement RSA |
| Mardi | | Impôts ----- Avocats (1er mardi du mois) |
| Mercredi | Service emploi | |
| Jeudi | Mission locale (accompagnement 16-25 ans) ----- Garantie jeunes | |
| Vendredi | | Mission locale (accompagnement 16-25 ans) |



France Services
Proche de vous au quotidien

Communauté de Communes Val'Aigo

DEUX LIEUX D'ACCUEIL ...

BESSIÈRES

26 place du souvenir
31 660 Bessières
Tel : 05.61.63.45.12
Mail : contact@valaigo.fr

Horaires d'ouverture

Lundi : 9h-12h30 / 14h-17h
Mardi : 9h-12h30 / après-midi sur RDV
Mercredi : 9h-12h30 / après-midi sur RDV
Jeudi : 9h-12h30 / après-midi sur RDV
Vendredi : 9h-12h30 / après-midi sur RDV

VILLEMUR-SUR-TARN

2 avenue St Exupéry
31 340 Villemur-sur-Tarn
Tel : 05.61.09.91.38
Mail : contact@valaigo.fr

Horaires d'ouverture

Lundi : 8h30 - 12h30 / 13h30 - 17h
Mardi : 8h30 - 12h30 / fermé l'après-midi
Mercredi : 8h30 - 12h30 / 13h30 - 17h
Jeudi : 8h30 - 12h30 / 13h30 - 17h
Vendredi : 8h30 - 12h30 / 13h30 - 16h30

... LES MÊMES SERVICES GRATUITS

- **Points numériques** : ordinateurs à disposition
- **Accompagnement social** (logement, famille, santé, recherche d'emploi, accès au droit, etc.), en partenariat avec les CCAS et le CIAS.
- **Accompagnement aux démarches administratives** (CAF, Sécurité sociale, Pôle Emploi, retraite, etc.)
- **Permanences hebdomadaires de partenaires** (RSA, accompagnement des jeunes, formation à distance, handicap, écrivain public, avocats, etc.)



La Voie Verte



La voie verte est réalisée sur le secteur Tarn et Garonne/Bessières. Le montant des travaux reste conforme à la prévision (800 000 euros HT) pour un montant total de subventions accordées de 540 000 hors fonds Leader.

La GEMAPI



- ▶ C'est une compétence exclusive et obligatoire qui est attribuée aux communes et à leurs établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) relative à la gestion des milieux aquatiques et à la prévention des inondations (GEMAPI).
- ▶ Il s'agit de clarifier l'exercice de missions existantes – souvent dispersées - en les regroupant en une compétence spécifique intitulée « GEMAPI », et en confiant cette compétence à un niveau de collectivité bien identifié, de taille suffisante et disposant des ressources permettant d'en assumer la charge.
- ▶ Les communes et leurs EPCI disposent d'une compétence expresse et obligatoire s'agissant de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques et de la prévention des inondations, dite compétence GEMAPI. Ces EPCI peuvent conserver cette compétence ou la transférer/déléguer, notamment à un syndicat mixte, à un établissement public territorial de bassin (EPTB) ou à un établissement public d'aménagement et de gestion de l'eau (EPAGE).
- ▶ Le transfert a pour conséquence que l'EPCI n'a plus la compétence, et il devient membre du syndicat mixte auquel il l'a transférée. La structure est donc dessaisie de la compétence et ne supporte plus de responsabilités. Au contraire, la délégation s'appuie sur une convention qui définit le service attendu du syndicat mixte sur une période donnée : la délégation encadre les attendus du syndicat mixte, elle est limitée dans le temps, et le financement est lié aux actions déléguées.
- ▶ Les autres collectivités (départements, régions) et les syndicats mixtes ne sont plus compétents pour exécuter les actions GEMAPI (sauf exception, v. ci-dessous). En revanche, pour les actions hors GEMAPI, ceux-ci conservent les compétences qui étaient les leurs avant l'entrée en vigueur de la GEMAPI, sous réserve d'éventuels regroupements ou transformations de structures intercommunales.

La GEMAPI



- ▶ La compétence GEMAPI englobe les quatre missions suivantes (C. envir., art. L. 211-7, I, 1°, 2°, 5° et 8° et I bis) :
 - ▶ l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
 - ▶ l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;
 - ▶ la défense contre les inondations et contre la mer ;
 - ▶ la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

- Les missions GEMAPI concernent tant des études de faisabilité en vue de travaux que l'exécution des travaux eux-mêmes, des actions d'information ou de communication, la construction de digues ou d'aménagements hydrauliques ainsi que la gestion de ces ouvrages.

- A contrario, ne relèvent pas de la GEMAPI, les actions ne pouvant se rattacher à l'une des quatre missions, sauf si la finalité de ces actions est « gémapienne ». On parle alors d'actions « Hors-GEMAPI ».



La GEMAPI

❑ Quels sont les outils mobilisables pour la GEMAPI?

- La mise en œuvre de la compétence GEMAPI ne s'est pas accompagnée d'outils spécifiques, à l'exception des SOCLE et d'outils spécifiques de prévention des inondations. Aussi, cette compétence s'exerce-t-elle dans le cadre des outils existants mis à disposition.

❑ Les « SOCLE »

- Des Stratégies d'organisation des compétences locales de l'eau (SOCLE) ont été introduites au sein des schémas directeurs d'aménagement et de gestion de l'eau (SDAGE). Ces documents ont pour but, d'une part, de renforcer la cohérence hydrographique, les solidarités financières et territoriales et la gestion durable des équipements structurants du territoire nécessaires à l'exercice de la compétence GEMAPI, d'autre part, de rationaliser du nombre de syndicats, par l'extension de certains périmètres, la fusion de syndicats ou la disparition des syndicats devenus obsolètes.

❑ Gestion de l'eau et des milieux aquatiques (GEMA)

- S'agissant de la gestion de l'eau et des milieux aquatiques, les textes portant création de la GEMAPI n'ont pas créé d'outils dédiés, en dehors des SOCLE (v. ci-dessus) qui couvrent autant le champ de la GEMA que celui la PI. La compétence doit donc s'insérer dans les dispositifs et outils existants relatifs à l'eau et aux milieux aquatiques - dossiers d'autorisation environnementale ou déclaration IOTA, SDAGE et SAGE, obligation d'entretien du propriétaire riverain, servitudes, contrats de milieux, aides et redevances des agences de l'eau - mais également de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme (SRADDET, SRCE, SCOT, PLU...).

❑ Prévention des inondations (PI)

- S'agissant de la prévention des inondations et des submersions, la compétence doit également se concilier avec les outils existants : plan de gestion du risque inondation, plan de prévention des risques d'inondation, stratégies locales de gestion du risque d'inondation, programmes d'action et de prévention des inondations, etc. Cependant, dans ce dernier domaine, les lois ont créé des dispositifs propres aux ouvrages de prévention des inondations et de submersion, notamment concernant les digues, les systèmes d'endiguement ainsi que les aménagements hydrauliques



La GEMAPI

□ La GEMAPI sur le territoire Val'Aïgo :

- Actuellement, la gestion de cette compétence reste dans le flou. Le syndicat du Bassin Versant de Villemur dispose d'une partie de cette compétence de manière obligatoire et d'une autre partie en compétence optionnelle. Seule Val'Aïgo a adhéré sur une compétence optionnelle.
- Les statuts du syndicat, modifié en 2018, n'ont pas été validés par les Communauté de Communes du Frontonnais et des Coteaux du Girou. Il y a donc un vide juridique qu'il convient de combler rapidement.
- Les Présidents d'intercommunalité ce sont entendus sur le lancement d'un diagnostic rapide.
- Il s'agit de réaliser un diagnostic des besoins « Gemapi » sur le territoire de l'actuel syndicat du Bassin Versant de Villemur dans la perspective de structurer une maîtrise d'ouvrage cohérente. Ce syndicat rassemble 3 Communautés de Communes :
 - La Communauté de Communes des Coteaux du Girou ;
 - La Communauté de Communes du Frontonnais ;
 - La Communauté de Communes Val'Aïgo.
- Les communes de la Communauté de Communes Val'Aïgo sont entièrement rassemblées dans cette entité ce qui n'est pas le cas des autres Communauté de Communes.
- La Communauté de Communes Val'Aïgo est concernée sur l'ensemble de son territoire par la rivière Tarn, ce qui n'est pas directement le cas des autres Communautés de Communes qui de leurs côtés sont plus avancées sur la question des schémas d'assainissement d'eau pluviale.
- Les Communauté de Communes du Frontonnais et des Coteaux du Girou ont instauré la taxe GEMAPI, ce qui n'est pas le cas de la Communauté de Communes Val'Aïgo.

La GEMAPI



□ Compétences du syndicat du Bassin Versant de Villemur :

Compétences obligatoires :

- Aménagement de bassin hydrographique ou d'une fraction de bassin hydrographique (ITEM 1 GEMAPI) ;
- Entretien de cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau (ITEM 2 GEMAPI).

Compétences optionnelles :

- La maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols (ITEM 4 GEMAPI) ;
- La défense contre les inondations (ITEM 5 GEMAPI) ;
- La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines (ITEM 8 GEMAPI).

Seule la Communauté de Communes Val' Aïgo a levé des compétences optionnelles.

Divers partenaires potentiels sont identifiés : Le Syndicat Mixte Rivière Tarn est l'un d'eux mais il ne répond pas à priori à toutes les problématiques posées.

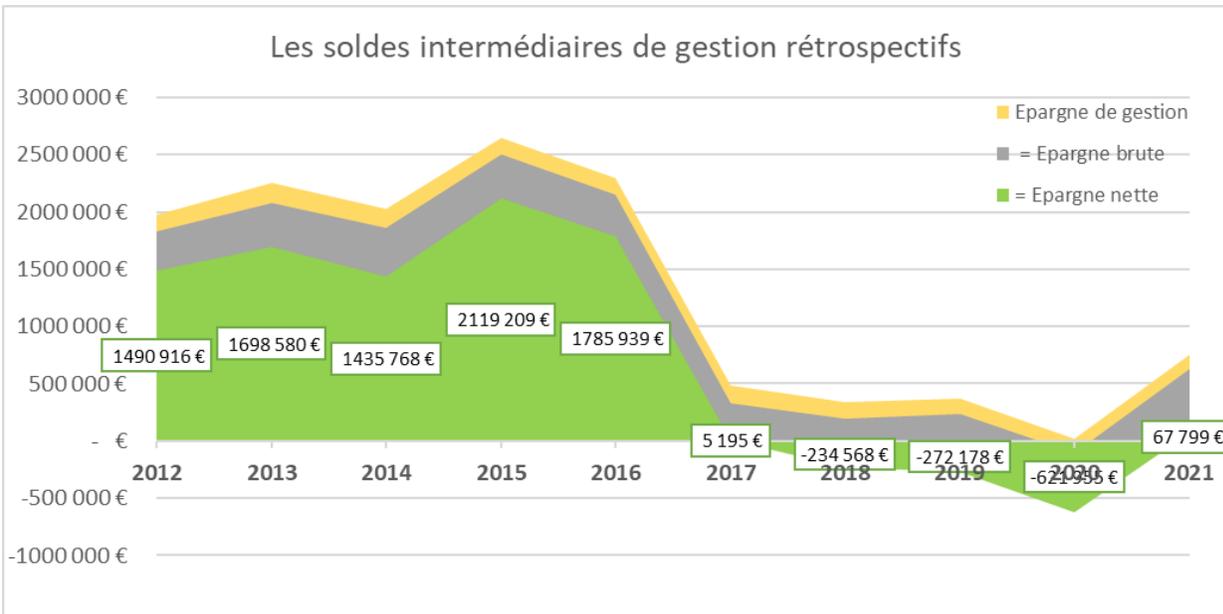
7 – Conclusion

•





Conclusion



- ❑ La Communauté de Communes est bien entendu dans une forte période d'incertitude. Les fondamentaux financiers sont préoccupants : l'effet « ciseau » (baisse des recettes et maintien des dépenses) grève la capacité d'investissement.
- ❑ La problématique des ventes sur Pechnaué 3 est en cours de résolution, ce qui permettra d'améliorer la situation financière.
- ❑ Pour 2022, en dehors des engagements déjà pris, aucun investissement ne devra être envisagé.
- ❑ Depuis 10 ans, aucune hausse de taux de fiscalité n'a été effectuée par soucis de gérer au mieux les deniers publics.
- ❑ La perte en dotation directe d'Etat et tout au long de diverses « réformes » grève les capacités financières de la Communauté de Communes qui a joué pleinement son rôle d'amortisseur jusqu'à présent.
- ❑ Un effort de la part de l'ensemble des services devra être mené afin de combler les pertes de recettes fiscales (CVAE notamment...).
- ❑ Le travail d'optimisation fiscal apportera des recettes supplémentaires. Ces dernières restent cependant « aléatoires », dépendant des prises en compte par l'administration fiscale.

| | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 |
|------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-------------|---------------|---------------|---------------|-------------|
| Epargne de gestion | ✓ 1 976 611 € | ✓ 2 258 619 € | ✓ 2 024 620 € | ✓ 2 648 616 € | ✓ 2 292 016 € | ✓ 481 366 € | ⚠ 337 254 € | ✓ 371 396 € | ⚠ 23 475 € | ✓ 752 354 € |
| - 66 Charges financières | 144 715 € | 178 146 € | 160 714 € | 145 439 € | 145 245 € | 149 389 € | 143 152 € | 134 420 € | 130 103 € | 127 466 € |
| = Epargne brute | ✓ 1 831 895 € | ✓ 2 080 473 € | ✓ 1 863 906 € | ✓ 2 503 177 € | ✓ 2 146 771 € | ✓ 331 978 € | ✓ 194 102 € | ✓ 236 976 € | ✗ - 106 628 € | ✓ 624 888 € |
| Taux d'épargne brute | ✓ 39% | ✓ 35% | ✓ 22% | ✓ 28% | ✓ 22% | ✗ 4% | ✗ 2% | ✗ 2% | ✗ -1% | ✗ 5% |
| -16 Remboursement d'emprunts | 340 980 € | 381 893 € | 428 138 € | 383 968 € | 360 832 € | 326 783 € | 428 669 € | 509 154 € | 515 326 € | 557 089 € |
| = Epargne nette | ✓ 1 490 916 € | ✓ 1 698 580 € | ✓ 1 435 768 € | ✓ 2 119 209 € | ✓ 1 785 939 € | ✓ 5 195 € | ✗ - 234 568 € | ✗ - 272 178 € | ✗ - 621 955 € | ✓ 67 799 € |
| Taux d'épargne nette | ✓ 32% | ✓ 29% | ✓ 17% | ✓ 23% | ✓ 18% | ✗ 0% | ✗ -2% | ✗ -2% | ✗ -6% | ✗ 1% |